

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Saluer l'actualité de la révolution d'Octobre

Dossiers :

Éléments sur le Venezuela

L'Union européenne vacille

(Espagne, Allemagne)

Brésil

9^e Conférence mondiale ouverte

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Intervention de Marc Gauquelin
à la réunion du 18 novembre** p. 3

- **DOSSIER –**
 - Eléments sur le Venezuela** p. 9
 - Intervention d’Alberto Salcedo
à la réunion du 18 novembre p. 9
 - Moïses Moleiro (hommage et intervention
à la Conférence de Caracas de 1987) p. 12
 - Loi de la valeur, impérialisme et pétrole p. 16

- **DOSSIER –**
 - L’Union européenne vacille** p. 21
 - Espagne : trente et un jours d’octobre p. 21
 - L’Allemagne au lendemain des élections p. 31

- **BRESIL –**
 - Le sens de la candidature Lula** p. 37

- **9^e Conférence mondiale ouverte
(Alger, 8 au 10 décembre 2017)** p. 41

- **Il y a un siècle, la révolution d’Octobre...
Léon Trotsky en 1917** p. 45

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....
.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



Christian Avrit

En ouverture de ce numéro de *La Vérité*, nous avons choisi de publier intégralement l'intervention faite par notre camarade Marc Gauquelin, directeur de notre publication, lors de la réunion publique organisée par la section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du POI) le samedi 18 novembre 2017 pour saluer l'actualité de la révolution d'octobre 1917, et qui a rassemblé 1 350 participants à l'Espace Charenton, à Paris (XII^e).

Intervention de Marc Gauquelin à la réunion publique du 18 novembre

CAMARADES, la section française de la IV^e Internationale, qui est à l'initiative de cette réunion, ne l'a pas conçue comme une réunion de spécialistes et d'historiens. Non pas que le travail d'historiens sérieux et compétents soit inutile au combat émancipateur de la classe ouvrière. Au contraire. Mais il nous a semblé que des militants engagés aux côtés des militants de la IV^e Internationale – trotskystes ou venant d'autres courants du mouvement ouvrier, comme le camarade Jo Salaméro – dans les combats de classe sur différents fronts : au Venezuela, dans la partie de bras de fer qui se joue entre le peuple vénézuélien et l'impérialisme américain ; en Espagne, dans le combat qui s'engage contre la monarchie franquiste ; en Russie ; en France... seraient plus à même que des « spécialistes » de don-

ner une réponse fondée sur leur expérience vivante à la question : « Que reste-t-il, cent ans après, de la révolution d'Octobre ? »

Je ne m'étendrai pas longuement – bien qu'on ne puisse l'éviter – sur la vague de falsifications haineuses qui est une nouvelle fois déversée, à l'occasion de cet anniversaire, contre la révolution d'Octobre et contre ses acteurs : le prolétariat russe, les dizaines de millions de paysans russes et le parti qui les a conduits à la victoire.

Oser faire de Lénine le précurseur de Staline, qui s'est précisément attaché à exterminer les compagnons de Lénine, la vieille garde bolchevique et l'état-major de la jeune Armée rouge victorieuse dans la guerre civile, ne mérite pas qu'on s'y attarde longuement.

Pas plus, d'ailleurs, que l'accusation de terrorisme portée contre les dirigeants bol-

cheviques contraints de défendre les armes à la main la République des soviets contre les armées blanches des Koltchak et Denikine, soutenues et équipées par les gouvernements impérialistes de l'Entente.

Laissons le petit monde des Courtois, Werth, Carrère d'Encausse et Cie à son petit commerce.

LE SPECTRE DE LA RÉVOLUTION

En revanche, ce qui nous intéresse aujourd'hui, dans ce déchaînement de haine, c'est ce qu'il dit involontairement de la situation actuelle.

Il n'y a aucune exagération à le dire : le spectre de la révolution hante les sommets de cette société.

Le mépris affiché pour ces millions de paysans analphabètes, ces millions de soldats et d'ouvriers qui ont osé, pour la première fois depuis la Commune de Paris, prendre le pouvoir entre leurs mains, mettre fin à la guerre, nationaliser la terre et l'industrie, le mépris pour ces « riens » – dirait Macron – dissimule mal la peur qu'ils ressentent instinctivement devant la révolution. La peur de ce moment où des millions d'hommes se mettent en mouvement et sortent du cadre institutionnel qui avait garanti jusque-là leur exploitation.

Stéphane Courtois, le maître d'œuvre du *Livre noir du communisme*, interviewé par *Les Echos*, va même jusqu'à nier qu'il y ait eu une révolution en octobre 1917 pour n'en faire qu'une « prise d'armes », une « révolution soldatesque ».

Mais lorsque le journaliste lui pose la question « *Une révolution d'Octobre serait-elle possible quelque part dans le monde ?* », Courtois baisse sa garde et répond du tac au tac : « *S'il y avait une crise économique aussi grave, un discours opposant le "prolétariat" aux puissances de l'argent peut séduire de nouveau une population déboussolée. Dans le Lot-et-Garonne, où je réside souvent, certaines villes comptent plus de 50 % de la population au RSA, le travail au noir ou le troc se généralisent, la gendarmerie est de plus en plus souvent absente. Quand l'Etat français recule, les extrémistes montent.* »

L'aveu !

ICI S'OUVRE LE CHAMP D'ACTION DU PARTI

Revenons à la révolution d'Octobre. Léon Trotsky, polémiqueant contre l'accusation de blanquisme portée contre les bolcheviques, rétablit les choses :

« Aucune recette tactique n'aurait pu donner vie à la révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait pas portée en elle (...). Le parti révolutionnaire, en dernière analyse, ne peut prétendre qu'au rôle d'un accoucheur qui est contraint de recourir à une césarienne (...). »

Et il ajoute :

« Afin de balayer l'ordre social périmé, la classe progressiste doit comprendre que son heure a sonné et se fixer la tâche de conquérir le pouvoir. Ici s'ouvre le chapitre de l'action révolutionnaire consciente, où la prévision et le calcul s'unissent à la volonté et au courage. Ici s'ouvre le champ d'action du parti. »

Contrairement à la caricature qu'ont donnée du Parti bolchevique, pendant des décennies, les staliniens, la discipline qui l'a caractérisé, sa capacité à épouser le mouvement des masses pour se porter à leur tête au moment opportun, a reposé entièrement sur la solide cohésion théorique et politique de ses dirigeants, qui s'est construite pas à pas pendant des décennies de lutte clandestine, s'est renforcée en 1905 ainsi que dans la lutte contre la répression tsariste des années 1905-1907.

En 1905, Lénine voit dans la révolution qui a éclaté le surgissement, avec la grève politique de masse, du jeune prolétariat russe. Il en mesure toute la puissance et en conclut que 1905 a labouré le terrain, mettant en évidence la place occupée par chacune des forces politiques en présence faisant de cette première explication avec le régime une véritable « répétition générale ».

Lorsqu'éclate la guerre, manifestation de l'impasse absolue de tout le système de la propriété privée des moyens de production à son stade impérialiste, Lénine est convaincu que l'ébranlement des Etats engagés dans cette conflagration va ouvrir des brèches dans lesquelles la révolution prolétarienne va s'engouffrer.

Combattant la trahison des dirigeants de la II^e Internationale, Lénine écrit en 1916 *L'Impérialisme, stade suprême du capita-*

lisme. Il y prolonge et complète la conclusion tirée par Marx et Engels dès le *Manifeste du Parti communiste* et développée par la suite dans *Le Capital*, selon laquelle les contradictions du système capitaliste ne peuvent être résolues que par l'expropriation du capital. Il la renforce encore en l'étayant sur l'analyse du stade impérialiste que vient de franchir le système au début du XX^e siècle.

En conclusion de l'étude qu'il fait du développement de la concentration des monopoles capitalistes qui caractérise l'impérialisme, Lénine écrit :

« Il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production (...) et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction (...), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée. »

Position qu'il résumera dans sa préface de 1920 en disant que « *l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat* ». Partant de cette appréciation fondamentale de la situation lorsque la révolution de Février éclate, les bolcheviques s'y engagent en la concevant comme le premier chaînon de la révolution prolétarienne mondiale.

La direction bolchevique sait qu'au stade de l'impérialisme, les tâches démocratiques de la révolution bourgeoise ne pourront plus être réalisées que sous la direction du prolétariat.

La direction bolchevique sait – et Lénine ne cesse de le répéter dans ses « *Lettres de loin* », expédiées de Zurich, comme dans les « *Thèses d'Avril* » qu'il présentera en débarquant à Petrograd – qu'ils devront refuser toute confiance aux gouvernements provisoires constitués avec les représentants de la bourgeoisie dans le seul but de déposséder les masses de leur victoire, rétablir l'ordre et reprendre la place occupée par la Russie dans la guerre impérialiste aux côtés de l'Entente.

En pleine révolution, après les journées de juillet, Lénine entreprend la rédaction de *L'Etat et la révolution*. En plein cœur de l'action, il estime indispensable pour guider son action de reprendre à son compte les généralisations théoriques faites par Marx et Engels de la Commune de Paris de 1871. Il

estime indispensable de faire la clarté sur la nature de classe de l'Etat, sur la nécessité de détruire tous les rouages de l'Etat bourgeois. Il concentre toutes ses forces pour convaincre de la place historique des soviets qui viennent de surgir, celle d'organes de double pouvoir, puis d'embryons de l'Etat ouvrier, pour réaliser les trois mots d'ordre : le pain, la paix et la terre.

CE PREMIER CHAÎNON DE LA RÉVOLUTION MONDIALE N'A PAS ÉTÉ RELAYÉ

Cent ans se sont écoulés. Le premier chaînon de la révolution prolétarienne mondiale n'a pas été relayé, il est resté isolé.

Non pas que la révolution allemande n'ait pas été au rendez-vous. Elle a éclaté dans toute sa puissance en novembre 1918, provoquant la fuite du Kaiser. Mais la bourgeoisie allemande, elle, a su tirer d'octobre 1917 des leçons que les révolutionnaires allemands n'ont pas su tirer. Elle a immédiatement confié la chancellerie à Ebert et à la social-démocratie. La « gauche » allemande, empêtrée – au grand dam de Lénine – dans une politique « gauchiste », n'a pas su construire et enraciner le parti dont la classe ouvrière avait besoin pour prendre le pouvoir entre ses mains. Pour reprendre une formule de Trotsky, la différence entre novembre 1918 en Allemagne et février 1917 en Russie tient à un seul facteur, la présence du Parti bolchevique en Russie.

L'Etat ouvrier a été encerclé et affamé. Mettant à profit le « reflux » de la classe ouvrière, la bureaucratie stalinienne a pris le pouvoir, détruisant en les pillant les bases de la République soviétique, jusqu'à son démantèlement complet en 1991.

Cent ans se sont écoulés...

QUE RESTE-T-IL D'OCTOBRE 1917 POUR LES MILITANTS ENGAGÉS DANS LA LUTTE DE CLASSES ?

Cent ans se sont écoulés... Que reste-t-il d'Octobre pour les militants engagés aujourd'hui dans la lutte de classes ? Il reste – pour parler vite – que tous les problèmes que la révolution d'Octobre a posés resurgissent à la puissance mille.

Octobre 1917 n'a pas été relayé, comme l'attendaient les bolcheviques, par la victoire d'un des prolétariats européens. L'impérialisme a bénéficié d'un sursis durant lequel il a continué à se décomposer, à développer tous ses traits parasitaires, portant toutes ses contradictions à leur paroxysme.

L'humanité l'a payé cher. Elle l'a payé du prix d'une deuxième guerre mondiale, sans oublier que les conflits qui s'étendent aujourd'hui, s'ils n'ont pas accédé au titre de troisième guerre mondiale, n'en écrasent pas moins sous les bombes de vastes zones du Moyen-Orient, du Sahel, jetant sur les routes des dizaines de millions de réfugiés.

Cent ans se sont écoulés... La révolution n'a pas triomphé... Mais la lutte des masses exploitées n'a pas cessé. De puissantes vagues révolutionnaires ont balayé tous les continents, particulièrement depuis la Deuxième Guerre mondiale. Si elles n'ont pas réussi à abattre le capital, l'impérialisme a dû, pour sauver son pouvoir, leur concéder un certain nombre de positions.

Les luttes de libération nationale encadrées par des directions nationalistes petites-bourgeoises ont arraché des indépendances à bien des égards formelles, mais qui sont devenues incompatibles avec les exigences du pillage, dictées par les grands groupes financiers en guerre pour le contrôle absolu des sources de matières premières.

Les mobilisations révolutionnaires du prolétariat qui ont balayé l'Europe – canalisées par les directions du mouvement ouvrier dans le cadre des Fronts populaires (les gouvernements provisoires de l'époque), comme ce fut le cas en France et en Espagne en 1936 ou bien en France en 1945 avec le soutien apporté par le PCF à la reconstruction de l'Etat bourgeois compromis avec l'occupant nazi – ont arraché de puissantes positions, qui sont désormais totalement contradictoires avec les taux d'exploitation exigés par les représentants de l'impérialisme. Tout ce qui a été arraché à l'impérialisme doit impérativement être détruit.

C'est là que se concentre toute la situation mondiale dans laquelle nous sommes entrés.

Que reste-t-il des problèmes posés par octobre 1917 au Brésil, au Venezuela, en Algérie, en Afrique du Sud ?

Posons la question à nos camarades brésiliens, vénézuéliens, algériens, azaniens, et nous verrons comment ressurgit la question de la place respective du prolétariat et de la bourgeoisie nationale inféodée, qu'elle le veuille ou non, au système de la propriété privée, dans la lutte pour l'émancipation nationale. Autant de questions qui ont été au cœur de la révolution d'Octobre.

Que reste-t-il des problèmes posés par octobre 1917 en Europe au moment où la crise de décomposition accélérée des institutions de l'Union européenne se combine à celle de toutes les institutions, toutes les formes étatiques sous lesquelles s'est ajustée en permanence la domination impérialiste en Europe ?

Foyer du développement du système capitaliste, des nations bourgeoises et de l'expansion impérialiste, l'Europe (les impérialismes européens) a été progressivement expulsée depuis la fin de la Première Guerre mondiale des zones qu'elle dominait sans partage, pour se retrouver aujourd'hui directement et brutalement sous les coups de boutoir des principaux groupes monopolistes, dans leur majorité américains.

Si, face à la vague révolutionnaire qui secouait l'Europe, le maintien de l'ordre bourgeois a exigé de l'impérialisme dominant (l'impérialisme américain), à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, qu'il consente à préserver – sous son contrôle – la reconstruction des vieux Etats nationaux broyés par la guerre, à l'inverse, l'orgie de fusions-acquisitions que connaît le monde, la brutale réorganisation des « chaînes de valeurs » remettent en cause cet « équilibre ».

Elles donnent une image des forces qui s'exercent pour démembrer, déstructurer les vieilles industries construites à l'abri des frontières nationales, désertifier des parties entières des territoires nationaux, condamner de larges fractions de la population – et pas seulement le prolétariat – à la misère et à la déchéance, sapant les bases des vieux Etats nationaux.

L'action en justice intentée par les Américains contre Airbus, contre Volkswagen

et contre le cartel du «dieselgate» (1) en Allemagne, le démantèlement engagé symétriquement chez Alstom et Siemens, la «réorganisation» drastique des usines de General Electric en Europe et l'annonce, hier, des 13000 suppressions d'emplois chez Siemens... donnent une image du déchaînement de la guerre que se mènent – au nom d'une prétendue résistance à la concurrence chinoise – les principaux groupes du capital financier pour le contrôle des marchés.

Il leur faut effacer, pour tenter de se maintenir dans la course à la compétitivité, tout ce que l'impérialisme a dû concéder à la classe ouvrière depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Qu'il s'agisse en France de ce qu'on appelle les «acquis de 36 et de 45», en Espagne de la réglementation du travail arrachée, en dépit de la politique du pacte de la Moncloa, par la classe ouvrière à la mort de Franco, en Allemagne du système des conventions collectives... tout doit disparaître.

L'ampleur de l'attaque dépasse tout ce que nous avons connu. Elle frappe de plein fouet toutes les conquêtes sociales dont la gestion fournissait aux appareils qui dirigent le mouvement ouvrier les bases matérielles de leur contrôle.

Ce faisant, elle ouvre une crise politique sans précédent, qui menace, dans les vieilles forteresses impérialistes du Vieux Continent, le pouvoir du capital.

Une crise qui dépasse toutes celles que l'Europe a connues ces dernières décennies et qui est à l'origine de l'ouverture simultanée de la crise institutionnelle qui ébranle les institutions de la V^e République en France, la monarchie en Espagne et le régime de démocratie parlementaire en Allemagne.

Mais dans les années 1945-1950, l'impérialisme a pu mettre à profit, pour rétablir l'ordre, la collaboration que lui offraient l'appareil stalinien au sommet de sa puissance et la social-démocratie. Aujourd'hui, les partis staliniens et sociaux-démocrates, déconsidérés et rejetés par les masses, se sont effondrés, tandis que des millions d'hommes s'apprentent à déferler pour leur survie. Au cœur de ce déferlement, une large couche de centaines de milliers de travailleurs, de militants et de jeunes cher-

chent à s'orienter pour combler le vide provoqué par cet effondrement et aider la classe à ouvrir la voie d'une issue politique.

UN VASTE CHANTIER S'OUVRE DEVANT NOUS

Toutes les questions que se sont posées les militants ouvriers au cours de toute l'histoire du mouvement ouvrier – y compris celles qui semblaient réglées – resurgissent dans une situation nouvelle. La question des rapports partis-syndicats. La question des partis. La forme du parti contient-elle inéluctablement sa dégénérescence politique, comme on l'entend de plus en plus souvent ? Les rapports entre démocratie et lutte de classes, sans oublier la vieille question de l'Etat ouvrier comme transition vers le socialisme.

Militants de la IV^e Internationale, nous ne prétendons d'aucune manière détenir les réponses à toutes les questions politiques qui surgissent, à plus forte raison dans cette situation à bien des égards inédite.

En revanche, nous estimons de notre devoir de participer au débat, à l'élaboration des réponses aux questions concrètes posées sur le terrain de la lutte politique pour l'expropriation du capital et l'instauration du socialisme en ne lâchant pas le fil de la continuité de ce combat.

Une continuité qui s'exprime dans le programme de la IV^e Internationale, où Trotsky, à son tour, rassemble les leçons politiques de la tragédie qui a frappé le prolétariat dans les années 1930, reliant étroitement dans un programme de transition la défense des positions de la classe à la question du pouvoir.

Je voudrais, pour conclure, au moment où les calomnies contre les trotskystes "lambertistes" resurgissent comme par enchantement, citer, sur ce point fondamental de la continuité, le camarade Lambert. Dans un discours qu'il a prononcé en 1969 sur l'histoire du trotskysme,

(1) Scandale industriel et sanitaire lié à l'utilisation par le groupe Volkswagen, de 2009 à 2015, de différentes techniques visant à réduire frauduleusement les émissions polluantes de certains de ses moteurs diesel et essence lors des tests d'homologation (NDLR).

après une longue citation du *Journal d'exil* de Trotsky, il insiste :

« Trotsky, en se référant à la capitulation du vieux révolutionnaire Rakovski, qui a tenu six ans, de 1928 à 1934, dans les camps de Staline, indique clairement que la bureaucratie du Kremlin, dans sa lutte contre la révolution prolétarienne, et pour protéger ses privilèges, a cherché à n'importe quel prix à détruire les liens de la continuité qui, depuis 1848, depuis la Ligue des communistes, ont matérialisé le lent et difficile combat des générations successives de révolutionnaires prolétariens transmettant aux jeunes générations l'expérience accumulée par les vieilles (...).

En 1935, il demandait cinq ans de vie pour assurer la transmission de l'héritage. Ces cinq années, il les aura, et ces cinq années seront les plus dures, les plus poignantes de toute son existence. Il y verra la liquidation de toute la génération d'Octobre, tous les compagnons de Lénine exterminés, torturés, salis et calomniés par Staline (...). Et ces cinq années ont été décisives pour munir d'une méthode révolutionnaire la jeune génération. »

Cent ans se sont écoulés...

Les délais ont été terriblement plus longs que ne l'avaient espéré Lénine, Trotsky et leurs camarades. Le pourrissement sur pied de l'impérialisme qui s'est opéré à l'occa-

sion de ce délai, ses terribles conséquences pour l'humanité, ne font que remettre à l'ordre du jour, avec plus d'acuité encore, toutes les leçons politiques de la seule révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire.

Des leçons qui s'inscrivent dans le prolongement de celles que Marx et Engels ont tirées de la Commune de Paris. Des leçons enrichies par l'analyse faite par Trotsky de la dégénérescence de l'État ouvrier, des échecs de la classe ouvrière à la veille de la guerre, une élaboration qui s'est poursuivie dans le cadre de la IV^e Internationale fondée en 1938.

Une nouvelle situation s'est ouverte, pleine de promesses.

Je ne peux qu'inviter les camarades présents à s'associer aux militants de la IV^e Internationale pour débattre de ces leçons, pour se donner les moyens d'élaborer en commun les réponses politiques à apporter pour rassembler la classe ouvrière avec ses organisations afin de vaincre l'offensive de l'impérialisme.

C'est dans cet échange appuyé sur toute l'histoire du combat de la classe dans sa diversité que nous construirons le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour arracher la victoire.



À la tribune, de gauche à droite : Alberto Salcedo, Luis Gonzalez, Anton Poustovoy, Jérôme Legavre, Patrick Hébert, Marc Gauquelin, Jo Salamero.

2.

Eléments sur le Venezuela



Ce dossier est constitué de trois contributions :

1. L'intervention d'Alberto Salcedo, responsable au Venezuela du bulletin *El Trabajador*, à la réunion du 18 novembre à Paris.
2. L'hommage rendu à Moïses Moleiro par Pierre Lambert et Andreu Camps lors de l'annonce de son décès en 2002, suivi d'extraits de son rapport introductif comme secrétaire général du MIR du Venezuela lors de la Conférence de Caracas de 1987 (conférence internationale sur la dette et contre les plans du FMI et de la CEE, 24, 25, 26 avril 1987).
3. Un article économique de notre camarade Xabier Montoro sur la place du pétrole au Venezuela.

Intervention du camarade vénézuélien Alberto Salcedo

lors de la réunion publique du 18 novembre 2017

BONJOUR, camarades. Je vous présente à tous un salut révolutionnaire au nom des travailleurs vénézuéliens et des militants de la IV^e Internationale du collectif *Trabajo y juventud* (Travail et jeunesse). De même que les camarades qui m'ont précédé, pour nous, la commémoration du centenaire de la révolution bolchevique n'est pas un acte académico-historique, mais au contraire il s'agit de tirer les leçons du premier combat de la classe ouvrière qui s'est saisi du pouvoir. Et à la lumière de ces éléments, au Venezuela, où il y a une situation bien particulière et très intéressante, nous avons célébré le centenaire de la révolution bolchevique et notre gouvernement a y compris organisé des manifestations, des réunions et des débats publics auxquels nous avons parfois participé.

Aujourd'hui, la situation mondiale est marquée par la crise de domination de l'impérialisme, alimentée par les contradictions inter-bourgeoises et impérialistes. A cela s'ajoute la crise des institutions du capital, qui cherchent à la faire porter sur les épaules des nations opprimées en les disloquant afin de s'emparer de leurs richesses. Mais l'élément le plus important, c'est qu'elles s'en prennent aux droits des travailleurs pour leur faire endosser la crise du capital.

La nation vénézuélienne n'échappe pas à cette situation. Nous connaissons aujourd'hui un processus d'intervention ouverte de la part de l'impérialisme et de ses alliés, et cela tant au niveau national qu'international. La pression impérialiste a été exercée par Obama et poursuivie aujourd'hui par Donald Trump. Obama, avant de quitter le gouvernement, avait prolongé un décret qui déclarait que le Venezuela était une menace à la sécurité nord-américaine, intensifiant le blocus économique et financier, la guerre économique et les différentes tentatives de coups d'Etat militaires, l'intervention diplomatique des gouvernements de la région, et aujourd'hui les sanctions réclamées par la communauté européenne.

Ils cherchent à faire tomber le gouvernement du président Nicolas Maduro, soit par une voie rapide, soit en lui infligeant une défaite électorale. Ces politiques ont jusqu'à présent été bloquées grâce à la résistance du peuple travailleur, qui s'est exprimée à l'occasion de deux événements politiques importants. Le premier a été la convocation aux élections pour une Assemblée nationale constituante par le président Maduro, qui avait notamment la particularité que les membres de cette Assemblée nationale constituante représentent les secteurs opprimés de la société vénézuélienne. Nous, les travailleurs, nous participons à cette Assemblée nationale constituante avec 79 députés, syndicalistes, parmi lesquels siège un de nos camarades du collectif dans la commission sur le travail. Mais il y a aussi la participation de paysans, de secteurs populaires, d'invalides, et de nous, les retraités, qui représentons près de 4 millions de citoyens vénézuéliens.

Ce modèle d'Assemblée nationale constituante a provoqué beaucoup de bruit, tant en Europe que dans les autres pays, par son caractère totalement nouveau qui signifie, par la présence des secteurs populaires et laborieux, et par celle du président Nicolas Maduro, ancien conducteur de métro, qu'il est possible de maintenir le gouvernement en place s'il s'appuie sur les travailleurs.

Derrière l'offensive de l'impérialisme, il y a la tentative de celui-ci de s'approprier les réserves de pétrole, qu'on évalue à plus de 300 milliards de barils. Mais il ne s'agit pas simplement de cette question. En réalité, l'impérialisme américain tente à prendre le contrôle du continent sud-américain. Et le gouvernement chaviste est un caillou dans la chaussure de l'impérialisme dans la mesure où nous résistons aux intérêts impérialistes dans la région. Mais en plus, la préoccupation des Etats-Unis, ce sont les mesures nationalistes que nous avons prises : nous avons nationalisé les télécommunications, nous avons amélioré les conventions collectives des travailleurs du pétrole, les transports publics – alors que seul le métro est public –, l'eau, l'électricité ou diverses entreprises à caractère national comme la Metal-Mecanica, et certaines entreprises de l'alimentation.

Bien évidemment, la chute du prix du pétrole a entraîné un véritable problème, car notre dépendance à l'importation de produits alimentaires dépend des devises que rapporte notre exportation de pétrole. Mais à cela, il faut ajouter les pressions et les sanctions impérialistes pour nous empêcher d'avoir accès à certains produits sur le marché international. C'est ainsi que les entreprises du pétrole, qui contrôlent également le transport maritime, organisent également le blocus économique à l'encontre du Venezuela.

Il en va de même pour les médicaments, dont 90 % proviennent des multinationales des Etats-Unis ou de l'Union européenne.

En outre, cette agression répond également aux mesures de participation établies par la Constitution, comme le référendum. Ce qui, dans la pratique, se traduit par le fait que la population et les travailleurs peuvent convoquer des référendums, en demandant au président et aux députés qu'ils adoptent des lois pour préserver la souveraineté de la nation.

Mais un des points essentiels sur lequel nous voudrions insister, c'est que la révolution bolivarienne en 2012, produit de la mobilisation des travailleurs et des syndicats, a amené le président Chavez à produire une nouvelle loi sur le travail, un Code du travail, qui, pour nous, syndicalistes, représente la plus grande conquête de ces dix-huit dernières années (*Cf. encadré page 20*).

Ce Code du travail établit la stabilité absolue de l'emploi, la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures, les conventions collectives par branches de production, l'élargissement du congé de maternité, l'élimination de la tertiarisation, ce qui place notre nation dans une dynamique totalement contraire à ce qui se produit en Europe, où le capital détruit les Codes du travail, ou à ce qui se passe en Amérique latine, où Macri, en Argentine, a également fait adopter une contre-réforme du travail repoussant l'âge du départ à la retraite et augmentant les cotisations.

Pour nous, il est important que vous sachiez que nous avons maintenu l'âge du départ à la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes, avec 750 cotisations, avec l'obligation que ces pensions soient au moins égales au salaire minimum, indépendamment des accords passés dans les conventions collectives dans lesquelles les retraités ont pu obtenir une série d'acquis.

Nous avons dû adopter des mesures pour les retraités face à la crise alimentaire. Cette année, il y a eu quatre augmentations de salaires, car la guerre économique est menée essentiellement contre la classe ouvrière et ils tentent de briser la base sociale de soutien et d'appui du gouvernement Maduro.

Dans ce cas, notre position à nous, militants, face à l'offensive de l'impérialisme et de la droite patronale, est de resserrer les rangs pour la défense de la nation, car il n'y aura aucune possibilité de défendre nos conquêtes et nos droits si nous ne mettons pas en échec l'impérialisme ; sinon, c'est lui qui nous mettra en échec. Mais nous comprenons aussi que la mobilisation unitaire indépendante de la classe ouvrière et de ses organisations est nécessaire parce que, pour mettre en déroute la classe ouvrière, l'impérialisme a besoin de briser le gouvernement Maduro. Mais nous pensons dans le même temps que le gouvernement Maduro doit prendre toute une série de mesures pour la défense de la nation comme pour la défense des secteurs de la classe ouvrière et laborieuse. C'est pour cela que nous sommes contre le paiement de la dette extérieure. Mais dans une situation comme la nôtre d'offensive de l'impérialisme, de blocus économique et financier, nous pensons que la renégociation de la dette est quelque chose de progressiste, qui nous permettrait de gagner du temps pour la nation.

C'est pour cela que la dernière déclaration de Trump nous inquiète. Il a menacé les détenteurs de bons de la dette externe vénézuélienne de n'assister à aucune discussion de renégociation. Car l'impérialisme a tout intérêt à bloquer toute issue nous permettant de maintenir le contrôle de la part du gouvernement. Ce qui est important, c'est de souligner qu'avec la double victoire électorale que nous avons obtenue dans l'Assemblée nationale constituante avec une participation de huit millions d'électeurs, la réélection des gouverneurs régionaux il y a un mois dans laquelle nous avons obtenu vingt postes de gouverneurs pendant que la droite n'en obtenait que quatre, nous avons repris le contrôle politique sur le pays.

Et le grand débat politique aujourd'hui dans le pays est comment assumer le rôle économique. Sur ce terrain, nous avons avancé :

1. Tout d'abord, sur la nécessité d'une réforme de l'imposition qui fasse payer le capital et les grandes entreprises.

2. Sur la nécessité de revoir le prix de l'essence... Je voudrais que vous sachiez à ce propos que le prix d'une citerne de 30 000 litres d'essence équivaut à celui de 30 œufs... C'est-à-dire que si l'on met cela dans la balance, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose d'illusoire. Et nous voulons que les gains générés par l'augmentation du prix de l'essence, qui représente une plus grande capacité d'action de l'Etat, soient plutôt dirigés en direction des transports publics et de la santé.

De même, nous avançons la nécessité de contrôler le commerce extérieur. Nous devons reprendre ce contrôle face à l'attaque impérialiste, d'une part, mais aussi, d'autre part, face aux oscillations d'un gouvernement qui doit aujourd'hui s'engager à fond dans la rupture avec la propriété privée.

Et pour terminer, il est pour nous très intéressant de voir ce qui est en train de se passer au Brésil. Un gouvernement putschiste comme celui de Temer est en train d'appliquer un plan de destruction des lois du travail. Mais dans ce pays, il existe une centrale syndicale puissante comme la CUT, il existe un parti puissant comme le PT, qui se trouve obligé par les circonstances d'aller vers la gauche. Et nous croyons que ce qui pourrait se produire dans ce maillon faible pourrait avoir des répercussions dans l'ensemble de l'Amérique latine. Et pour la révolution bolivarienne, c'est un espace pour progresser. Vive la IV^e Internationale !

Moïses Moleiro

DANS ces « temps maudits » où rien n'est respecté, où tout est mis en œuvre, et de partout, pour discréditer et détruire la recherche des moyens de libérer les peuples de l'exploitation et de l'oppression, nous appelons toutes et tous à s'associer à l'hommage au révolutionnaire vénézuélien Moïses Moleiro, qui vient de disparaître (1).

Moïses n'était pas marxiste. Il ne s'en cachait pas. Dans la discussion fraternelle que nous avons avec lui, il aimait à dire qu'il était un « trotskyste hétérodoxe », tout en estimant que le bilan de l'URSS montrait que Trotsky avait eu raison dans *La Révolution trahie*.

Dans l'un de ses derniers livres, *Le socialisme est mort, vive le socialisme*, Moïses Moleiro écrivait : « *Ce n'est pas toujours celui qui semble avoir gagné qui obtient la victoire. Ce n'est pas toujours celui qui semble avoir été défait qui est réellement vaincu. La figure de Staline s'enfoncera comme s'est enfoncé le régime qui l'a constituée. La figure de Trotsky, le grand persécuté, tendra à s'accroître. Il sera le point de repère nécessaire pour ce que nous pouvons appeler les luttes socialistes de l'avenir, dont le point de départ sont les terribles expériences de ce siècle.* »

Moïses a connu la prison, la maladie

Moïses a connu la prison, la maladie. Révolutionnaire sur un continent où toutes les nations subissent l'oppression, il a été à plusieurs reprises blessé dans les combats contre l'impérialisme américain, qui ne peut assurer son oppression qu'avec l'aide de ses valets corrompus.

Son parcours est particulièrement révélateur. Adolescent, Moïses Moleiro entre dans la lutte politique contre la dictature de Perez Jimenez. Il adhère à l'Action démocratique, parti de la bourgeoisie qui s'oppose à la dictature.

En 1960, il rompt avec l'Action démocratique et s'engage dans la lutte armée. Il refuse l'accord signé en 1958, après la chute de la dictature, entre les deux partis de l'opposition, l'Action démocratique, section vénézuélienne de l'Internationale socialiste, et COPEI (démocratie chrétienne), qui refusait la convocation d'une Assemblée constituante, seule à même de démanteler tous les mécanismes du pouvoir de la dictature. Pour Moïses Moleiro, cette rupture s'est faite à partir de l'expérience de la politique des dirigeants d'Action démocratique et sous l'influence de la révolution cubaine : il fait sienne les théories de la lutte armée déclenchée par un groupe révolutionnaire qui se fixe l'objectif d'entraîner les masses après la victoire de la guérilla.

La lutte armée est un échec. Il est ainsi démontré que l'expérience de la révolution cubaine, même s'il y a des éléments communs à tout le continent américain, ne peut pas être « exportée ». S'il ne tire pas encore toutes les leçons de son expérience, Moïses Moleiro en tire du moins celle-ci : avec les dirigeants de la guérilla, il accepte la proposition d'amnistie et de pacification offerte par le président Betancourt au début des années 1970, et décide de passer à la lutte politique en participant à la constitution d'un parti politique, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR).

C'est alors que, dans ce processus de maturation politique, Moïses arrive à la conclusion que la lutte des masses, la lutte de classe, exige la construction d'une organisation politique se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme, pour faire face au gouvernement néocolonial et à l'impérialisme. Il décide alors de prendre contact avec la IV^e Internationale, de participer aux débats qui se déve-

(1) Cet hommage de Pierre Lambert et Andreu Camps a été publié dans *Informations ouvrières*, n° 529 (2074), semaine du 13 au 19 mars 2002.

loppent dans la IV^e Internationale en reconstruction. Des actions communes sont engagées.

Sa réflexion et son combat

En 1985, la conférence nationale du MIR adopte des thèses sur le travail international. Le MIR se déclare « *partisan de la constitution de réseaux organisationnels au niveau international, d'organisations indépendantes du stalinisme et de la social-démocratie pour coordonner des efforts dans la lutte d'un intérêt commun de nos peuples* ».

En juin 1986, lors d'une réunion du conseil général de la IV^e Internationale, la proposition est faite d'organiser à Caracas une conférence internationale contre la dette. Un appel commun est adopté par le MIR du Venezuela, le PT du Pérou et le PCI, section française de la IV^e Internationale. Pour la première fois dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste, est lancé le mot d'ordre de « *Non-paiement de la dette* », pour l'action unie ouvrière et anti-impérialiste. Le non-paiement de la dette, revendication unificatrice qui concentre le combat pour la souveraineté nationale et la rupture avec les institutions de l'impérialisme, le FMI et la Banque mondiale.

Pour la première fois est établi le lien entre le combat des peuples des pays opprimés par l'impérialisme et les travailleurs des pays industrialisés, qui font face aux plans de restructuration industrielle et d'austérité. Notamment pour les pays qui composent à cette époque la Communauté économique européenne (aujourd'hui Union européenne), qui deviendra l'Europe de Maastricht.

La conférence a lieu à Caracas, en avril 1987. Des délégations de 26 pays des Amériques, d'Afrique, d'Europe de l'Ouest et de l'Est sont présentes. Moïses Moleiro prononce le discours d'ouverture de la conférence. Il refuse les tentatives des partisans de l'Internationale socialiste, qui entendent dévoyer la conférence en lui imprimant un cours de « *théologie de la libération* », notamment en proposant d'envoyer un télégramme au pape, qui voyageait alors en Amérique latine. Cette proposition des partisans de l'Internationale socialiste s'inscrivait dans cette politique tiers-mondiste qui cherche à opposer « *les peuples des pays pauvres* » à ceux des pays dits riches.

L'expérience du combat contre la dette

Non seulement la ligne de conduite de Moïses Moleiro a toujours été de respecter les accords politiques, mais il avait déjà l'expérience du combat contre la dette. Il s'oppose au démantèlement des nationalisations de l'industrie pétrolière au Venezuela, au Mexique et au Brésil. Dans un discours au Congrès national (le Parlement vénézuélien), en 1986, Moïses avait appelé à voter contre les plans d'endettement, déclarant : « *Nous votons contre pour des raisons éminemment patriotiques, parce que nous considérons qu'ils ne garantissent pas le développement indépendant du pays (...) et parce que l'endettement impliquera de dangereuses et lourdes charges pour l'avenir des Vénézuéliens.* » Voix prophétique, qui permet de comprendre pourquoi il rompait avec les renégats de tout acabit, et plus particulièrement avec ceux qui allaient s'inféoder aux partis de l'Internationale socialiste, totalement inféodés à la politique du paiement de la dette.

Pour lui, la fidélité à une politique de défense des ouvriers, des peuples, contre le FMI, la Banque mondiale, était la règle. Ainsi, le 7 juin 1984, dans un discours au Parlement contre les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement de l'époque, Moïses Moleiro déclarait : « *Dans la mesure proposée, il ne s'établit pas une différence claire face au FMI, dans la mesure où les recommandations du FMI sont appliquées par le gouvernement. Cela est particulièrement grave.* »

Dès lors, Moïses participe régulièrement, comme invité, au conseil général de la IV^e Internationale. Il corédige, en janvier 1988, la lettre d'invitation à une ren-

contre des partis, des organisations indépendantes de la social-démocratie et du stalinisme. Cette rencontre convoquera la Première Conférence mondiale ouverte, en janvier 1991, où a été constituée l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Pour l'Assemblée constituante

Bien entendu, Moïses restait engagé dans la lutte de classe dans son pays. Le régime vénézuélien est aux abois. Le gouvernement Andrés Perez, gouvernement, répétons-le, de l'Action démocratique, procède comme tous les partis affiliés à l'Internationale socialiste. Il entend imposer au pays un nouveau plan d'ajustement structurel, contre lequel, en février 1989, une véritable insurrection populaire se développe dans toutes les grandes villes. La répression est féroce : des centaines de morts et de disparus. Toutes les institutions de l'Etat sont ébranlées. Dans l'armée, un groupe d'officiers veut reprendre la tradition nationaliste initiée par Simon Bolivar, leader de la lutte pour l'indépendance au XIX^e siècle. Ce groupe d'officiers organise un coup d'Etat qui sera réprimé, mais constitue un nouveau parti, le Mouvement de la V^e République. Victorieux aux élections, ce parti convoque une Assemblée constituante, qui amène au pouvoir l'actuel président, Hugo Chavez.

Moïses combat avec ses anciens amis originaires du MIR pour la Constituante. Le discours pseudo-révolutionnaire de Chavez décevra bien du monde, dont Moïses. C'est ainsi que, dans les derniers mois de sa vie, il s'engage dans le combat pour constituer un Mouvement des travailleurs et du peuple vénézuélien.

Le 5 janvier 2002, Moïses Moleiro déclare à *El Universal*, journal de Caracas : « Ici, la seule alternative sérieuse serait de constituer un mouvement d'opposition à Chavez, pour s'opposer au retour d'Action démocratique et de COPEI, pour une véritable alternative de gauche. Il y a des éléments et des gens qui s'engagent sur cette politique, comme par exemple Froilan Barrios, dans l'Etat de Zulia. »

*

Moïses Moleiro n'est plus. Dès son adolescence, il avait décidé de « s'enrôler » dans le combat des opprimés et des exploités. Toute une vie. Toute une expérience, qui l'a conduit à s'engager dans tous les combats pour l'émancipation, à en tirer les leçons.

Nous l'avons vu, militant de l'Action démocratique affiliée à l'Internationale socialiste, rompre parce qu'il refusait de jouer les auxiliaires « de gauche » de l'impérialisme américain. Il s'engage dans la lutte armée sous le drapeau du castroïsme. Il rompt avec Castro. A un journaliste qui lui demandait : « *Que pensez-vous de la position de Castro que seul Chavez peut conduire la révolution à son terme au Venezuela ?* », voici ce qu'il répondait :

« *Fidel est trop vieux. La première fois qu'il est venu à Caracas, ses déclarations ont fait scandale. Tout le monde était là. La deuxième, il y avait un certain intérêt, mais la troisième fois, c'était l'indifférence générale. Fidel est un vieil homme qui devrait prendre sa retraite. Je suis, bien entendu, d'accord pour que l'on fournisse du pétrole à Cuba. Cuba est un pays soumis au blocus par les Etats-Unis, c'est intolérable, mais je constate que durant les années au cours desquelles la révolution cubaine s'est développée et où nous avons organisé la guérilla, Chavez était dans une école militaire. Trente ans plus tard, il cherche à nous raconter la même histoire ?* » (27 novembre 2000).

Moïses Moleiro n'est plus. Dans le dur combat d'émancipation, le peuple vénézuélien a perdu l'un de ses plus fidèles combattants. Les opprimés et les exploités du monde entier ont perdu l'un des leurs. Nous perdons un ami, le militant révolutionnaire anti-impérialiste, Moïses Moleiro.

Pierre Lambert, Andreu Camps

Intervention de Moïses Moleiro à la Conférence de Caracas (1987) (1)

CAMARADES, délégués des divers continents... je partage les points de vue qui ont été développés ici par différents délégués quant à la nécessité d'unir nos efforts pour tout ce qui nous permettra de lutter contre le paiement de la dette (...). La dette de l'Amérique latine est absolument impayable. 395 milliards de dollars pour la seule Amérique latine, qui devraient être tirés du peuple, qui vit déjà dans des conditions misérables. L'impérialisme a intérêt à accrocher chaque pays l'un après l'autre au FMI et à ses mesures, à les isoler. Le gouvernement vénézuélien applique la fameuse règle "*moins on en fait, plus on en parle*".

Cela, qui n'est rien d'autre qu'une vérité évidente, a été caché par le gouvernement vénézuélien quand, confronté au problème de la dette, il a refusé de toutes les façons possibles de réunir un club des pays endettés ou au moins de réaliser un accord avec d'autres pays latino-américains, sous le triste prétexte que le Venezuela étant le pays le plus riche, il ne devait pas associer son sort à celui des autres pays. Sous ce fallacieux prétexte, refusant tout accord, se pliant aux desseins de la Banque mondiale, le gouvernement négocia seul. Ce qui était dans l'intérêt de la banque, lui permettant ainsi de prendre chaque pays endetté séparément pour les plonger dans une crise terrible et les mettre à la remorque du FMI. On en connaît les conséquences !

Nous avons aujourd'hui un gouvernement qui est au plus mal avec tous les secteurs, avec les universitaires, avec les syndicats ouvriers, alors que le parti gouvernemental en a le contrôle, avec la grande masse des travailleurs confrontés à la baisse de leur niveau de vie. Les seuls avec lesquels le gouvernement a gardé de bons rapports, c'est la Banque mondiale. Il a promis de payer jusqu'au dernier centime et, quitte à enchaîner une génération de Vénézuéliens à la banque internationale, il s'est engagé à remplir sa promesse. J'ai dit qu'il pouvait faire autrement. Quitte à vouloir négocier, il pouvait trouver de meilleures conditions de remboursement. Or on déclara que ces conditions étaient les meilleures qu'on puisse trouver... Voilà bien une tendance de l'actuelle démocratie vénézuélienne : moins on en fait, plus on en parle.

Lorsque je dis que le gouvernement n'a pas obtenu les meilleures conditions de remboursement, je me réfère aux chiffres : le gouvernement a demandé quinze ans, la banque lui en a donné deux. Le gouvernement a proposé 4,2 milliards de bolívares, la banque lui en imposa 4,6. Ils demandèrent des taux de 1 %, la banque leur imposa des taux de 1,08 %. Il faut dire qu'une grande partie de ceux qui négocièrent au nom du gouvernement sont des banquiers, banquiers de métier, liés à la banque qui leur réclame l'argent. Alors, peut-on être débiteur et créateur à la fois ?

(...) Bien sûr, un gouvernement qui a dévalué, qui a permis la hausse des prix, qui bloque les salaires et développe l'austérité pour les travailleurs n'a pas besoin de négocier quoi que ce soit avec le FMI, puisqu'il fait en réalité la politique du FMI ! (...) Des patrons ont sorti des capitaux du pays juste avant la dévaluation... Nous avons donc un pays véritablement pillé, saccagé par cette politique.

Les travailleurs des pays du monde entier, ceux qui sont au chômage en Europe ne profitent pas du paiement de la dette. L'argent puisé dans le sang et la sueur de nos peuples va aux banques. C'est un cercle très restreint, lié à on ne sait quoi, qui en profite seul. L'effort et la volonté qui nous ont réunis ici, personne ne peut nous les arracher. »

(1) Moïses Moleiro était le secrétaire général du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). La conférence internationale sur la dette et contre les plans du FMI et de la CEE s'est tenue les 24, 25 et 26 avril 1987 dans la ville de Caracas (Venezuela) en présence de 200 délégués, à l'initiative du MIR du Venezuela, du PT du Pérou et du PCI (section française de la IV^e Internationale). (Source de l'intervention : *Les Cahiers d'Informations ouvrières, Spécial conférence Caracas 87* – supplément à *Informations ouvrières*, n° 1315, 13 mai 1987, et *Informations ouvrières*, n° 1313, semaine du 29 avril au 6 mai 1987, p. 14.)

Loi de la valeur, impérialisme et pétrole

QUELLE est la portée des avancées sociales obtenues au Venezuela pendant la période récente, en particulier jusqu'en 2013 ou 2014 ? Quelles en sont les limites ? Quel rôle joue le pétrole dans tout cela ? A quels obstacles se heurtent les travailleurs ? Que faire ?

Conquêtes ouvrières et démocratiques dans une économie dépendante et subordonnée

Dans le cadre de la loi du développement inégal et combiné qui préside au parcours du capitalisme, le Venezuela représente historiquement une économie arriérée, du fait, en premier lieu, de son insertion dépendante et subordonnée dans l'économie mondiale capitaliste. En raison de l'inexistence d'une bourgeoisie industrielle nationale conduisant une transition endogène (*créée de l'intérieur, NdT*) au capitalisme, celui-ci s'était imposé de l'extérieur, laissant le pouvoir aux mains d'une sorte d'alliance entre le capital étranger et la vieille oligarchie latifundiaire locale. Cela se concrétise en particulier dans une modalité d'économie rentière liée au pétrole comme base de sa participation à l'économie mondiale.

Depuis le pacte de Punto Fijo (*du nom de l'hacienda dans laquelle il fut signé, NdT*) de 1958, le Parti démocrate-chrétien, le Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI) et le parti membre de l'Internationale socialiste, l'Alliance démocratique (AD), étaient portés en alternance à la tête des gouvernements successifs, avec comme dénominateur commun leur soumission aux diktats du capital financier, en particulier américain. Malgré la hausse des prix du pétrole en 1973 et 1979, la crise de la dette extérieure éclate également au Venezuela au début des années 1980. Cette dette sert d'alibi aux très dures politiques d'ajustement dictées par le FMI, qui saignent l'économie du pays, car les paiements finiront par atteindre 7 % du produit intérieur brut (presque le triple des réparations de guerre payées par l'Allemagne dans les années 1920, qui se montaient à 2,4 %). Dans la logique infernale de l'ajustement permanent, après une chute des salaires supérieure à 50 %, en février 1989, le prix des transports publics est augmenté de 30 %, ce qui, avec d'autres mesures aussi régressives, conduit à une grave explosion sociale, le caracazo (*l'explosion de Caracas, NdT*). La réponse du régime fut encore plus de violence avec son plan Ávila, provoquant des centaines de morts. Mais tout l'échafaudage du pacte de Punto Fijo avait été blessé à mort.

En décembre 1998, grâce à la mobilisation massive des travailleurs et des secteurs populaires, Chávez gagne les élections, devenant en février 1999 le nouveau président. Un programme démocratique est mis en route, dont l'axe central est la récupération de la souveraineté nationale concrétisée dans la redistribution du revenu pétrolier, avec une plus grande insistance sur les dépenses sociales en rétablissant les prestations sociales pour les travailleurs et en convoquant l'Assemblée nationale constituante.

Il faut bien considérer que l'exploitation du pétrole a toujours été liée à l'impérialisme américain, associé à l'oligarchie terrienne à laquelle sont unis d'autres secteurs (importateurs, entrepreneurs de travaux publics, « hommes d'affaires » et haute bureaucratie de l'Etat), qui constitue dans l'ensemble une puissante alliance gouvernante, antinationale et purement parasitaire, au point que, concentrée sur le profit facile de la spéculation rentière, elle s'est opposée au développement d'une industrie nationale autonome.

Dans les quinze années qui ont suivi, des conquêtes importantes ont été arrachées, aussi bien économiques qu'institutionnelles. Parmi les premières, une réduction drastique du chômage, l'augmentation du salaire minimum au-dessus du panier des aliments de base, la régularisation de la propriété de la terre qui augmente la superficie utile, et, en particulier, un grand effort en dépenses sociales par le canal des fameuses missions, centrées sur la lutte contre la pauvreté et qui rendent possible pour la première fois l'accès digne de larges couches de la population à l'enseignement, la santé, le logement, y compris l'alimentation (dans certaines missions, un rôle important est joué par les forces armées et la solidarité internationale, en particulier cubaine). Cependant, les missions ne sont pas institutionnalisées en tant que sécurité sociale, ce qui implique une grande vulnérabilité qui s'ajoute à leur financement fondé sur les revenus pétroliers, conditionnés par le prix volatil du brut. La Constitution de 1999 stipule que l'exploitation du pétrole est réservée à l'Etat à travers l'entreprise publique Petróleos de Venezuela (PDVSA).

Le corollaire de tout cela, c'est une importante réduction de l'inégalité sociale aiguë et chronique [Cf. encadré ci-après sur la loi du travail (LOTTT)].

Mais dans la société capitaliste, la lutte des classes ne s'interrompt pas, ni ne saurait s'interrompre jamais. Ce qui, pour les travailleurs, était une conquête est vu par l'oligarchie locale comme une menace à ses privilèges, et plus encore pour l'impérialisme, lequel, de plus, craint que l'expérience vénézuélienne soit un exemple pour d'autres peuples. De sorte qu'ils réagissent jusqu'à recourir au coup d'Etat (avril 2002), à l'arrêt de travail patronal chez PDVSA (2002-2003), aux *guarimbas* (*troupes de choc de l'opposition qui ont recours à la violence et à l'assassinat dans les quartiers populaires, NdT*) (2014), à la spéculation encore et toujours, encadrée dans la tentative permanente de déstabiliser l'économie.

Possibilités et limites de l'expérience bolivarienne

Même des organismes des Nations unies comme l'OMS, la FAO ou l'Unicef ont reconnu l'existence d'avancées sociales au Venezuela. Etant donné l'emprise américaine sur elles, cette reconnaissance révèle le contenu réel de ces avancées comme étant des conquêtes ouvrières et démocratiques. Mais l'économie vénézuélienne reste une économie capitaliste arriérée dans le contexte mondial, dans lequel les grands moyens de production restent entre des mains privées, comme le commerce international, les finances, etc. Par conséquent, s'il est important de consigner les avancées comme ce qu'elles sont réellement, il est aussi important de marquer les limites du processus.

Bien évidemment, on ne peut aucunement identifier l'expérience vénézuélienne et l'expérience soviétique depuis 1917, lorsqu'est exproprié le capital et se constitue un Etat ouvrier. Cependant, l'utiliser comme contrepoint aide à comprendre les particularités du Venezuela aujourd'hui. Preobrajenski, dirigeant de l'Opposition devenue ensuite Opposition de gauche, expliquait en 1924 qu'en URSS, il existait un « double régulateur ».

Et non pas tant à cause de l'existence d'activités privées en son sein, surtout à la campagne, mais à cause de son insertion inévitable dans l'économie mondiale capitaliste, dont la logique s'infiltrait de cette manière à l'intérieur en y maintenant une certaine influence. Et cela, malgré le fait qu'ils disposaient d'importants parapets devant cette influence de la loi de la valeur, comme par exemple le monopole du commerce extérieur ou l'inconvertibilité de la monnaie. Tout cela révélait le caractère illusoire de la prétention à achever la construction du « socialisme dans un seul pays », opposée à la perspective de l'extension mondiale de la révolution et, par conséquent, totalement étrangère à la tradition marxiste et bolchevique.

Au Venezuela, au contraire, ni le grand capital n'a été exproprié ni ne s'est constitué un Etat ouvrier. La loi de la valeur est le régulateur économique unique, dont le

gouvernement tente de compenser les effets, poussé par la mobilisation de la classe laborieuse. Mais les parapets mentionnés pour l'URSS n'existent pas, tout ce qui a été gagné est très vulnérable. Comme cela a été déjà dit, sa base économique repose surtout sur les revenus de l'exportation du pétrole, ce qui a représenté un levier très important, multiplié par quelques mesures gouvernementales comme l'élargissement des fonctions régaliennes de l'Etat et des impôts, ainsi que la diversification des activités de PDVSA. Mais d'une manière telle que toutes les possibilités qu'il apporte lorsque son prix est très élevé s'évanouissent lorsque tombe ce dernier. Et à ce propos, l'élément fondamental, le prix international du pétrole, n'est pas établi au Venezuela. En fait, l'influence du Venezuela y est très réduite.

L'effondrement des prix du pétrole : la loi de la valeur dans toute son ampleur

Les prix des marchandises ne sont pas le résultat du hasard, mais du fait qu'il y a une loi qui les explique, la loi de la valeur. Selon cette dernière, le prix d'une marchandise s'établit autour du temps de travail nécessaire pour la produire, qui est déterminé socialement (c'est-à-dire par rapport aux circonstances particulières de la société dont il s'agit). La loi de la valeur intègre également les conditions de l'échange, le rapport de force entre l'acheteur et le vendeur, qui ouvre la possibilité d'une déviation du prix d'une marchandise par rapport à sa valeur.

Marx commence *Le Capital* en expliquant cette loi : le salaire ne reflète qu'une partie de la journée de travail, la force de travail le reste de la journée ou surtravail, la plus-value, est la propriété de la classe capitaliste. Ce travail non payé, c'est l'exploitation déjà évoquée, qui met en évidence l'impossibilité de concilier les intérêts les capitalistes et des travailleurs, des exploités et des exploités.

Nous disons comme Marx dans *Le Capital* que la loi de la valeur « s'impose de manière irrésistible comme loi naturelle régulatrice, telle que s'impose par exemple la loi de la pesanteur lorsque la maison vous tombe sur la tête ». La loi de la valeur est par conséquent le régulateur de l'économie capitaliste, de sorte que si nous parlons d'une économie mondiale en tant que telle depuis le début du XX^e siècle, c'est précisément parce que la loi de la valeur opère à l'échelle mondiale.

Pourquoi les prix du pétrole s'effondrent-ils depuis 2014 ? En fait, la question doit être élargie et embrasser également celle du maintien à un haut niveau en d'autres moments, ou, en général, pourquoi leur évolution est si erratique. La réponse, nous la trouvons dans la loi de la valeur, mais pour cela il est indispensable de la comprendre d'une manière non mécanique, mais profondément dialectique, afin de pouvoir saisir effectivement le contenu contradictoire et changeant du prix international du pétrole. Dans le court terme, il n'y a pas de changement substantiel dans le temps de travail nécessaire à sa production (extraction, etc.). En conséquence, sa valeur ne varie pas fortement sur le court terme, et, par conséquent, nous ne pouvons trouver en cela l'explication de ces va-et-vient. Mais la loi de la valeur intègre également le moment de l'échange, bien que cela soit d'une manière secondaire. Les marchandises doivent être vendues, et bien que l'élément déterminant principal de leur prix soit la valeur, ce qu'il a coûté de les produire par le travail, cette vente est également déterminée par un rapport social : celui qu'établissent l'acheteur et le vendeur, derrière lequel il y a toute une série d'éléments à considérer. Et qui, dans le cas du pétrole, incluent les intérêts géopolitiques des différentes puissances qui sont les principaux demandeurs (incluant maintenant la Chine) jusqu'aux intérêts des exportateurs, entreprises publiques ou non, en passant par d'autres facteurs qui influent sur la demande (le rythme de l'accumulation à chaque moment) et par l'offre (découverte de nouveaux gisements, coûts d'extraction). Et en passant également par l'utilisation du pétrole comme substrat de l'activité spéculative.

Peut-on dire que la chute des prix depuis 2014 est le fruit d'une décision expresse de l'impérialisme, qui cherche à affaiblir la base économique des conquêtes sociales au Venezuela ? La réponse est non. Peut-on dire par conséquent que cette chute des prix est étrangère aux agissements de l'impérialisme ? Non plus, parce que ce serait ignorer que derrière la décision d'un certain nombre d'Etats comme l'Arabie Saoudite de maintenir et même d'augmenter la production, il y a également une décision politique par rapport non seulement au Venezuela, mais aussi par rapport à d'autres pays exportateurs comme l'Iran.

Il faut tenir compte de plus de l'ensemble des oscillations du prix du pétrole, car en 2008 ils s'effondrent, passant de 146 \$ le baril à 36, remontent jusqu'à 126 en 2011 pour tomber de manière retentissante en 2014 (46 \$ en janvier 2015, à comparer aux 115 de 2014) et ensuite (28 \$ en janvier 2016).

En définitive, le Venezuela n'est pas étranger aux implications de la loi de la valeur à l'échelle mondiale, qui se multiplient dans une situation d'une aussi grande vulnérabilité que celle que révèle le fait que plus de 90 % des exportations procèdent du pétrole. Mais ces implications de la loi de la valeur ont également lieu à l'intérieur du pays. C'est le cas de la subvention accordée aux importations à travers un certain taux de change subventionné. En 2015, cela impliquait l'accès à des dollars pour quelque six bolivars chacun, pour l'importation de certains biens fondamentaux qui ne sont pas produits dans le pays. Comme le taux de change se trouvait déjà autour de 400 bolivars, le capital national interprétait la norme selon sa condition, c'est-à-dire comme une énorme occasion de spéculation, puisque, avec une simple facture, facilement manipulable, il parvenait à obtenir rapidement un profit de 6 500 % en achetant un dollar pour 6 bolivars et en revendant immédiatement le dollar pour 400 bolivars... pour recommencer à nouveau le cycle. Par là, non seulement il faisait une excellente affaire économique, mais également politique, dans la mesure où il contribuait à dynamiser la base économique du processus bolivarien en provoquant la pénurie et, ainsi, des files d'attente, de l'inflation, etc.

Que faire ?

Parce que la lutte des classes ne s'interrompt jamais, la seule façon de consolider ce qui a été gagné, c'est de gagner davantage. C'est-à-dire que la meilleure défense est une bonne attaque. Chaque fois que l'on a prétendu décréter une trêve dans la lutte des classes, dans les faits, on a préparé le terrain pour le recul. Ce fut le cas au Chili en juin 1972, lorsque, dans le conclave de Lo Curro, le Parti communiste parvint à imposer son orientation, qui était de freiner le processus afin de « gagner la confiance de la bourgeoisie ». Le résultat a été l'affaiblissement de la classe laborieuse, renforçant ainsi l'impérialisme et l'oligarchie locale, déjà orientés sur la ligne du coup d'Etat qui triompha un peu moins d'un an après. Donc, une bonne attaque, ce n'est pas une déclaration d'intentions dépourvue d'assise réelle, parce que, dans cette affaire, il n'y a pas de raccourci, mais un programme adossé aux aspirations des masses et dans une perspective indubitablement internationaliste. Parce que la volonté de résistance du peuple vénézuélien ne fait pas le moindre doute, comme cela s'est révélé dans la victoire aux élections à l'Assemblée nationale constituante et dans les Etats du pays. C'est pour cela même que la guerre économique se renforce, aggravant tous les jours la situation de la population. Ainsi que l'indique la plate-forme de l'Etat de Zulia pour la défense de la nation et du peuple travailleur, il est indispensable et urgent de prendre toute une série de mesures, incluant : la nationalisation des banques et de tout le système financier ; la nationalisation du commerce extérieur ; la remise en cause du paiement de la dette actuelle, qui consomme 40 % des revenus en dollars ; le contrôle des prix, au moins des produits de base ; le contrôle ouvrier et populaire sur la chaîne de production ; l'expropriation des spéculateurs ; la stabilisation des taux de change

au moyen d'un contrôle strict de l'affectation des devises ; un régime d'imposition progressif retombant surtout sur le grand capital, la spéculation et la consommation somptuaire, en plus d'un combat sérieux contre l'évasion fiscale ; l'élimination des subsides accordés de manière générale, comme par exemple au carburant, en les réservant aux transports publics des travailleurs ; la défense des entreprises d'Etat et la gestion sous contrôle ouvrier, paysan et populaire ; le combat sévère contre la corruption, la bureaucratisation et l'inefficacité.

Dans ses *Lettres sur la tactique*, Lénine écrit que « le marxisme exige de nous que nous tenions compte avec la plus grande précision et que nous vérifiions en toute objectivité le rapport de classe et les particularités concrètes de chaque moment historique ». Le marxisme n'est pas un dogme, mais une méthode qui permet d'apprécier la réalité à partir de la prise en compte de ses spécificités. Il faut considérer toutes les singularités vénézuéliennes – et en général du contexte actuel – pour mettre en route les mesures qui permettront d'ouvrir une issue positive à la très grave situation actuelle. De la révolution russe dont nous commémorons le centenaire, nous tirons en particulier cette leçon de la nécessité de l'organisation politique des travailleurs, de manière complètement indépendante de tout engagement avec les institutions du capital, pour défendre de manière inconditionnelle les aspirations des masses.

Xabier Arrizabalo Montoro

Loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses (LOTTT) de 2012

Parmi tous ces droits, il convient de relever :

- droit à la liberté syndicale et à l'immunité syndicale (art. 353, 355, 356, 418, 419 et 420) ;
- élection démocratique de la direction syndicale et droit des travailleurs à convoquer un référendum de révocation de cette dernière (art. 410) ;
- droit à la négociation collective (art. 431, 442 et 448) ;
- droit syndical à vérifier les bénéfices déclarés par l'entreprise à l'administration fiscale (art. 138) ;
- droit à la formation et à l'autoformation collective, liée à l'activité des missions éducatives et à d'autres conventions éducatives (art. 312-313 et 318) ;
- réduction de la journée de travail à un maximum de 8 heures diurnes quotidiennes ou 40 heures hebdomadaires avec deux jours de repos hebdomadaire ; réduction à 35 heures hebdomadaires pour les horaires nocturnes (art. 173) et à 11 heures quotidiennes pour les chefs et surveillants (art. 175) ;
- congé de maternité de six mois pré et postnatal, en outre congé parental pour le père de 14 jours, ainsi que l'inamovibilité pendant deux ans à partir de la grossesse (art. 335, 336 et 339) ;
- congé obligatoire, augmentation du nombre de jours fériés annuels, quatre supplémentaires (art. 184) et jours additionnels de congé dans des entreprises fonctionnant en continu lorsque le service est de six jours par semaine (art. 176) ;
- droit à des congés rémunérés pour les travailleurs agricoles (art. 236) ;
- droit à un salaire supplémentaire au titre de bon de congé, équivalent à 15 jours de salaire, plus un jour supplémentaire par année de service, jusqu'à un maximum de 30 au total (art. 192) ;
- stabilité sur l'emploi par contrat depuis le premier mois pour les contrats à durée indéterminée et sur toute la durée de l'activité pour les contrats par chantier (art. 87) ;
- interdiction de l'externalisation (sous-traitance frauduleuse pour contourner les lois du travail), qui concernait 1 200 000 travailleurs (art. 48) ;
- « doublon » par lequel est pénalisé le patron qui réalise des « licenciements injustifiés », qui doit compenser les travailleurs licenciés et l'enchérissement du licenciement (art. 92) ;
- priorité du paiement des salaires sur tout autre engagement de l'entreprise (art. 150-151) ;
- augmentation de la rémunération salariale au titre des augmentations de productivité obtenues (art. 105) ;
- contrôle de l'entreprise par les travailleurs lorsque le patron met fin illégalement à la production (art. 149) ;
- arrestation des patrons sanctionnés pour des infractions ou non-respect des règles, comme par exemple le refus de réembaucher un travailleur injustement licencié, l'atteinte au droit de grève, le lock-out patronal illégal et injustifié, etc. (art. 91 et d'autres) ;
- lutte contre le harcèlement au travail et sexuel (art. 164-166).

3.

L'Union européenne vacille

Ce dossier est constitué de contributions portant sur deux pays de l'Union européenne qui montrent l'impasse profonde dans laquelle l'ensemble des pays sont désormais entrés :

1. « *Espagne - Trente et un jours d'octobre* », qui porte sur les conséquences de la situation ouverte en Catalogne.

2. « *L'Allemagne au lendemain des élections* », qui revient sur la crise béante et profonde que ce pays traverse actuellement.

Pour des raisons de calendrier de « bouclage » de ce numéro, ces deux contributions ont été terminées le 15 novembre et n'intègrent donc pas les événements qui se sont déroulés depuis.



Le 5 novembre, à Madrid, derrière la banderole « *Face au régime (instaurée par la Constitution) de 1978 et sa répression. Solidarité et République !* », les manifestants se sont dirigés vers les Cortes.

DR

Espagne Trente et un jours d'octobre

Les précédents qui ont mené à la situation actuelle

Il est évident que les affrontements que nous avons connus au cours de ces derniers mois n'ont pas constitué une surprise. Ils mûrissaient depuis longtemps. Il nous faut tout d'abord revenir sur l'histoire de la formation de l'Etat espagnol et du « cadre économique commun » qu'il constitue pour comprendre ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

La bourgeoisie espagnole et sa fraction la plus avancée, la fraction catalane, ont été incapables d'unifier le pays, de réaliser une véritable révolution bourgeoise démocratique comme elles l'ont fait chez leur voisine, en France. Les raisons en sont multiples : en premier lieu, une révolution industrielle tardive, très concentrée dans des zones géographiquement périphériques, comme la Catalogne et le Pays basque ; le surgissement d'un mouvement ouvrier très puissant dès la fin du XIX^e siècle ; des affrontements très durs entre les classes et une bourgeoisie qui, en tant que classe (et nous insistons : cela vaut aussi pour sa fraction catalane), a cherché refuge auprès de la monarchie, de ses institutions, de l'armée, de la Garde civile, pour défendre ses intérêts de classe et assurer l'exploitation de la classe ouvrière. En ce sens, la proclamation de la république le 14 avril 1931 n'a constitué qu'une parenthèse et, pour ce qui la concerne, seule l'ombre de la bourgeoisie a participé pleinement à l'opération républicaine.

Tout en nous gardant bien ici de développer un cours d'histoire, il nous faut cependant caractériser la monarchie dans notre pays et, en premier lieu, sa constitution dans l'histoire. La monarchie actuelle en est l'héritière, non pas tant au sens dynastique que par sa place vis-à-vis des peuples d'Espagne dès l'accession au trône de la maison des Habsbourg et le règne de Charles I^{er} d'Espagne (Charles Quint pour l'Allemagne). Son arrivée en Espagne et les mesures qu'il a prises provoquèrent le soulèvement de toutes les villes de Castille, connu sous le nom de guerre des *Comunidades* et des *Germanías* (1).

La monarchie s'est « consolidée » en s'alliant avec la grande noblesse et en écrasant la bourgeoisie naissante. On peut dire que c'est une monarchie contre tous les peuples, et dès le début, contre le peuple de Castille. A la mort du dernier Habsbourg, le roi de France, Louis XIV, a placé son petit-fils sur le trône d'Espagne. La dynastie avait changé, mais pas le caractère de la monarchie. Evidemment, ce n'est pas là un simple fait historique, car cela a représenté un élément fondamental dans la constitution de l'Etat et des relations entre les peuples. Le peuple castillan n'opprime pas le peuple catalan, ni aucun autre peuple. A l'inverse, la monarchie, l'ensemble des institutions parasitaires renforcées encore par plus de prébendes et de privilèges sous la dictature franquiste, défensive acharnée du capital financier, des grandes banques, sanctifiée par l'Eglise catholique et sa Conférence épiscopale, sont une pesante chape de plomb contre la classe ouvrière et contre tous les peuples. Cela s'est poursuivi et renforcé avec l'Etat des autonomies développé à la suite de la Constitution de 1978. Cet Etat, qui, en outre, pousse à l'affrontement des peuples les uns contre les autres.

L'insertion et la reconnaissance de la dictature franquiste à partir de 1953, à la suite du voyage d'Eisenhower et de l'installation de bases militaires américaines en Espagne, sanctionnèrent l'intégration du capital financier espagnol dans le marché mondial. En même temps, la dictature renforçait l'oppression traditionnelle contre les peuples, notamment les peuples catalan et basque, en tentant de les isoler de l'ensemble des peuples.

Après la mort de Franco, le processus prérévolutionnaire qui s'est ouvert a remis sur le tapis toutes les questions que la dictature était parvenue pendant des années à empêcher de surgir ouvertement. Et en particulier les deux questions centrales : l'organisation indépendante de la classe et la réponse à la question nationale des différents peuples, en premier lieu le peuple catalan et le peuple basque. Sous la dictature, on était parvenu de fait à une alliance dans la lutte entre les travailleurs et les peuples, dont un des points culminants fut la mobilisation politique dans tout l'Etat en novembre-décembre 1970 contre les procès de Burgos (où comparaissaient des militants de l'organisation armée basque ETA). Cette mobilisation parvint à arrêter le bras de la dictature, les prisonniers furent graciés et, de fait, la dernière période de la dictature s'est alors ouverte, période d'agonie du franquisme au cours de laquelle le régime lui-même a tenté de se réformer.

Cependant, la mort de Franco, après la révolution portugaise d'avril 1974, a ouvert une période qui tendait vers une explosion révolutionnaire, en particulier après les assassinats d'Atocha fin janvier 1977, quand la grève générale était à l'ordre du jour et n'a été empêchée que parce que l'appareil du PC de Santiago Carrillo s'est employé à l'endiguer. Cela lui a ouvert la voie de sa propre légalisation en avril 1977 après celle du PSOE, et sa participation aux élections sous « tutelle » du 14 juin 1977, ainsi qu'aux pactes de la Moncloa d'octobre 1977, au pacte constitutionnel, à l'élaboration de la Constitution du 31 octobre 1978 adoptée par les Cortes, et par un référen-

(1) La rébellion des *Germanías* (ou Germanies) : nom d'un conflit armé qui eut lieu dans le royaume de Valence au début du règne de Charles Quint, entre 1519 et 1523, et fut l'un des éléments déclencheurs de l'accélération du processus centralisateur et d'une forte réduction des droits du peuple valencien.

dum national le 6 décembre. Cette Constitution, qui a été rédigée sous la menace de l'état-major de l'armée, peut être caractérisée par la citation de trois de ses articles :

Article 1, alinéa 2 : « *La souveraineté nationale réside dans le peuple espagnol, d'où émane le pouvoir de l'Etat.* »

Article 62 : « *Le roi a pour responsabilité de sanctionner et de promulguer les lois (...), le commandement suprême des forces armées.* »

Article 155 : « *Si une communauté autonome ne respecte pas ses obligations (...), le gouvernement, avec l'approbation du Sénat, pourra adopter les mesures nécessaires afin de l'obliger au respect forcé de ces obligations.* »

Nous sommes dans un régime bonapartiste qui préserve les institutions centrales héritées du franquisme : l'armée, les corps de police armés, la justice (notamment l'Audience nationale) et la haute administration de l'Etat ; les relations étroites avec le capital financier et les sept grandes banques, les conseils d'administration des grandes entreprises, et avec l'Eglise. A cela s'ajoute sa pleine insertion dans le dispositif militaire de l'OTAN et son intégration là aussi pleine et entière dans le capital financier, dans les structures de l'Union européenne. A ce régime dirigé par la maison royale, ont été intégrés des éléments parlementaires : le Congrès des députés, la reconnaissance formelle de l'existence des organisations ouvrières et démocratiques, et un ensemble de droits et de conquêtes sociales au statut absolument précaire et menacées. Pour compléter ce tableau, ajoutons que l'appareil d'Etat a été multiplié par 17, autant que de régions autonomes, avec des compétences notamment dans l'éducation et la santé, mais sans réelle autonomie politique, comme nous le constatons dans la crise catalane. La situation actuelle a mis à nu l'ensemble des institutions héritées du franquisme, en particulier après le discours du roi du 3 octobre, qui a mis en ordre toutes les institutions, en particulier le gouvernement, pour appliquer toutes les lois permises par la Constitution contre le peuple catalan et ses institutions, et en particulier l'article 155.

Analogies et méthode

La section espagnole de la IV^e Internationale, le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), s'est constituée en février 1980. Dans sa plate-forme constitutive, reprenant les traditions de l'Opposition de gauche et de la section bolchevique-léniniste des années 1930, il indiquait que le combat pour l'expropriation du capital, pour le socialisme, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, le combat pour le front unique des organisations, devait avoir pour but d'en finir avec la monarchie, d'instaurer la république basée sur le droit d'auto-détermination, intégrant donc la lutte pour la république catalane libre, pour l'Union libre de républiques souveraines.

C'est dans la république catalane, pointe la plus avancée de la république fédérale et de sa défense, qu'en 1936 le soulèvement franquiste a été écrasé sur les deux tiers du territoire, et c'est en Catalogne qu'on est allé le plus loin dans l'affrontement avec l'armée, dans l'expropriation du capital et dans la formation de comités, jusqu'au Comité central des milices antifascistes, ce qui a eu des répercussions partout dans le territoire là où le coup d'Etat a échoué, où se sont aussi formés des organismes indépendants de pouvoir ouvrier.

Il y a des points communs, mais il serait erroné d'en faire une analogie mécanique et d'utiliser à tout bout de champ des citations plus ou moins sorties de leur contexte afin de justifier une position aujourd'hui. Nous devons donc nous en tenir, en continuité avec le bagage dont nous nous réclamons, aux quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, à la révolution permanente de Trotsky, à l'élaboration de la Gauche communiste en Espagne elle-même et à l'analyse concrète de la situation concrète. Il nous faut préciser à quel moment nous en sommes, quel est le degré actuel de l'affrontement entre les classes, de la crise du régime, la situation des partis, des syndicats, et comment s'exprime la résistance des masses.

Après l'effondrement économique de 2007

L'Espagne a subi les conséquences désastreuses de la crise financière de 2007 à un degré élevé en comparaison avec ce qu'ont connu la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. De fait, un sauvetage des banques a été opéré, qui a coûté au Trésor public au moins 55 milliards d'euros, pillés dans les budgets de la santé, de l'éducation, dans les investissements publics, etc. Le 12 mai 2010, le gouvernement Zapatero (secrétaire du PSOE), suivant les exigences du capital financier relayées par la Commission européenne, a imposé un premier plan d'austérité qui a provoqué la réaction du mouvement ouvrier, en particulier des syndicats, qui organisèrent le 29 septembre de la même année une journée de grève générale contre ce plan, laquelle fut massivement suivie.

Parallèlement – et ce n'est pas un hasard –, le 28 juin 2010, le Tribunal constitutionnel a amputé qualitativement le statut de la Catalogne. Ce statut avait été adopté par les Cortes générales de l'Etat et avait été soumis à référendum en Catalogne. L'appareil d'Etat, conscient de l'explosion sociale qui s'approchait, a tenté de faire diversion et de diviser en organisant une provocation contre le peuple de Catalogne. C'est ainsi que, le 10 juillet 2010, a eu lieu la première manifestation d'un million de personnes à Barcelone, avec à sa tête le président du *Govern catalan*, le socialiste Montilla, et où, pour la première fois, le mot d'ordre d'indépendance a été l'un des plus scandés. C'était de fait le point de départ du surgissement, à un niveau de masse, d'un mouvement ouvertement indépendantiste, expression combinée de la riposte à la provocation du Tribunal constitutionnel et aussi du malaise social : dans cette manifestation, la présence de la classe ouvrière et de ses organisations était extrêmement importante.

La situation commençait déjà à être explosive. Le gouvernement Zapatero, avec le soutien du gouvernement allemand et la présence même d'Angela Merkel à Madrid accompagnée du secrétaire de la DGB allemande, signa le 2 février 2011 un pacte social avec les syndicats comportant en particulier une baisse brutale des retraites. Une brèche a alors commencé à s'ouvrir entre les syndicats et un secteur très significatif de la jeunesse. Cette brèche s'est transformée en mobilisation le 15 mai 2011 avec des manifestations semi-spontanées de masse et le surgissement du mouvement des Indignados (Indignés), qui, en quelques semaines, a fini par concerner tout le territoire de l'Espagne avec des manifestations et des assemblées dans 700 villes et chez tous les peuples. C'est-à-dire que nous nous trouvons en présence de la combinaison d'un soulèvement social à moitié endigué par les directions confédérales, du surgissement d'un mouvement indépendantiste de masse en Catalogne et d'une mobilisation notamment dans la jeunesse, qui allait donner lieu ultérieurement à une formation politique, Podemos, qui tenta au début de se situer au-dessus des classes, ni de droite ni de gauche, même si elle évolua par la suite.

Le 29 mars 2012, les syndicats convoquèrent une nouvelle journée de grève, qui, malgré son caractère massif, n'eut pas de conséquence pratique. Puis, ils préparèrent une nouvelle journée de grève générale extrêmement massive le 14 novembre 2012, avec des manifestations comptant des millions de participants dans tout l'Etat, et qui avançait l'exigence de la grève générale pour en finir avec le gouvernement (déjà celui de Rajoy) et des plans d'austérité. Entre-temps, les élections avaient eu lieu le 20 novembre 2011, qui avaient vu la défaite du gouvernement socialiste et l'arrivée au pouvoir du Parti populaire (PP), avec Rajoy à sa tête. L'ultime grand-œuvre de Zapatero consista, fin août 2011, à convenir avec Rajoy la réforme de l'article 135 de la Constitution, qui postule que le paiement des intérêts de la dette constitue le premier point du budget de l'Etat.

On pourrait certainement ajouter bien des choses. Cependant, on ne peut comprendre comment le mouvement pour l'indépendance de la Catalogne a pris une telle importance si l'on ne part pas du fait qu'au soir de la très massive journée du 14 novembre 2012, les principaux dirigeants d'alors de l'UGT et des Commissions

ouvrières, Mendez et Toxo, ont avancé que la mobilisation devait marquer le pas et passer à une étape de dialogue social. C'est-à-dire qu'ils sont parvenus à contenir momentanément le mouvement de la classe ouvrière, ont impulsé indirectement le mouvement des Indignados et l'indépendantisme en Catalogne, qui a commencé alors à atteindre son apogée.

Le 11 septembre 2012 en a constitué la plus grande manifestation en Catalogne, mais avec une participation massive de cortèges syndicaux et d'usines. Dans la classe ouvrière, une fusion s'est opérée entre les revendications sociales et les revendications nationales, et cela d'autant plus que le gouvernement catalan était alors le premier à appliquer les coupes et les attaques sociales mises en œuvre par le gouvernement central depuis Madrid. Cela explique dans une bonne mesure que le gouvernement catalan se soit empressé d'avancer la nécessité d'un référendum dès le 27 septembre 2012. En même temps, il proposait au gouvernement Rajoy un nouveau pacte fiscal, c'est-à-dire la modification des conditions de financement, en prenant pour exemple le « concert basque » (2).

Il organisa le 9 novembre 2014 une consultation tolérée par le gouvernement Rajoy, à laquelle participèrent 2 200 000 Catalans (37 % du corps électoral). Puis, les élections en Catalogne de septembre 2015 donnèrent pour la première fois une majorité absolue en députés aux partis qui prônaient l'indépendance : *Convergència Democràtica*, transformée en *PdeCat* (Parti démocratique européen de Catalogne), et la *CUP* (3), bien que ceux-ci ne soient pas majoritaires en voix, puisqu'ils totalisaient 48,5 % en termes absolus.

C'est cette majorité parlementaire et son gouvernement qui ont convoqué le référendum du 1^{er} octobre de cette année, après avoir adopté les 6 et 7 septembre des lois particulières pour convoquer le référendum, qui est contraire à la Constitution et se trouve rendu illégal par le Tribunal constitutionnel et le gouvernement Rajoy.

Le masque du régime est tombé

La réaction du gouvernement de la monarchie face au référendum du 1^{er} octobre a été brutale. Nous citons ici la déclaration du comité exécutif du POSI datée du 1^{er} octobre au soir.

Ils ont fait tomber le masque du régime !

Mobilisation unie pour en finir avec le gouvernement de la monarchie

Le léger voile « démocratique » du régime, usé par des décennies d'affrontements avec les travailleurs et les peuples, lui a été enlevé par le peuple catalan. Les images sont claires. D'un côté, des dizaines de milliers de personnes qui tentent de voter de manière pacifique, exprimant la volonté de l'immense majorité d'un peuple qui veut décider par lui-même, sans impositions. Face à eux, un écrasant déploiement de la police nationale, de la Garde civile et des policiers anti-émeutes, qui cherche à l'empêcher par la force (plus de 12 000 policiers en renfort). Des portes de bureaux électoraux détruites à coups de masse, des charges policières, des centaines de blessés. Depuis le vendredi 29 au soir, l'espace aérien a été fermé au trafic pour que puissent agir les hélicoptères de la Garde civile et de la police nationale. Ces corps répressifs, les travailleurs ne les connaissent que trop. Nous sommes excédés de les voir réprimer des mobilisations ouvrières ou protéger les briseurs de grève.

Le régime hérité du franquisme, avec son gouvernement Rajoy minoritaire et corrompu, avec son Tribunal constitutionnel qui ne cesse de rendre des sentences contre les droits des peuples et des travailleurs, qui a donné son aval aux

(2) « *Concierto vasco* » : il s'agit d'un accord économique avec le gouvernement central de Madrid, qui prévoit que le gouvernement régional qui a la compétence pour lever l'impôt en redonne une partie à Madrid (*el cupo*, ou quote-part).

(3) Candidature d'unité populaire (*Candidatura d'Unitat Popular*) : parti politique indépendantiste catalan se réclamant de la gauche anticapitaliste.

réformes du droit du travail, à la loi de destruction de l'Université (LOMCE), aux restrictions budgétaires contre les employés publics, qui vient d'opposer son veto au revenu minimum proposé par les syndicats, avec sa police, sa Garde civile et l'ensemble de l'appareil judiciaire ont jeté toutes leurs forces dans la tentative d'empêcher que le peuple catalan puisse démocratiquement exercer son droit de vote ce 1^{er} octobre. Le régime est nu contre tout un peuple (...).

Une nouvelle étape s'ouvre

Quels que soient le dénouement et les conséquences immédiates de cette journée, une certitude s'impose : le régime consacré dans la Constitution de 1978, sous la forme d'une monarchie héritée du franquisme, est déstabilisé, brisé, dans une situation insoutenable. Les pactes de ce que l'on a appelé la « transition » signés par les secrétaires du PCE et du PSOE de l'époque (et les partis bourgeois catalans et basques) avec les représentants directs du franquisme font eau de toutes parts. Pendant 40 ans, ils ont permis d'assurer la domination et l'exploitation du capital financier et d'amputer les conquêtes obtenues dans la rue, que ce soient des conquêtes ouvrières, démocratiques, des services publics...

L'échafaudage de l'autonomie des régions a démontré qu'il n'était qu'un instrument de division et d'affrontements entre les peuples afin de permettre la survie du régime en appliquant à l'unisson toutes les coupes au service du capital financier (...).

En finir avec Rajoy. Ouvrir la voie de la république

Puigdemont semble annoncer une déclaration d'indépendance du *Parlament*. Rajoy semble menacer les représentants du peuple catalan d'une nouvelle attaque massive. Personne ne peut prédire quels seront les prochains développements des événements, mais pour des fractions de plus en plus importantes des travailleurs et de la population apparaît plus clairement ce que proclamait le POSI au moment de sa fondation en 1980 : la monarchie est incompatible avec les droits sociaux et les libertés (...).

Pour notre part, nous défendons la République catalane libre qui librement s'associera dans une Union de républiques libres de tous les peuples de l'Etat espagnol. Nous partageons l'inquiétude de tous les camarades qui, dans les assemblées tenues ces jours-ci par le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples, se sont posé la question d'unir des forces pour agir afin d'aider à ce que toute la force organisée des travailleurs pèse sur cette crise pour couper court aux conséquences de la décomposition du régime et ouvrir une nouvelle étape qui sera de fraternité et de progrès.

Après le 1^{er} octobre, les travailleurs et leurs organisations se posent la question : comment sauvegarder les libertés sans rompre avec tout ce que Rajoy représente ? Et en même temps, pour récupérer la négociation collective, récupérer le droit de grève, donner du travail aux jeunes, récupérer les salaires, sauver la santé et les retraites, les services municipaux, ne faut-il pas le même basculement démocratique qu'exige le peuple catalan ?

Les travailleurs exigent que leurs organisations, et tout d'abord les syndicats, se mettent à la tête de la mobilisation contre la répression, pour le droit à décider du peuple catalan, de tous les peuples, pour chasser Rajoy. C'est l'exigence immédiate.

Déclaration du comité exécutif du POSI, le 1^{er} octobre 2017 à 20 heures

Le 27 octobre, à l'improviste, le *Govern de la Generalitat* présidé par Puigdemont proclame la République catalane à 15 h 30. Les partis qui s'y opposent quittent la séance (le PP, Ciudadanos, le Parti socialiste de Catalogne). Le parti de Ada Colau, Podemos, vote contre ou s'abstient. Le Sénat réuni à Madrid rend cette déclaration illégale 40 minutes plus tard et ordonne la dissolution du Parlement de Catalogne et de son gouvernement. Puis, le Tribunal suprême et l'*Audiencia Nacional* incarcèrent les conseillers du gouvernement (dès le 16 octobre, l'Audience nationale avait déjà fait emprisonner les deux Jordi, présidents des associations indépendantistes, l'ANC et Omnium). Le président Puigdemont et quatre conseillers

se réfugient à Bruxelles. Les derniers événements sont plus connus, et nous voulons essentiellement souligner trois questions.

Le caractère de la République catalane proclamée

Le document présenté au Parlement de Catalogne le 27 octobre à 10 h 43 dit en page 4 : « *Nous appelons instamment la communauté internationale et les autorités de l'Union européenne à intervenir pour stopper la violation en cours des droits civiques et politiques, à suivre le processus de négociation avec l'Etat espagnol et à se porter témoins.*

Nous déclarons notre volonté de construire un projet européen qui renforce les droits sociaux et démocratiques des citoyens. Nous prenons aussi l'engagement de continuer à appliquer, sans solution de continuité et de manière unilatérale, les normes de l'ordonnancement juridique de l'Union européenne, et celles de l'ordonnancement de l'Etat espagnol et de l'Autonomie catalane qui transpose ces normes. »

Nous n'en citerons pas plus. Ce serait une république sans souveraineté, dans la continuité de la monarchie et tournant le dos aux autres peuples d'Espagne et aux masses travailleuses. Et pas seulement aux masses travailleuses du reste de l'Espagne : de fait aussi à une bonne partie – si ce n'est à la majorité – de la classe ouvrière en Catalogne. La preuve en est que la participation au référendum du 1^{er} octobre oscille entre 17 et 20 % dans les quartiers ouvriers alors que la moyenne est de l'ordre de 47 %. Et pour preuve encore plus éclairante : la classe ouvrière industrielle n'a pas participé à la prétendue grève du pays le 3 octobre, pas plus qu'une bonne partie des services publics, bien que le *Govern de la Generalitat* ait accordé la journée de grève et fermé les établissements scolaires, ce qui a facilité le caractère massif des manifestations. Plus instructif encore : le 8 novembre, une nouvelle grève générale était aussi convoquée, à laquelle n'ont participé qu'un secteur des étudiants, de la paysannerie, et pas plus de 20 % des 200 000 fonctionnaires du gouvernement catalan.

Le gouvernement de Rajoy, avec le soutien indispensable de la direction du PSOE, a pris la place du gouvernement catalan et a remplacé 140 hauts fonctionnaires par les siens, dépendants de l'Etat central, ce qui est en réalité un changement minime. Il remplace aussi le haut commandant de la police catalane (17 000 membres) et annonce des sanctions afin de tenter de normaliser ce corps. En même temps, il double la présence de la Garde civile et de la police nationale, dont les effectifs sont déjà estimés de 6 000 à 10 000. L'état-major de l'armée annonce aussi que le dispositif pour intervenir en Catalogne est prêt.

La politique suivie par la nouvelle direction du PSOE, dirigée par Pedro Sánchez et élue sur sa promesse de ne recourir à aucune collaboration avec Rajoy, a été pour le moment déterminante pour paralyser l'action des confédérations syndicales et jeter momentanément le trouble dans la majorité de la classe ouvrière du reste de l'Etat. Signalons que dans toutes les villes, les premières manifestations en soutien au droit de la Catalogne et contre la répression avaient commencé. En raison de leur importance politique à Madrid et de leur importance numérique au Pays basque, ces manifestations massives, qui posent de nouveau la question des droits nationaux du peuple basque, ont obligé le parti nationaliste basque à suspendre momentanément les négociations avec le gouvernement central sur le budget de l'Etat 2018.

En second lieu, la crise, en posant la question du caractère du régime, porte au premier plan la question centrale de la lutte pour la république. Nous reprenons ici un extrait du document adopté par le comité central du POSI qui s'est tenu les 27-28 octobre, préparatoire à son prochain congrès.

Le caractère central de la lutte pour la république

La république en Espagne ne représente pas seulement un mot d'ordre démocratique, « *en tant que meilleure forme de l'Etat pour le prolétariat en régime capi-*

taliste » (Lénine, *L'Etat et la révolution*). L'évolution historique de l'étape impérialiste de décomposition extrême interdit à la bourgeoisie comme classe la possibilité d'envisager « des régimes démocratiques ». En réalité, le capital financier aurait besoin de dictatures ouvertes (autre chose est qu'il puisse parvenir aux défaites de la classe laborieuse qui seraient nécessaires pour les imposer). Et concrètement, si nous analysons froidement la « réforme » constitutionnelle qu'ils essaient de mettre en place dans notre pays, elle va dans un sens encore plus restrictif : par exemple, l'intervention directe dans la vie des organisations, l'interdiction des partis indépendantistes, le renforcement du Code pénal antigreve ou la « loi bâillon » (4).

La lutte pour la république, pour l'Union des républiques libres, unifie les revendications ouvrières et démocratiques, en particulier le droit à l'autodétermination. Le mot d'ordre de « République », c'est aussi un mot d'ordre de rupture par rapport à l'impérialisme et ses institutions, contre le pouvoir du capital financier qui a besoin de la monarchie et de l'indépendance (...).

La république du peuple, des peuples, c'est un instrument pour rétablir la fraternité entre les peuples, pour permettre que s'exerce la souveraineté des peuples face au réseau des instances supranationales du capital. C'est pour tout cela qu'il se décline nécessairement à côté de la revendication d'autodétermination, et de manière naturelle s'associe à l'union des républiques.

Dans la pratique, il suppose une politique opposée aux partis partisans de l'indépendance qui mettent en avant l'indépendance au-delà de la souveraineté. C'est pour cela que peu leur importe que s'en aillent les entreprises, parce qu'ils prendront les mesures pour « attirer » les investissements (probablement à coups de « déréglementations » et de « libéralisations » pour permettre l'exploitation sauvage des travailleurs). Ne nous y trompons pas : la « fuite » des entreprises n'est qu'un chantage, une méthode qu'ils n'hésiteront pas à utiliser contre toute mesure qui puisse contrarier les intérêts du capital financier. Ce que font aujourd'hui les entreprises de l'IBEX-35 (5) en Catalogne, elles le feront dans le reste de l'Etat et au moment où un quelconque gouvernement se proposera d'abroger les réformes du droit de travail et autres lois anti-ouvrières. De la même manière qu'ils l'ont fait avec le gouvernement Syriza pour le domestiquer complètement.

Troisièmement, la bourgeoisie en tant que classe s'est placée, comme elle en a la tradition, derrière la monarchie. On compte en ce moment 2 471 entreprises qui ont délocalisé leur siège social. Elles représentent 41 % du PIB de la Catalogne. Le ministre de l'Economie, Guindos, a édicté un décret-loi le 5 octobre permettant la délocalisation en 24 heures sans avoir à réunir les conseils d'administration. Quelqu'un a dit dans le passé que les gouvernements dans les Etats capitalistes sont les conseils d'administration de la bourgeoisie. Vieille vérité toujours actuelle. Parmi ces 2 471 entreprises, 1 000 ont demandé le transfert de leur domiciliation fiscale, c'est-à-dire de l'endroit où elles vont s'acquitter de leur impôt. L'anecdote vaut tout un discours : l'entreprise *Bon Preu*, propriété de la famille de Joan Font, a décidé mardi 14 novembre de son transfert à Madrid. Joan Font est personnellement indépendantiste et il a été assesseur du Conseil pour l'indépendance formé par Artur Mas (ancien président de la *Generalitat*). La prétendue bourgeoisie catalane n'a pas de nom.

Et maintenant ?

La décision centrale du gouvernement Rajoy appuyé par le PSOE a été de convoquer des élections au Parlement de Catalogne le 21 décembre. Des élections sous tutelle, sous le contrôle des institutions de la monarchie, de ses tribunaux, de la

(4) « Loi de protection de la sécurité citoyenne », appelée « loi bâillon » (*ley mordaza*), entrée en vigueur en juillet 2015 et qui interdit fortement le droit de manifestation et la liberté d'expression.

(5) L'IBEX-35 est le principal indice boursier de la Bourse de Madrid (équivalent au CAC 40 en France).

police et de la Garde civile. Pour le moment, ces élections voient les conseillers toujours en prison, réfugiés ou en exil.

Pour être brefs, nous nous permettons de reproduire la déclaration du comité exécutif du POSI du 11 novembre.

La démocratie, c'est la république ! Non à l'article 155 ! Libération immédiate des deux Jordi et de tous les emprisonnés !

(...) Les élections du 21 décembre vont-elles améliorer quelque chose ?

Les raisons ne manquent pas pour en douter. Plusieurs responsables du PP, à l'image de son porte-parole en Catalogne, Garcia Albiol, ont déjà averti que si, après les élections, on retourne sur la voie de l'indépendantisme, le gouvernement appliquerait à nouveau le « 155 ». C'est-à-dire, au cas où les choses n'étaient pas suffisamment claires, que le rétablissement de l'« ordre constitutionnel » contient implicitement le renoncement à tout objectif politique qui le mette en cause, surtout lorsque cet objectif politique est pris en charge par les grandes masses. En d'autres termes, que seule sera permise une autonomie « sous tutelle ». De la sorte, l'annonce tant vantée d'une réforme constitutionnelle est avant tout la couverture des flagrantes violations contre les droits du peuple catalan et ses représentants, en réalité contre tous les peuples. Cela est-il de la démocratie ?

Dans son allocution du 3 octobre, le roi a répété que l'institution qu'il représente ne va pas bouger d'un pouce de sa position établie dans l'article de la Constitution de 1978, qui établit « l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols ». C'est en cela que consiste son rôle d'« arbitre » : être à la tête des pouvoirs et des institutions procédant du franquisme, qui, en réalité, exercent le pouvoir réel en étroite collaboration avec le capital financier. Ce capital qui n'hésite pas à forcer la délocalisation des entreprises pour terroriser les travailleurs devant la passivité du gouvernement de la Généralité – avant sa destitution – et des dirigeants indépendantistes.

Ils ont beau se draper des couleurs rouge et jaune de leur bannière, ils n'hésitent pas à une seconde à s'installer dans des paradis fiscaux pour ne pas payer des impôts à la nation qu'ils disent défendre.

Les élections du 21 décembre sont une tentative de faire accepter au peuple catalan l'ordre constitutionnel de l'article 155, qui nie le droit à décider et met en cause les droits démocratiques conquis. Un véritable instrument pour faire retourner au bercail les dirigeants indépendantistes, sceller leur défaite et, sur cette défaite, redoubler les attaques contre la classe ouvrière et contre tous les peuples d'Espagne, renforçant ainsi l'état d'exception économique qui tient entre ses tenailles les municipalités, la santé publique et l'enseignement, qui se dispose à faire exploser le système des retraites par répartition et à engager une nouvelle réforme du droit du travail, ou continuer à réprimer les syndicalistes.

Il n'y a pas d'issue dans ce cadre, ni pour la Catalogne ni pour les autres peuples. En dépit du fait que tout le monde accepte les élections décidées en plein état d'exception du « 155 », y compris ceux qui se sont prononcés contre ce « 155 » et, de manière surprenante, ceux qui parlent de République catalane, qui aujourd'hui acceptent le cadre politique auquel ils appelaient il y a quelques jours à désobéir.

Il est évident qu'au milieu de la confusion et à défaut d'autres issues, une grande partie de la population et de la jeunesse va y participer : les uns pour bloquer ceux du « 155 », pour exprimer le rejet du régime et du gouvernement du PP ou pour réclamer la libération des emprisonnés... Et d'autres pour montrer leur désaffection à l'égard d'un processus qui a tourné le dos aux travailleurs et aux peuples de l'Etat espagnol, qui a juste montré ses « papiers d'identité » en marge des droits sociaux et qui a eu à sa tête des dirigeants caractérisés par leur politique antisociale.

Et très souvent, on se demande à juste titre : et après le 21 décembre, que fait-on ? Nous considérons que, du point de vue de la majorité sociale qui existe en Catalogne, favorable au droit à décider, du point de vue des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui ne séparent pas la lutte pour les droits nationaux de la lutte pour les droits sociaux, etc., il n'y a pas d'autre issue que de rassembler les forces pour obtenir un véritable changement politique (...).

Il n'y a pas d'autre issue que la lutte pour la république, qui ne consiste pas à faire des proclamations vides, mais la promotion d'une mobilisation unie des travailleurs et des peuples pour les revendications, tout de suite, la lutte pour le retrait du « 155 », pour la libération des emprisonnés, en même temps que la lutte pour l'abrogation des dernières réformes du droit de travail et des retraites.

En tant que partisans de la république, de la république catalane libre, de l'Union libre de républiques souveraines, nous sommes conscients que l'affrontement en cours n'est que le prélude des grandes mobilisations qui, entraînant les organisations, mettront face à face la majorité des travailleurs et des peuples, et le régime héritier du franquisme, fidèle serviteur du grand capital.

**11 novembre 2017,
comité exécutif du POSI**

Il est évident qu'en marge du jugement que nous pouvons porter sur la politique suivie par les partis partisans de l'indépendance, il faut leur reconnaître un mérite : celui de s'être affronté à l'Etat, d'avoir mis à nu toutes ses institutions. Cependant, ils sont isolés vis-à-vis de la classe ouvrière et des autres peuples de l'Etat, produit combiné de l'orientation suivie par la direction du PSOE et du renvoi dos à dos politique de la part d'organisations comme Podemos et Izquierda Unida, qui condamnent également le gouvernement Rajoy et le *Govern* de Catalogne ; leur propre aveuglement politique les amène à faire confiance à l'Union européenne, aux gouvernements européens qui oppriment leurs peuples, qui sèment la terreur dans les opérations militaires contre les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique (n'oublions pas que lors de la guerre civile de 1936-1939, ils ont vendu la république et facilité la dictature de Franco). Il est clair que la question aujourd'hui est de fournir un aval « démocratique » aux élections du 21 décembre placées sous la tutelle de la monarchie.

Toute une génération de dizaines de milliers, voire de centaines de milliers de jeunes et aussi de travailleurs est entrée dans la lutte. L'immense majorité des travailleurs du reste de l'Etat et des peuples assiste à cet affrontement, et tous sont conscients qu'il ne va pas se résoudre le 21 décembre. Le gouvernement Rajoy et la monarchie sont sans aucun doute en train de gagner du temps pour le moment. Mais l'intense crise économique, avec la baisse continue du nombre d'emplois, du niveau de vie, des services publics préparée par le prochain budget de l'Etat, la nouvelle réforme annoncée du régime des retraites constituent les conditions dans lesquelles vont se produire les prochains affrontements. C'est dans cette situation que la section de la IV^e Internationale, sur sa ligne de combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples, doit répondre aux interrogations de cette large couche de milliers de combattants qui sont entrés dans la lutte sans les instruments politiques et organisationnels adaptés pour vaincre.

Andreu Camps,
15 novembre 2017

L'Allemagne au lendemain des élections

LORS des élections au Bundestag (le Parlement fédéral) du 24 septembre, la chancelière Angela Merkel a enregistré, avec la perte de 3 millions d'électeurs et la chute à 33 % de son électorat, le plus mauvais résultat de l'Union (1) depuis 1949, c'est-à-dire depuis les premières élections au Parlement fédéral de la République fédérale d'Allemagne.

Après avoir perdu au cours des dernières années plus de 10 millions d'électeurs, surtout parmi les travailleurs, le SPD (2) a maintenant perdu encore 1,7 million d'électeurs et a encaissé, avec 20,5 % des voix, le plus mauvais résultat depuis 1946, depuis les premières élections régionales en Allemagne de l'Ouest après la guerre.

C'est également le cas pour la CSU (3), parti qui connaît entre-temps une crise existentielle et au sein duquel un putsch est en cours contre celui qui fut pendant des années son secrétaire général et ministre du gouvernement Merkel, Seehofer (4), alors qu'ensemble avec Merkel, ils représentent l'Union dans les négociations de coalition pour un nouveau gouvernement.

Le parti ouvrier historique, le SPD, avec ses 150 ans d'existence le plus ancien parti en Allemagne, est en crise. La direction du parti est politiquement incapable d'obtenir à nouveau l'entrée du parti dans une grande coalition sous Merkel, réclamée de toutes parts. Cela posera inévitablement la question de la rupture avec la politique menée dans la tradition de Schröder et aussi de la rupture avec la vieille direction, qui, par sa politique, a livré le SPD à un processus d'autodestruction.

L'effondrement du système des partis

La débâcle électorale des deux partis de l'Union et du SPD, c'est-à-dire des deux grands partis de la grande coalition sous la chancelière Merkel, signifie l'effondrement du système des partis. Ce système faisait alterner au gouvernement et dans l'opposition l'Union, parti principal de la bourgeoisie, et le SPD, et assurait ainsi, depuis la fondation de la République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1949, un équilibre et une stabilité politiques relatifs.

Cet effondrement du système des partis représente une césure historique dans l'histoire de la RFA. Il ouvre une phase d'instabilité politique. Cela ne peut pas non plus être masqué par une continuité de surface d'un gouvernement sous Merkel dans une éventuelle « coalition Jamaïque » (5) formée par quatre partis.

(1) L'Union (*Die Union*) est le terme allemand pour identifier l'alliance des deux partis CDU et CSU dans une fraction commune au Parlement fédéral. La CSU représente l'Union chrétienne en Bavière.

(2) Parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands – SPD*). Ce parti ouvrier historique abandonne son programme ouvrier en 1959, ce qui va permettre par la suite sa participation à la grande coalition avec le CDU/CSU, puis à la formation d'une coalition avec les libéraux du FDP.

(3) CDU/CSU : force politique formée en Allemagne au plan fédéral par les deux partis de la droite démocrate-chrétienne et conservatrice, l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), présente dans tous les Länder sauf en Bavière, et l'Union chrétienne-sociale de Bavière (CSU), présente seulement en Bavière. Le rapprochement CDU-CSU n'a pas d'existence juridique en dehors du groupe CDU-CSU au Bundestag, qui rassemble les parlementaires membres des deux partis.

(4) Horst Lorenz Seehofer, membre de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), ministre fédéral de la Santé de 1992 à 1998, puis de l'Agriculture en 2005. Il devient en 2012 président fédéral d'Allemagne par intérim.

(5) La « coalition Jamaïque » (en allemand *Jamaika-Koalition*) doit son nom aux couleurs du drapeau jamaïcain, (noir, jaune et vert), qui sont les couleurs symbolisant respectivement la CDU, le FDP et les Verts.

Le SPD, avec sa capacité d'assurer tant bien que mal, en s'appuyant sur les directions syndicales du DGB (6), le contrôle sur les combats de résistance du mouvement ouvrier, manque à Merkel. Voilà la faiblesse politique décisive d'un nouveau gouvernement de coalition sous la chancelière Merkel.

Par la défaite électorale de la grande coalition, toute l'étendue du refus de la politique de l'Agenda s'exprime, une politique contre laquelle la majorité sociale des électeurs ouvriers et de la jeunesse s'est élevée. Ils veulent en finir enfin avec la destruction des acquis historiques de l'Etat social sous les coups de la politique d'austérité rigide liée à la règle d'or (7), ainsi qu'avec la déréglementation sans fin des contrats de travail au nom de la compétitivité des profits dictée par les exigences de crise du capital financier.

Ce refus a causé le séisme politique qui a provoqué un déplacement des forces dans le système des partis. C'est dans ce cadre que s'insère l'entrée de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) (8) d'extrême droite, avec 12,6 % et 93 députés au sein du Parlement fédéral, par l'intermédiaire de laquelle ceux surtout qui étaient jusqu'alors abstentionnistes ou électeurs de l'Union et du SPD, mais aussi du parti de gauche, surtout en Allemagne de l'Est, ont voulu signaler leur protestation contre la politique de l'Agenda (9). Cela a comme conséquence que la formation du gouvernement sous la responsabilité de l'Union de Merkel devient un acte extrêmement difficile, qui est de toutes parts menacé d'incertitudes.

Amplification de la crise de l'Union européenne

La base commune des quatre partis est leur soumission aux exigences de crise du capital financier : le fait qu'ils soient par principe disposés à utiliser les deux armes stratégiques de la politique de l'Agenda, la règle d'or et la baisse des « coûts du travail » par la sortie des conventions collectives sous toutes les formes. Mais les partis de l'Union et les Verts sont très affaiblis par le refus de cette politique, et, en 2013, le FDP (10) avait été éjecté du Parlement fédéral à cause de ce même refus.

Pour devenir malgré tout capables de gouverner et autant que possible le rester, ils doivent même se combattre par tous les moyens pour détourner les regards de leur responsabilité respective dans cette politique destructrice – par exemple, en utilisant la question des réfugiés, qu'ils ont eux-mêmes créée (comme le CSU), ou en formulant des exigences « écologiques » exagérées (comme les Verts).

En alimentant une campagne xénophobe contre les « réfugiés » et « l'islamisation », et en appelant à l'unité nationale des quatre partis contre « le danger de l'extrême droite », chacun à sa manière et finalement soutenus par le SPD et le Parti de gauche ainsi que par les directions syndicales, ils veulent détourner l'attention du refus de la politique de l'Agenda, réorienter le soulèvement des électeurs

(6) Confédération allemande des syndicats (*Deutscher Gewerkschaftsbund – DGB*). Huit syndicats y représentent 6 millions d'adhérents. Sont membres du DGB non pas les salariés, mais les syndicats, qui désignent leurs représentants à la direction du DGB. Les salariés sont membres de ces syndicats, qui ont comme principale responsabilité les négociations collectives et salariales de branches. Les organes dirigeants du DGB sont impliqués dans les activités gouvernementales et législatives à tous les niveaux.

(7) La règle d'or (en allemand *Schuldenbremse* – frein à l'endettement) est le dispositif consistant à inscrire dans la Constitution des règles limitant le recours à l'endettement et prévoyant le retour à l'équilibre budgétaire par la mise en place de mesures de rigueur et d'austérité.

(8) Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland – AfD*). Ce parti créé en février 2013, lié à la droite conservatrice, « anti-euro » mais pas « anti-Europe », se déclare « ni de gauche ni de droite » et a adhéré en juin 2014 au groupe des conservateurs et réformistes européens.

(9) L'Agenda est le nom d'un ensemble de « contre-réformes » menées en Allemagne par la coalition rouge-verte sous Gerhard Schröder entre 2003 et 2005. Il portait principalement sur les réformes du marché du travail (réformes Hartz, principalement) et des assurances sociales.

(10) Parti libéral-démocrate d'Allemagne (*Freie Demokratische Partei – FDP*). Créé en 1948, se réclamant du libre-échange et de certains éléments de l'Etat providence, c'est un parti de cadres, qui a participé à de nombreux gouvernements de coalition au plan fédéral entre 1949 et 1998. Il obtient 4,8 % des voix aux élections de 2013.

et diviser les travailleurs. Tous cherchent à calmer la résistance par des replâtrages trompeurs en fonction de leur clientèle respective.

Mais la marge financière est désespérément limitée, le gouvernement est soumis aux rentrées supplémentaires espérées de 30 milliards d'euros pour la période législative de quatre ans, plus environ 3 milliards de possibilités de crédits permis par la règle d'or. Tout en sachant que se multiplient les signaux concernant une situation de crise renforcée de l'Union européenne et de l'euro dans le cadre de l'ouverture d'une crise menaçant dans son ensemble l'ordre mondial de domination capitaliste.

Cette crainte d'être sanctionnés par leurs électeurs et d'être plongés dans une crise existentielle pousse leur volonté à un tel point que certains pourraient prendre le risque de faire échouer le « projet Jamaïque ». Dans ce sens, la direction du FDP met les négociateurs sous pression : « *Jamaïque est mort-né. Nous vivons pendant des mois un gouvernement agissant sous la direction d'Angela Merkel jusqu'à ce que l'émoi autour de l'AfD se soit calmé. Et alors il y aura de nouvelles élections.* »

L'échec serait mortel pour Merkel, et au-dessus de cet abîme sont suspendues pour elle les négociations de coalition.

Avec la nouvelle instabilité politique provoquée par l'ampleur du refus, l'Allemagne s'insère dans la crise politique de tous les gouvernements européens, crise de décomposition de l'Union européenne qui se heurte partout, avec sa politique d'austérité et ses réformes structurelles, à la résistance des travailleurs et des peuples. Au lieu de devenir le pôle de stabilité espéré par tous, le nouveau gouvernement de la chancelière Merkel, sous forme de « coalition Jamaïque », menace de devenir un facteur d'approfondissement de la déstabilisation politique générale sur le continent européen.

C'est aussi cette inquiétude qui animait les représentants du capital financier international qui se sont rencontrés à la mi-octobre lors de l'assemblée annuelle du FMI. Ils doutaient, de manière générale, de la stabilité d'un gouvernement Jamaïque : « *Cela rend la situation politique en Allemagne plus incertaine qu'avant* » (*Handelsblatt*) (11).

Ils mettaient surtout en garde face à une attitude péremptoire du FDP contre toute nouvelle charge résultant d'une réduction de dette pour la Grèce et contre toute « mutualisation de la garantie des dettes » dans la zone euro, qui est par exemple contenue dans les propositions de réforme de Macron. Un nouveau gouvernement Merkel – comme tout nouveau gouvernement fédéral – sera pourtant bientôt contraint d'imposer au peuple toute la facture de la politique de sauvetage de l'euro.

Le capital financier exige un “nouvel Agenda”

Ce nouveau gouvernement Merkel sera dès le départ sous pression de la crise qui s'aiguise de l'ordre capitaliste mondial et de sa domination impérialiste, et qui se manifeste dans la crise de l'euro et de l'Union européenne. Cela s'exprime en Allemagne dans l'offensive du capital financier et de son représentant politique le plus conséquent, le FDP, et de la part de forces au sein de l'Union pour un « nouvel Agenda ». Une offensive pour la destruction encore plus conséquente des acquis historiques de l'Etat social.

Une série de mesures dans ce sens ont été repoussées pour après les élections, comme la réduction de la dette de la Grèce et le fait de faire reposer tout le poids du coût du « sauvetage de l'euro » sur le peuple. D'autres ont déjà été initiées sous le gouvernement de grande coalition sous Merkel : ainsi, l'infrastructure de l'Etat et les services sociaux communaux, entre autre les écoles, sont complètement livrés à la spéculation financière. C'est la grande coalition, aidée en cela par la direction

(11) *Handelsblatt* est le nom d'un quotidien allemand spécialisé dans les questions économiques, et qui travaille en coopération éditoriale avec le *Wall Street Journal*.

des services publics du syndicat Ver.di, qui en a fourni la base légale avec les modifications de la loi fondamentale (la Constitution).

À l'ordre du jour des négociations que mène la coalition, il y a l'exigence de privatiser définitivement la poste et les télécommunications, et de poursuivre également la privatisation des chemins de fer. Cela amène à l'éclatement de ces entreprises en diverses sociétés subalternes, dont l'introduction en Bourse est prévue, le tout accompagnant la liquidation du statut des fonctionnaires et des conventions collectives. Ce sont là des exemples du changement structurel au nom de la compétitivité des profits que cache en partie l'étiquette de la « digitalisation ».

L'industrie, le fondement même de la nation impérialiste allemande, est au centre de cette offensive. Cela signifie à la fois l'attaque générale contre le prolétariat industriel très concentré et ses conventions collectives. Elles ont déjà subi un processus d'érosion imposé par la politique de l'Agenda 2010, mais elles restent néanmoins la colonne vertébrale de tous les acquis sociaux et droits de la classe ouvrière.

Les actionnaires, les investisseurs, les financiers de toutes sortes sont les instigateurs de cette multiplication de fusions d'entreprises, des objectifs de production et d'implantation, des délocalisations, des achats, reprises et ventes, des éclatements et des scissions, des placements boursiers de ce type d'entreprises. C'est toujours le même but qui est recherché, à savoir l'augmentation de la rentabilité et du profit en détruisant les emplois et en fermant les usines, en baissant le « coût du travail » par toutes sortes de réductions des garanties offertes par les conventions collectives.

La fusion du secteur de l'acier de Thyssenkrupp avec le groupe indien Tata a sonné la fin de l'industrie allemande de l'acier, qui s'est immédiatement traduite par la liquidation de 4 000 postes sur les 80 000 encore restants. La division en trois sous-groupes en vue d'une entrée en Bourse par le truchement d'une holding chez Daimler/Mercedes-Benz (environ 106 000 employés en Allemagne) engage le changement structurel dans l'ensemble de l'industrie automobile.

Chez Volkswagen, qui représente avec ses 280 000 salariés en Allemagne le plus gros groupe industriel, un premier pas vers cet éclatement en « trois composantes » se poursuit, ce qui devrait dans un premier temps supprimer 9 000 emplois (et 23 000 d'ici à 2020). Mais la loi fait encore barrage, chez Volkswagen, aux licenciements massifs, fermetures d'entreprises, de sites, et délocalisations, puisque la majorité des salariés au sein du conseil d'administration dispose d'un droit de veto contre de telles décisions. La liquidation de cette loi est donc également à l'ordre du jour du « nouvel Agenda » du nouveau gouvernement.

Siemens (114 000 salariés en Allemagne) planifie d'abattre ce pilier central de la production et permettre ainsi son entrée en Bourse, après avoir engagé un long processus de destruction rampante des emplois dans le secteur de la construction des grosses machines et des sites nucléaires. 4 000 emplois seront dans l'immédiat supprimés, au moins quatre sites seront fermés et transférés aux États-Unis. Ce sont là des mesures prises dans le cadre de la conversion du groupe industriel en un pur holding financier avec ses filiales pratiquant la politique des bas salaires.

Cela illustre le « *changement structurel du secteur de l'industrie* », encouragé par le gouvernement prenant exemple sur les plus grands groupes industriels allemands des deux branches les plus importantes que sont la construction mécanique et l'industrie automobile. Elles représentent par ailleurs les principaux piliers des exportations industrielles allemandes, leaders dans le monde entier. Un processus de désindustrialisation dramatique a ainsi commencé sous la pression du capital financier et de la guerre économique que mène l'impérialisme américain.

L'incapacité du SPD d'ouvrir "une nouvelle voie"

Le SPD est non seulement dans l'incapacité d'entrer à nouveau dans une grande coalition pour assurer en quelque sorte une continuité du travail du gouvernement

Merkel et l'aider à préparer l'offensive du « nouvel Agenda » en usant des deux lois fondamentales (12) de l'ancien, mais il est également incapable de proposer « une nouvelle voie ». C'est la formule prononcée en permanence du bout des lèvres par l'ensemble de l'appareil du parti. Mais plus le vacarme autour de ces palabres grossit, plus les différentes forces se plient en quatre pour aller à la gamelle, et plus ce vacarme met en évidence le vide politique de cette formule. Ce vide porte un nom : le silence sur l'Agenda 2010. En clair, c'est le silence sur ses armes les plus affûtées : la règle d'or et la compétitivité des profits, sur lesquelles se concentre le rejet de la majorité de la société. Même si quelques députés isolés du SPD, des jeunes socialistes et des commissions ouvrières du SPD exigent de renoncer à l'Agenda 2010, les armes de ce dernier restent taboues. L'appareil du parti ne se sert de ces vagues revendications que comme des soupapes. Et en dépit de cela, chaque parcelle de résistance, aussi timide soit-elle, rencontre un soutien dans le cadre du maintien ferme de positions politiques libres et autonomes, et de leur expression.

A la suite de la politique de l'Agenda 2010 hostile aux travailleurs, une véritable nouvelle orientation ne peut que se concentrer sur la représentation politique des intérêts, des revendications et des droits des travailleurs et de la jeunesse. Elle trouve son expression dans une véritable rupture avec la politique de l'Agenda 2010, de ses lois fondamentales, de la règle d'or et de la compétitivité par lesquelles le capital dicte ses intérêts.

« *Un renouveau et une nouvelle orientation* » imposés par la direction du SPD dans l'opposition ne constitueront aucun danger pour la « coalition Jamaïque » de Merkel. Au contraire, ils seront « un accompagnement critique » pour couvrir sa politique.

Un nouveau gouvernement de « coalition Jamaïque » avec son « nouvel Agenda » provoquera très rapidement son rejet sur le plan électoral. La véritable résistance ne peut provenir que du développement de la lutte de classe, du combat organisé dans les syndicats, dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations. C'est la raison pour laquelle la classe ouvrière a besoin de ses syndicats en tant qu'organisations de front unique de base. La lutte de classe peut soulever la question du gouvernement, du pouvoir politique, si elle est orientée et centralisée dans une perspective politique.

La réappropriation par les travailleurs de leurs syndicats

Les rapports des syndicats du DGB avec une nouvelle « coalition Jamaïque » sont marqués par deux éléments :

1. Les directions syndicales se sont par principe soumises aux deux lois fondamentales. Quand bien même les travailleurs pourraient ponctuellement les briser lors de leurs luttes organisées syndicalement, la direction respecte cette ligne directrice, même si cela s'oppose aux intérêts et aux revendications de la classe ouvrière.

2. Elles continuent aussi par principe à respecter les règles « du compromis historique entre capital et travail » : les syndicats allemands n'ont pas le droit de faire grève ni contre les décisions du gouvernement, ni contre les décisions stratégiques des entreprises privées et publiques. En échange, ils sont associés, dans le cadre de la cogestion politique, à la législation et à l'organisation des mesures gouvernementales, et sont représentés dans les conseils d'administration, cette institution corporatiste de la cogestion au sein des entreprises.

Les directions syndicales poursuivent aussi loin que possible la ligne « *de l'organisation socialement supportable* » au sein du processus de destruction qu'entraîne l'Agenda 2010, privées du droit de grève et par là même de la puissance d'un com-

(12) Les deux lois fondamentales de 2009 portent sur la réduction de la dette (règle d'or) et sur « l'encouragement à développer la concurrence économique » (mise en place d'accords locaux de démantèlement des conventions collectives de branche). On peut se reporter sur ce point à l'article de *La Vérité*, n° 94, pages 15 à 24.

bat de classes direct. Pour cela, elles sont à la recherche de points d'appui au sein des partis du gouvernement, tout comme au sein des entreprises et des services publics. Le secrétaire général du DGB, Hoffmann, et le secrétaire général de Ver.di, Bsirske, veulent intégrer les revendications des travailleurs aux négociations de la coalition, et mettre ainsi sous pression le nouveau gouvernement. Bsirske, lors d'une interview, a trouvé « *parmi les membres potentiels de la coalition des forces qui sont sensibles aux problèmes soulevés* », qui pourraient débloquer enfin les milliards d'investissements nécessaires pour surmonter l'état catastrophique du système de soins, le sous-financement de l'enseignement, et relancer la construction du logement social resté dans un état désastreux.

Sous la grande coalition, les salariés des hôpitaux et des services communaux avaient fait grève avec leur syndicat et mené une lutte sur des « *revendications non opposables au droit de grève* » – par exemple pour plus de personnel, ce qui va à l'encontre de la destruction des conventions collectives, pour leur défense et leur reconquête – en dépit de cette interdiction.

Le cadre actuel de la cogestion politique, tout comme celle existant dans les entreprises, menace d'exploser sous la pression diamétralement opposée de la nouvelle offensive. D'un côté par les travailleurs pour se réapproprier leurs syndicats, renforcer le développement de la lutte de classe pour défendre les emplois et la production, pour défendre et reconquérir les conventions collectives. De l'autre côté, par des syndicats qui laissent aux conseils d'administration le soin de mettre en place cet « *accompagnement socialement supportable* » qui se traduit par la baisse des salaires, la réduction des postes de travail et de la production dans un climat de « *coopération confiante avec la direction* ».

Toute une couche de cadres syndicaux entre en conflit avec la politique de la direction syndicale dans cette nouvelle situation qui se développe et s'amplifie. Cela aura aussi des répercussions sur des responsables syndicaux du SPD.

La tâche des membres de la IV^e Internationale en Allemagne est d'aider au regroupement politique indépendant de tous les militants politiques et syndicaux cherchant la voie pour défendre l'indépendance des syndicats, surmonter les obstacles et rompre les chaînes politiques représentées par l'interdiction du droit de grève, et développer la lutte de la puissante classe ouvrière allemande.

Ils cherchent une réorientation politique dont la base est le combat pour rompre avec la politique de l'ancien et du « *nouvel Agenda* », et de ses deux lois fondamentales. Cela ouvre la perspective d'un combat pour défendre et rétablir les anciens acquis démocratiques et sociaux historiques dans une République allemande socialement unie. Et dans cette perspective, la classe ouvrière allemande s'associe aux combats et aux développements croissants de la lutte de classe des travailleurs et peuples d'Europe.

Werner Uhde,
15 novembre 2017

Brésil

Le sens de la candidature Lula

LA situation au Brésil est marquée par une profonde crise de régime, où survit un gouvernement engendré par un putsch, qui est exécuté par les larges masses, qui ne recueille pas plus de 3 % d'opinions favorables, mais qui applique une politique d'offensive brutale contre les droits et contre la nation, en pleine crise des institutions. Tout se concentre sur la nécessité de trouver les moyens pour construire une issue politique sur le terrain de l'indépendance de classe.

Ceux d'en haut ne s'entendent pas, alors même que le gouvernement haï de Michel Temer a été soumis à une deuxième demande d'enquête pour corruption par le Parquet général de la République (PGR). Son principal allié, le PSDB (1) – parti de la bourgeoisie brésilienne –, est divisé de haut en bas. D'un côté, il y a ceux qui sont pour continuer à apporter leur soutien au gouvernement putschiste, et, de l'autre, ceux qui veulent débarquer pour se sauver. Pendant ce temps, le Tribunal suprême fédéral (STF), sommet du pouvoir judiciaire brésilien, n'a pas réussi à empêcher la seconde plainte du Parquet général de la République contre Temer, qui, bien qu'elle n'ait abouti à rien, a aggravé la démoralisation de tous et a placé de nouveaux obstacles à l'approbation de la prétendue réforme des retraites, exigence à laquelle aspire le plus le marché, à l'affût d'un système de protection sociale qui représente 35 % du PIB national.

En même temps, l'offensive réactionnaire se poursuit. Toute marque de souveraineté nationale a été méthodiquement maltraitée par le retour massif des privatisations, tandis que les richesses nationales sont systématiquement dilapidées. A la campagne, c'est le retour des assassinats en masse de paysans et d'indigènes, et c'est aussi le retour d'un scénario d'obscurantisme dans l'éducation et la culture, en même temps que gagnent en ampleur toutes les formes d'oppression contre les femmes, les Noirs, etc.

Au Congrès national, une réforme politique a été tentée, qui a fini dans une grande impasse. Elaborée dans l'objectif d'imposer

de plus grandes restrictions à l'expression du vote populaire (comme le vote par district et le retour du financement des campagnes par les entreprises), avec la prétention de faire passer l'idée que quelque chose était en train de s'améliorer, elle a fini par de maigres et secondaires changements. L'accord de la classe dominante a manqué. C'est une impasse qui démontre le degré de démoralisation de l'institution qui a approuvé, cependant, un ensemble de réformes réactionnaires contre les droits et les conquêtes.

Ce sont des éléments d'une crise aiguë de ceux qui ont orchestré le putsch. Un putsch qui, comme nous l'avons déjà expliqué, s'appuie sur le bonapartisme du système judiciaire, qui, comme produit de la crise, a pris des proportions gigantesques et, à de nombreux moments, échappe à tout contrôle.

La vérité, c'est que ce qui unit tous ceux qui ont orchestré le putsch, c'est leur disposition à aller le plus loin et le plus rapidement possible dans l'accomplissement de leur programme de destruction, dans une offensive inédite et désespérée pour réduire le « coût du travail » à travers la destruction de droits inscrits dans les lois. Tout cela accompagné de coupes dans les dépenses qui asphyxient les Etats et les municipalités, et de la manipulation du budget public au profit des grands intérêts privés et des spéculateurs. Un processus qui, dans son ensemble, peut placer le pays au bord d'une crise encore plus grave.

LA GRÈVE GÉNÉRALE D'AVRIL 2017

Sur le terrain de la lutte des classes, la marque de la situation continue à être la grève générale du 28 avril 2017 – la plus grande grève de l'histoire du pays –, qui a représenté un tournant dans la situation. C'est très certainement la grève d'avril qui a accéléré la crise au sommet et qui a permis de constituer une issue politique, un point d'appui dans la lutte contre le putsch, pour la défense des droits, de la démocra-

(1) Parti de la social-démocratie brésilienne.

tie et de la nation : la candidature de Lula à la présidentielle.

Et malgré le silence absolu de la grande presse nationale, le mois de septembre 2017 a été marqué par la première étape de la caravane de Lula dans le Nordeste du pays et qui, dans les faits, a débuté la campagne électorale avec un an d'avance. Plus de 60 villes ont été visitées, des milliers se sont mobilisés, une bonne partie de façon totalement spontanée, obligeant la caravane à faire des haltes non prévues dans des villes situées sur le trajet. Dans les meetings, Lula a reçu des lettres contenant des revendications et des aspirations, dans un mouvement qui, de fait, a lancé Lula comme candidat à la présidence. Cela a été, sans aucun doute, le principal fait politique dans le pays après la grande grève générale du 28 avril.

La seconde étape de la caravane, au mois d'octobre, cette fois dans l'Etat du Minas Gerais, dans la région sud-est du pays, non seulement a confirmé ce mouvement général, mais l'a amplifié. Il y a eu des dizaines de meetings directement organisés par le PT, qui ont compté avec une énorme participation populaire et ont attiré d'innombrables maires et dirigeants de partis de la base du gouvernement, indiquant leur division « en bas ».

Le sommet de l'Etat – parquet général, généraux de l'armée, Congrès et gouvernement –, avec l'appui des grands médias, a réagi contre la caravane en approfondissant les attaques contre Lula et le PT.

Mais la réalité est implacable. Tous les sondages montrent la progression de Lula, qui, bien qu'il soit soumis à des attaques systématiques, est vainqueur dans tous les scénarios. Parmi ceux d'en haut, la panique ne fait que croître.

Les déploiements de la crise ne font qu'augmenter le fossé entre le peuple et les institutions politiques. Une crise qui, il convient de le rappeler, est apparue dans les mobilisations de 2013 et que le pouvoir judiciaire, à travers l'opération Lava Jato (2), a tenté de supplanter, préservant le système judiciaire comme arbitre et autorité suprême.

Il est vrai que la crise du régime est le produit de la résistance des masses à la politique putschiste et pro-impérialiste, dont le point d'orgue a été « la plus grande

grève générale de l'histoire » en avril, et qui a marqué au fer rouge la situation. Parmi les masses croît la compréhension des vrais objectifs du mouvement qui a renversé une présidente légitimement élue et les raisons d'une offensive du système judiciaire pour détruire Lula et le PT.

“LULA PRÉSIDENT AVEC CONSTITUANTE !”

La croissance électorale de Lula s'accompagne du retour à la préférence pour le PT dans les sondages à hauteur de 20 %.

Après plus d'une décennie, commencent à se multiplier de surprenantes victoires syndicales de membres du PT dans des élections d'organisations syndicales et étudiantes, supplantant tant le gauchisme que la droite.

Et c'est exactement cette impasse qui a fait qu'un général d'active, relativement isolé, est venu menacer publiquement d'une intervention militaire « *au cas où la justice ne ferait pas le ménage dans la politique* ».

La réponse du commandant de l'armée, en indiquant « *la possibilité du chaos* » comme prétexte pour une future intervention, cherche à faire pression sur le système judiciaire pour qu'il aille jusqu'au bout dans « *le nettoyage de la politique* ». En ce sens, la « guerre des gangs » dans la Favela da Rocinha, à Rio de Janeiro, avec l'appel de l'armée pour résoudre le problème, en plus d'être une violence contre le peuple, a été une manipulation médiatique pour redonner un rôle de sauveur à l'armée pour plus tard, qui sait...

Mais, ne nous trompons pas, la marque de la situation est la croissance de la candidature de Lula, qui apparaît victorieuse dans tous les scénarios, selon différents instituts de sondage, même après que l'ex-ministre Antonio Palocci, figure qui pendant plus de 30 ans a entretenu des relations étroites avec Lula, a expliqué sur les chaînes de télévision nationales sa collaboration avec l'opération Lava Jato en portant des accusations

(2) L'opération « Lava Jato » (lavage express) est le nom de l'enquête de la police fédérale dirigée par le juge Sergio Moro concernant des affaires de corruption impliquant notamment la société pétrolière Petrobras.

également sans preuves (par la suite, il s'est éloigné du PT avant d'en être exclu).

Le fait est que « *l'industrie de la délation récompensée* » est entrée en crise en fonction de la résistance de Lula et du PT, après avoir été démoralisée quand est apparue la manipulation par les membres du système judiciaire des délations des patrons du groupe d'entreprises JBS (3).

Dans ce scénario, l'agitation sur le mot d'ordre « *L'élection sans Lula est une imposture* » est renforcée jour après jour, et nous y ajoutons le « *Lula avec Constituante* », pour annuler les contre-réformes putschistes et ouvrir la voie aux réformes populaires – réforme agraire, du système judiciaire, de la dette, des médias, pour annuler les privatisations, démilitariser la police, etc. Et cela bien qu'il ne s'agisse pas encore d'une agitation systématique de rue associée au mot d'ordre « *Lula président* ».

Ce n'est pas non plus le moment de mener une agitation sur les élections directes, comme cela a été fait au premier semestre de cette année, ce qui, de son côté, n'a pas rencontré de succès. Cela parce que les masses avaient compris qu'il est impossible de faire approuver quoi que ce soit qui intéresse le peuple dans ce Congrès, même si le mot d'ordre « *Dehors Temer !* » a été présent dans pratiquement toutes les manifestations de la période. Pour nous, en ce moment, tout se concentre sur l'issue « *L'élection sans Lula est une imposture* ». Elle rencontre un écho dans les masses, mais n'est pas consensuelle à gauche, le PCdoB (4) oscillant entre une politique de « front large » incluant jusqu'à des secteurs putschistes et à présent le lancement d'une candidature propre, ou encore la pré-candidature de Guilherme Boulos (dirigeant du mouvement urbain de lutte pour le logement de São Paulo et promoteur du Front Povo Sem Medo [5]) impulsée par des secteurs du Psol (6).

Parmi les obstacles, il y a également certaines déclarations de Lula, qui, tandis qu'il se dispose à mobiliser autour de sa candidature provocatrice, même condamné à près de 10 ans de prison, continue à faire connaître sa recherche d'un accord en tentant de réitérer sa vieille politique d'alliances avec des secteurs de l'oligarchie putschiste comme Renan Calheiros et le PSB (7), par exemple.

DROIT DÉMOCRATIQUE DE LULA DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS !

Mais il faut savoir séparer le soutien au droit de Lula à être candidat de ces prétendues alliances électorales. En clair : l'accueil de Lula par des gouverneurs et des maires, même putschistes, est le bienvenu, car ceux-ci servent à légitimer la candidature de Lula dans le plus large front unique pour la défense du droit démocratique de Lula (du PT) à participer aux élections.

Nous nous différencions de Lula quand il dit que si l'on n'élit pas suffisamment de parlementaires, il faudra chercher une majorité au Congrès. A cela, nous répondons qu'il existe une alternative : gagner la présidence et changer les règles de la représentation à travers la Constituante en ayant comme base, d'ores et déjà, une nouvelle politique d'alliances avec des secteurs « *antimonopolistes, anti-latifundiaires et anti-impérialistes* », comme l'a voté le VI^e Congrès du PT. Nous ne tournons pas le dos à l'élection d'un maximum de parlementaires du PT, mais nous ne semons aucune illusion sur une impossible majorité dans ce Congrès avec ces règles.

En ce moment, face aux élections de 2018, le mot d'ordre « *L'élection sans Lula est une imposture* » est une bannière suffisante. Ce n'est pas le moment d'anticiper sur les alternatives à un possible empêchement de Lula comme le boycott électoral (total ou partiel) ou la présentation d'un candidat pour remettre la charge à Lula, etc. Aucune d'entre elles n'est en soi contradictoire avec la ligne de la Constituante. En outre, le scénario n'est pas totalement défini : la condamnation de Lula en deuxième instance – ce qui l'empêcherait d'être candidat – peut être probable, mais elle n'est pas certaine. Et il y a des possibilités de recours, le STF peut modifier son avis sur la condamnation en deuxième instance, etc. Et surtout, il existe une énorme crise politico-institutionnelle sans le consensus de la coalition putschiste telle qu'elle existait il y a un an et demi.

(3) Principale multinationale brésilienne de l'agro-alimentaire (viandes).

(4) Parti communiste du Brésil.

(5) En français : peuple sans peur (*NdT*).

(6) Parti Socialisme et Liberté.

(7) Parti socialiste brésilien.

La question du pouvoir a atteint un degré tel que, d'ores et déjà, la défense de la Constituante gagne du terrain dans le débat radicalisé sur le programme, comme le confirment la résolution de la direction nationale du PT après le congrès, mais également des secteurs de l'Église, João Pedro Stédile, du MST (8), les résolutions du congrès extraordinaire de la CUT (9), le congrès de la UNE (10) et également Lula lui-même, bien que de manière confuse.

Une radicalisation qui, il faut le dire, est également nécessaire pour répondre sur le terrain de la démocratie à la menace d'intervention militaire se nourrissant du discrédit général des institutions.

D'un autre côté, la défaite du PT aux élections municipales de 2016 et les changements dans le financement imposent au parti de réaliser une campagne électorale plus militante et autofinancée.

Le congrès extraordinaire de la CUT a décidé d'une campagne de collecte de signatures pour un Projet de loi d'initiative populaire (PLIP) pour l'abrogation de la réforme du Code du travail qui est en cours. Il s'agit d'une décision juste, et qui, de surcroît, est un instrument pour discuter avec les travailleurs dans les entreprises, un instrument pour aider dans la lutte et une aide à la mobilisation contre les conséquences de cette réforme, quand sont remis en cause plus de 100 articles de la loi du travail.

Il s'agit, avant tout, d'un outil pour, comme nous l'avons expliqué, démontrer les conséquences peu connues de la réforme du travail et d'un moyen pour mobiliser la résistance contre son application, qui se fera syndicat par syndicat et même usine par usine. L'axe est donc l'utilisation du PLIP dans les entreprises, à l'entrée des usines et sur les lieux de travail. Il faut noter que, sur cette orientation, d'innombrables syndicats sont en train de remporter des victoires partielles dans leurs négociations collectives, préservant des acquis et des droits importants que le patronat voudrait liquider. Ce sont comme des couteaux plantés dans la contre-réforme du travail, points d'appui pour la résistance et son annulation.

Dans les États et les municipalités de tout le pays se développent d'innombrables grèves et mobilisations, principalement de fonctionnaires publics, contre les consé-

quences des réductions de dépenses et de l'offensive contre les droits.

Dans le cadre politique actuel, avec la candidature de Lula se confirmant comme une issue politique palpable, l'effort qui s'impose est de se plonger dans les luttes de résistance en cours et dans divers secteurs sociaux pour, autour d'elles, regrouper les forces et tisser des liens. C'est aussi le chemin pour concrétiser la politique d'alliances décidée par le VI^e Congrès du PT, qu'il convient de répéter : « *Les plus larges alliances avec des secteurs anti-impérialistes, antimonopolistes et anti-latifundiaires, et radicalement démocratiques.* » C'est aussi le chemin pour créer les conditions afin d'élire le plus grand nombre possible de parlementaires du PT et améliorer les conditions pour, avec l'élection de Lula, convoquer une Constituante.

Donc, sans tourner le dos aux luttes partielles, il est nécessaire de comprendre qu'aujourd'hui tout se concentre sur l'issue politique et que, en conséquence, sauf en cas d'accélération du vote de la réforme des retraites par le Congrès, la grève générale – pour laquelle nous avons fait de l'agitation au premier semestre – ne se pose pas dans la prochaine période. Dans le cas présent, non pas à cause de la responsabilité des directions, mais en raison de la situation d'ensemble.

En guise de conclusion, à la veille de la fin de l'année politique, nous traversons des moments difficiles et angoissants pour les masses travailleuses, avec 14 millions de chômeurs et sous un déluge d'attaques réactionnaires. Dans le cadre d'une crise « au sommet » et d'une apparente accalmie « en bas », il y a actuellement dans le pays une multiplicité de mouvements de résistance encore fragmentée. Le pays vit comme dans une atmosphère électrisée, qui, à tout moment, peut se transformer en tempête.

Malgré les attaques contre leurs droits et leurs conquêtes, les masses n'ont pas été battues et, en bas, elles cherchent à renforcer leurs organisations pour les dures confrontations qui s'approchent.

Laércio Barbosa

(8) Mouvement des travailleurs sans terre.

(9) Centrale unique des travailleurs.

(10) Union nationale des étudiants (UNE) du Brésil.

9^e Conférence mondiale ouverte (Alger, 8 au 10 décembre 2017)

Ce numéro de *La Vérité* est en cours de « bouclage » au moment même où l'Entente internationale des travailleurs et des peuples réunit la 9^e Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation à Alger, qui rassemble des militants représentatifs de différents secteurs du mouvement ouvrier.

La IV^e Internationale participe, aux côtés de ces militants ouvriers politiques et syndicaux, à la préparation de la 9^e Conférence mondiale ouverte – qui se situe dans la continuité des huit conférences mondiales précédentes – sans faire d'un programme un préalable à l'action commune. Ce groupement de dirigeants ancrés dans la classe ouvrière et parmi les mouvements des paysans et des peuples doit devenir un pôle de regroupement au niveau mondial, qui participe à la réorganisation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Ainsi, cette conférence peut devenir un point d'appui dans la stratégie des trotskystes pour la construction d'un parti de l'Internationale révolutionnaire.

Contre les tendances auto-proclamatoires : la perspective de la conférence mondiale ouverte

LA contribution théorique de Pierre Lambert, qui a permis de maintenir le fil de la continuité du marxisme après la Deuxième Guerre mondiale, se concentre sur la capacité des trotskystes à ne pas considérer leur parti comme une forme achevée. Dès 1948, alors que la majorité des trotskystes s'attendaient à voir un afflux spontané de militants vers le PCI, il soumettait la résolution suivante au congrès du PCI français :

« Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le "Programme" de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI. »

Cette résolution contient en germe l'axe de la bataille que Lambert mènera tout au long de sa vie contre les tendances auto-proclamatoires dans le parti : fermeté sur le programme de la IV^e Internationale ; refus de considérer le parti comme achevé et, *in fine*, de rejeter sur la classe ouvrière

la faute de ne pas le porter spontanément au pouvoir, refus d'ignorer ce fait vérifié mille fois par l'histoire que les masses se tournent d'abord vers les outils qu'elles ont construits pour la lutte des classes, vers leurs syndicats et leurs partis, quand bien même ceux-ci ont trahi.

De ce constat, Lambert a tiré la conséquence que les trotskystes devaient travailler à s'implanter dans la classe, et donc dans ses organisations, sans rien retirer de leur programme. C'était déjà l'orientation de Trotsky dans le tournant français, où il recommandait aux partisans de la IV^e Internationale d'entrer dans la SFIO, ainsi que dans les nombreux textes (à commencer par le *Programme de transition*) où il dénonce le sectarisme consistant à ne pas entrer dans les syndicats ouvriers. C'était l'orientation de Lénine, qui dénonçait dans *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, le refus du travail dans les syndicats.

C'est toute cette conception qui amena Lambert à formuler la stratégie de la transition dans la construction du parti : rien ne garantit que ce soit le cadre formel des

sections actuelles de la IV^e Internationale qui constituera le cadre du parti révolutionnaire ; nous sommes en revanche convaincus que c'est son programme qui en sera le fondement, que ces partis seront des sections de la IV^e Internationale.

Cette méthode était déjà celle de Lénine et des bolcheviques pour construire la III^e Internationale : l'Internationale communiste, en janvier 1920, s'adressait aux IWW (*Industrial Workers of the World*, groupement syndicaliste révolutionnaire américain) pour défendre point par point le programme de l'Internationale communiste, sans rien gommer des différences avec le leur, et concluant de leur « *tendre la main* » (lettre de Zinoviev aux IWW).

C'est dans cette discussion intransigeante, mais sans ultimatum, que furent gagnés au marxisme certains des plus solides militants communistes, qui furent bien souvent parmi ceux qui résistèrent (au moins pendant un temps) au stalinisme (Cannon, Monatte, Rosmer, pour n'en citer que quelques-uns).

Selon la formule bien connue du *Manifeste du Parti communiste*, « *la lutte des classes est nationale dans sa forme, mais internationale dans son contenu* », et, du point de vue des trotskystes, il est impossible de construire un mouvement révolutionnaire sans poser cette question à l'échelle internationale. A l'échelle internationale, la stratégie de la transition dans la construction du parti s'incarne dans l'organisation d'une conférence mondiale ouverte, dont la section française donne la perspective dès 1962 :

« Les problèmes posés par la construction de la IV^e Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire, dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire

que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé » (*section française, 1962*).

Rejetant comme critère le radicalisme de façade, la IV^e Internationale juge les tendances avec lesquelles elle travaille à la construction de cette conférence selon « *leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé* ».

La IV^e Internationale ne leur demande pas d'être d'accord sur son programme : si elles l'étaient (réellement, comme unité de la pratique et de la théorie), il ne resterait plus à régler que les modalités pratiques de la fusion. Or, incontestablement, sur le terrain de la lutte des classes, des militants se dégagent de l'emprise des appareils sans pour autant rejoindre le trotskysme, et mènent un travail important d'organisation. Il revient à la IV^e Internationale de leur proposer un cadre adapté de transition vers la IV^e Internationale.

REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

En 1984, le conseil général de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) précise cette perspective :

« Le conseil général doit placer au centre de son élaboration la préparation d'une conférence mondiale ouverte ; IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) inviterait ces groupements, groupes et organisations à ouvrir la discussion en vue de poser le problème de la construction d'une Internationale ouvrière. Etant bien entendu que pour IV^e Internationale-CIR, le seul programme réalisant les conditions de la construction d'une véritable Internationale ouvrière est son programme de fondation, sans pour autant présenter le *Programme de transition* comme un ultimatum (...).

La stratégie internationale de la conférence mondiale ouverte, comme celle de la Ligue ouvrière révolutionnaire, est basée sur la

compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent ou qui se détacheront sur une ligne indépendante du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes petites-bourgeoises, ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV^e Internationale, mais encore, ces processus de rupture seront très certainement successifs sur un cours historique qui sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires.

C'est ainsi qu'un examen approfondi de la situation mondiale et des résultats de notre combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections permet d'établir qu'à l'heure actuelle, il est possible d'orienter, sous des formes et une tactique de construction adaptées, toutes nos tâches vers la conquête d'une influence significative dans la classe ouvrière.

Toute la situation mondiale doit nous permettre, selon nos forces respectives, de transformer nos sections de simples tendances trotskystes en organisations prenant une part active aux luttes des masses, afin de constituer, dans le processus de ce combat, des partis de la IV^e Internationale.

Il reste qu'en toutes circonstances, quelle que soit la tactique de construction adoptée, dans chaque pays, l'affirmation d'une expression trotskyste indépendante est un principe absolu qui ne saurait souffrir d'exception. En toutes circonstances, nous devons nous assurer une complète liberté de propagande et d'agitation.

Aussi diversifiées que peuvent être les conditions nationales d'où découlent des tactiques de construction adaptées, que nous avons analysées dans cette résolution, les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et de construction de ses sections ne sauraient être conduites sans que clairement et sans équivoque soit abandonné tout esprit de "secte". »

Cette résolution du conseil général aboutit à la participation des trotskystes à la Conférence de Bogota en 1983, conférence de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, où ils ont joué un grand rôle en défendant la revendication d'annulation de la dette extérieure. Puis, en 1986, la IV^e Internationale appelle à la Conférence de Caracas.

Pierre Lambert écrivait en mai 1986 (*Tribune internationale*, n° 34) :

« Je ne sais pas si aujourd'hui, sous une certaine forme, il n'est pas nécessaire d'envisager d'ici un an la convocation d'un congrès

pour proclamer la IV^e Internationale reconstituée.

Si je suis même de loin ce qui se passe dans d'autres pays et si l'on réfléchit aux conditions françaises que je connais mieux, il faut faire extrêmement attention de ne pas rester toujours dans un cadre quand ce cadre commence à être dépassé. Cela nous amène à des insuffisances politiques et théoriques dans la construction même des sections dans chaque pays. »

Il menait cette discussion en même temps que celle qui allait déboucher sur la conférence mondiale ouverte (CMO). Ainsi, en janvier de la même année, Lambert écrivait (*Tribune internationale* n° 32) :

« En quoi une telle orientation (celle que je viens de défendre) permettra de renforcer le combat de la IV^e Internationale pour la constitution de partis ouvriers indépendants de classe ? Je crois qu'effectivement cette question est la question centrale. Si, évidemment, une telle initiative conduisait à affaiblir le combat pour la IV^e Internationale, nous devrions abandonner, nous trotskystes, cette ligne politique. C'est une évidence.

L'importance de cette discussion s'appuyant sur les matériaux dégagés par le combat du conseil général et de toutes les sections, en particulier dans les avancées significatives dans la voie de la réalisation d'une conférence mondiale ouverte, depuis l'adoption en 1983 de la résolution "*Quelques problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections*", réside en ce qu'elle permet de prendre une initiative permettant de tenir dans des délais relativement courts une réunion internationale permettant de poser à une échelle qualitativement plus vaste la question de la reconstruction de la IV^e Internationale. »

Au même moment où il lançait le processus de reproclamation de la IV^e Internationale, le conseil général de la IV^e Internationale (alors Centre international de reconstruction) engageait l'organisation d'une conférence mondiale ouverte, qui devait se tenir à Barcelone en 1991 et déboucher sur la fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Deux ans plus tard, le congrès de la IV^e Internationale-CIR estimait la situation mûre pour reproclamer la IV^e Internationale.

Ces deux initiatives, reproclamation et conférence mondiale ouverte, font partie du même processus. La reproclamation ne se contentait pas d'une adresse creuse à

tous les ouvriers à rejoindre les rangs du trotskysme : elle exprimait le degré atteint dans la reconstruction d'une direction centralisée de sections implantées dans la lutte des classes.

Le rapport écrit à la conférence des sections de la IV^e Internationale qui décida de la reproclamation précisait, à propos de la CMO :

« La IV^e Internationale entend constituer par elle-même une organisation internationale autonome sur son programme, dont elle réaffirme la validité. La reproclamation de la IV^e Internationale, fondée en 1938, est la constatation de ce que tous les courants se réclamant du "trotskysme", et plus particulièrement le courant pabliste, sont étrangers, ainsi que nous l'avons établi dans ce rapport, au programme de la IV^e Internationale. Ce faisant, comme organisation internationale autonome, la IV^e Internationale combat, avec les organisations, courants et partis indépendants de différents pays qui se dégagent de la crise de décomposition du mouvement ouvrier officiel, pour l'Internationale ouvrière dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs constituée par la Conférence de Barcelone » (*rapport écrit à la conférence des sections de la IV^e Internationale, 19 juin 1993*).

L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES A 26 ANS

En 26 ans, les éléments du programme de la IV^e Internationale ont été vérifiés. En particulier, la chute de l'URSS a confirmé de manière éclatante le caractère restauracionniste de l'appareil stalinien.

De nombreux partis staliniens se sont liquidés depuis ; les partis sociaux-démo-

crates ont subi ces dernières années des revers électoraux importants, en conséquence de leur politique devenue ouvertement réactionnaire, en faisant même disparaître certains (tel le PASOK, en Grèce) de la scène politique.

Cela n'invalide en rien la stratégie de la transition dans la construction du parti. La IV^e Internationale continue de s'adresser à tous les militants qui s'orientent vers une politique ouvrière indépendante, dans les organisations syndicales comme dans les organisations politiques centristes qui essaient de se constituer sur le terrain laissé libre par la faillite de ces partis, dans les partis qui, dans les pays opprimés, cherchent la voie de la résistance contre les plans de l'impérialisme, pour leur proposer de construire ensemble la conférence mondiale ouverte, sur la base de mots d'ordre transitoires qui matérialisent dans la situation actuelle la rupture avec l'impérialisme, les mots d'ordre de l'appel à la conférence d'Alger :

Pour la défense :

— *des droits des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse !*

— *de l'indépendance des organisations ouvrières !*

— *des droits et libertés démocratiques !*

— *de la souveraineté des peuples et des nations !*

Elle le fait sans ultimatum, sans leur demander d'accepter le programme de la IV^e Internationale comme préalable à la discussion. Mais elle le fait en défendant en toute occasion ce programme, et sans s'adapter aux illusions de ces militants.

Devan Sohier

DOSSIER

1917-2017

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...

Léon Trotsky en 1917

Nous achevons notre rubrique régulière de l'année 2017 en publiant la seconde partie des textes de Léon Trotsky édités dans des journaux et revues en Russie entre juin et septembre 1917. Ils figurent dans l'ouvrage publié en 1918 par Louis C. Fraina sous le titre *The Proletarian Revolution in Russia*, recueil d'articles de Lénine et de Trotsky édité par The Communist Press à New York, et sont restés longtemps inédits en français. Nous avons fait courir la publication de l'ensemble de ces textes largement méconnus sur deux numéros de *La Vérité* (cinq dans le n° 95 de septembre 2017, cinq autres dans ce n° 96).

La rédaction de *La Vérité*

L'armée et la révolution (1)

20 août 1917

C'EST la même lutte qui se déroule, depuis les tout premiers jours de la révolution, à propos de la guerre et de la paix : une lutte entre la démocratie des ouvriers et des paysans, qui prenait forme d'en bas, et la république impérialiste, que les classes possédantes tentaient de construire d'en haut.

Les illustres généraux se sont empressés de « reconnaître » la république (du moins pour le moment), espérant fermement que

la république reconnaîtrait, et même éliminerait, le champ de leur généralat en éliminant les *fainéants* (2) de l'archiduc. La révolution « nationale » signifiait, pour eux, une révolution de palais qui dépose Nicolas et son Alix (3), mais qui maintient intégralement la discipline de classe et la hiérarchie militaire. Quelques jours auparavant, le télégraphe avait appris que le « leader » grec Venizelos (4) avait proclamé la Grèce « *république couronnée par*

(1) Recueil d'articles de Lénine et de Trotsky, *The Proletarian Revolution in Russia*, The Communist Press, New York, 1918, notes et chapitre supplémentaire de Louis C. Fraina (1852-1953). Traduit de l'anglais par nos soins. Cet article figure aussi dans Léon Trotsky, *L'année 1917*, Petite collection Maspero, 1976.

(2) En français dans le texte (*NdT*).

(3) Allusion à Nicolas II, dernier tsar de Russie, et à son épouse Alix de Hesse-Darmstadt (et connue sous le nom d'Alexandra Feodorovna).

(4) Venizelos, Eleuthérios (1864-1936). Crétois, leader du soulèvement antiturc, Premier ministre grec de 1910 à 1915. A partir de 1915, il entre en lutte contre le roi Constantin. En juin 1917, Constantin abdique et Venizelos fait entrer la Grèce dans la guerre aux côtés de l'Entente. Il se retire en 1920 et fait un bref retour en 1923.

un roi ». Les Broussilov (5), les Goutchkov (6), les Rodzianko (7) et les Milioukov (8) voulaient au contraire conserver en Russie la monarchie sans le tsar. Mais l'évolution se fit par d'autres voies, plus profondes. Le soulèvement de mars des régiments de Petrograd (9) ne fut pas le fruit d'une conspiration : il vint d'un mouvement généralisé de révolte dans l'armée tout entière, et dans les masses populaires en général. Et le soulèvement des ouvriers et soldats était dirigé non seulement contre un tsarisme décadent, incompetent, incapable de mener une guerre qu'il avait lui-même suscitée, mais aussi contre la guerre elle-même. La rupture radicale que produisit la révolution dans l'esprit et dans la conduite des soldats menaçait non seulement les buts directement impérialistes de la guerre, mais aussi les instruments même de ces buts, c'est-à-dire la vieille armée, construite sur la théorie des ordres donnés d'en haut et de l'obéissance aveugle dans les rangs.

Aujourd'hui, les généraux, les colonels, les politiciens et les gratte-papier de la bourgeoisie pestent et tempêtent contre l'ordre n° 1 (10). À leurs yeux, l'ordre n'était pas le résultat d'une agitation qui se répandait partout dans l'armée, c'était l'agitation au contraire qui était provoquée par l'ordre. Hier encore, les soldats obéissaient aux ordres, aujourd'hui ils ne le font plus : n'est-il pas évident qu'ils se sont soumis à quelque nouvel « ordre », consigné dans les livres comme le « n° 1 » ? Cette bêtise d'état-major tient lieu à présent, dans les cercles bourgeois les plus larges, de point de vue objectif et historique.

La prétendue désintégration de l'armée trouvait son expression dans la désobéissance des soldats à leurs supérieurs et dans leur refus de reconnaître cette guerre comme leur guerre. C'est précisément dans ces circonstances que Kerenski (11) lança au visage de l'armée qui s'éveillait son expression « *esclaves mutinés* ». Si la bourgeoisie croyait qu'il suffisait de remplacer les Soukhomlinov (12) par des Goutchkov pour atteler à nouveau l'armée au char de l'impérialisme, Kerenski, lui, avec son esprit superficiel et sa fatuité de philistin, pensait qu'il suffisait de révoquer Goutchkov pour faire une fois de plus de l'armée l'instrument docile du gouvernement. Illusions vraiment que tout cela !

La révolution, du point de vue de la psychologie des masses, est une application des critères rationnels à l'héritage d'institutions et de traditions. Tout le cortège d'épreuves, de souffrances et d'humiliations que la guerre apportait au peuple, et plus particulièrement à l'armée, était couronné et sanctionné par la volonté du tsar. Si à Petrograd, lui-même avait été déposé, qu'est-ce qui pouvait empêcher les soldats de secouer l'autocratie de ces officiers qui avaient été les défenseurs les plus zélés et

(5) Broussilov, Alexis Alexeievitch (1853-1926). Général tsariste, il dirige l'invasion de la Galicie en 1915-1917. Commandant en chef sous le gouvernement provisoire en juin-juillet 1917, en remplacement d'Alexeiev, il dirige l'offensive de juillet. Remplacé par Kornilov, il rejoint l'Armée rouge en 1920 et prend sa retraite en 1924.

(6) Goutchkov, Alexandre Ivanovitch (1862-1936). Propriétaire foncier et industriel de Moscou fondateur du Parti octobriste en 1905. Président de la troisième Douma d'Empire, ministre de la Guerre et de la Marine dans le premier gouvernement provisoire, de mars à mai 1917, il démissionne le 31 mai et émigre à Berlin.

(7) Rodzianko, Mikhaïl Vladimirovitch (1859-1924). Propriétaire foncier et chambellan de Nicolas II, Octobriste, membre de la Douma, il préside celle-ci de 1912 à 1917. Président de la commission provisoire de la Douma après la révolution de Février, il émigre après Octobre.

(8) Milioukov, Pavel Nicolaievitch (1859-1943). Professeur d'histoire à l'université de Moscou, fondateur et leader du parti cadet. Membre des troisième et quatrième Doumas, ministre des Affaires étrangères de mars à mai 1917. Antibolchevique, il émigre à Paris. Il inspira de nombreuses tentatives contre-révolutionnaires.

(9) Le 8 mars (23 février ancien style) et les jours suivants, les régiments de Petrograd se soulevèrent contre leurs officiers et passèrent aux côtés des révolutionnaires. Même la garde du palais du tsar, triée sur le volet, l'abandonna.

(10) Daté du 14 mars 1917 et émis par le soviét de Petrograd, l'ordre n° 1 plaçait tous les régiments de la ville sous le contrôle des soviets. Il prévoyait l'élection de représentants des comités et des soviets, abolissait le salut militaire en dehors du service et préconisait l'obéissance aux ordres du comité provisoire de la Douma seulement s'ils n'entraient pas en contradiction avec ceux du soviét.

(11) Kerenski, Alexandre Fedorovitch (1881-1971). Social-révolutionnaire, leader trouduvique (travailliste) dans la quatrième Douma d'Etat, vice-président du soviét de Petrograd. De février à mai 1917, ministre de la Justice dans le gouvernement provisoire. De mai à septembre, ministre de la Guerre. De juillet à novembre, Premier ministre. Il quitta Petrograd après la prise du pouvoir par les bolcheviks et vécut par la suite aux Etats-Unis.

(12) Soukhomlinov, Vladimir Alexandrovitch (1848-1926). Ministre de la Guerre sous Nicolas II, de 1909 à 1914. Soupçonné d'activités pro-allemandes, il est renvoyé en juin 1915 et condamné à la prison à vie. Il s'enfuit à l'étranger après Octobre.

les plus vils du tsarisme dans son ensemble ? Pourquoi les soldats ne se poseraient-ils pas la question du sens et du but de la guerre, puisque l'homme même dont dépendait auparavant la question de la paix avait été déposé ?

Au début d'avril, les soviets de délégués ouvriers et soldats s'adressèrent, dans un manifeste (13), aux peuples d'Europe, en les appelant à la lutte pour une paix démocratique. C'était l'« ordre n° 1 » dans le domaine de la politique internationale. Au moment où le manifeste apparaissait comme une réponse à cette question brûlante et inévitable : « Continuerons-nous à nous battre et, si oui, pourquoi ? », les impérialistes faisaient croire que, sans le manifeste, la question ne serait jamais venue à l'esprit des soldats, qui avaient été éveillés par le tonnerre de la révolution.

Milioukov prévoyait bien que la révolution susciterait dans l'armée l'esprit de critique et d'indépendance, et qu'elle constituait par conséquent une menace pour les buts impérialistes de la guerre. C'est pourquoi il s'était montré, dans la quatrième Douma, ouvertement hostile à la révolution. Et quand aujourd'hui Milioukov vitupère contre l'« ordre », contre le manifeste et contre la conférence socialiste de Zimmerwald (14), disant que tout cela a empoisonné l'armée, c'est, au moins en ce qui le concerne, un mensonge délibéré. Milioukov sait parfaitement que le principal « poison » ne se dissimule pas dans les « ordres » du soviets, qui sont au mieux plutôt modérés, mais dans la révolution elle-même, qui a donné aux souffrances des masses un moyen d'expression, sous forme de protestations, d'exigences et d'épreuves à force ouverte.

Le processus de reconstruction interne de l'armée et l'orientation politique des masses de soldats ont éclaté dans une violente catastrophe sur le front. La cause ultime de cette catastrophe réside dans la contradiction entre la politique impérialiste, qui utilisait le gouvernement provisoire comme instrument, et le désir éprouvé par les masses d'une paix immédiate et « juste ». Une nouvelle discipline et un enthousiasme véritable dans l'armée ne peuvent se développer qu'à partir de la révolution elle-même, à partir d'une solution courageuse des problèmes intérieurs et d'une lutte résolue contre les obstacles exté-

rieurs. Si le peuple et l'armée avaient le sentiment et la conviction que la révolution est leur révolution, que le gouvernement est leur gouvernement, que rien ne l'arrêtera dans la défense de leurs intérêts contre les exploiters, qu'il ne poursuit aucun but extérieur de conquête et d'oppression, qu'il ne s'incline pas devant les financiers « alliés », qu'il offre ouvertement aux nations une paix immédiate sur des bases démocratiques, alors les masses laborieuses et leur armée, dans ces conditions, seraient animées d'une unité indissoluble et, si la révolution allemande arrivait à temps pour nous aider, l'armée russe se battrait contre les Hohenzollern (15) avec le même enthousiasme que celui dont faisaient preuve les travailleurs populaires face aux attaques de la contre-révolution.

Les impérialistes craignaient cette orientation comme la peste, et ils avaient bien raison. La politique mesquine de la petite bourgeoisie ne croyait pas plus à cette méthode que le petit commerçant ne croit à la possibilité de l'expropriation des banques. En renonçant à toutes les « utopies », c'est-à-dire à la poursuite de la révolution, les S-R et les mencheviks ont continué exactement la même double politique ruineuse qui devait conduire à la catastrophe.

On disait au soldat, et c'était la vérité, que cette guerre était, des deux côtés, une guerre impérialiste, que le gouvernement russe était ligoté par les accords financiers, diplomatiques et militaires, et opposés aux intérêts de tous les peuples ; puis on ajoutait : « Mais, pour le moment, continue à te battre sur la base des anciens traités, main dans la main avec les anciens alliés. » Mais le soldat, quand il va au feu « pour le moment », affronte la mort. Aller au-devant de ce sacrifice suprême n'est possible que pour le soldat porté par le feu de l'enthousiasme collectif. Mais on ne peut parvenir à cet état que si l'on a une foi

(13) Le 27 mars 1917, le soviets de Petrograd adopta un manifeste *Aux peuples du monde entier*, qui appelait à la fin de la guerre sans toutefois la caractériser comme un conflit impérialiste.

(14) La conférence des socialistes européens opposés à la guerre se tint du 5 au 8 septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse. Elle publia un manifeste et élit un comité socialiste international.

(15) Famille noble et royale européenne qui régna sur l'Allemagne, la Prusse, la Roumanie. Connue sous le nom de dynastie des Hohenzollern.

totale en la justice de sa cause. La révolution a détruit la conception de la « chair à canon sacrée » qui ne réfléchit pas. Aucun Kornilov (16), aucun Kaledine (17) ne peut renverser le cours de l'histoire et restaurer, même temporairement, la discipline du bourreau sans une répression féroce, c'est-à-dire une période prolongée de chaos sanglant. L'armée ne peut être maintenue dans une condition d'efficacité de temps de guerre que si on lui donne de nouveaux buts, de nouvelles méthodes, une nouvelle organisation. Il fallait tirer toutes les conséquences de la révolution. Le régime ambigu et indécis que le gouvernement provisoire, secondé par les S-R et les mencheviks, avait préparé pour l'armée portait en lui le germe d'une catastrophe certaine. L'armée avait été transformée selon certains critères, on lui avait donné la possibilité de critique ouverte. C'est alors qu'on lui fixa de nouveaux buts, qui manifestement ne résisteraient pas à l'épreuve de sa critique révolutionnaire, et au nom de ces buts, on a exigé que l'armée, épuisée, affamée et nu-pieds comme elle l'était, fournisse des efforts surhumains. Peut-on douter du résultat si l'on se souvient, de plus, que certains généraux de l'état-major travaillaient consciemment à une défaite de la Russie ?

Mais le gouvernement provisoire se grisait lui-même de grandiloquence et de phrases creuses. Messieurs les ministres (18) considéraient les masses de soldats, qui se trouvaient en état de profonde fermentation, comme le matériau brut dont on pouvait tirer tout ce qui était nécessaire dans l'intérêt des impérialistes qui ont paralysé notre pays malheureux et dévasté. Kerenski a supplié les soldats, il les a menacés, il s'est mis à genoux devant eux, mais il n'a pas donné une seule réponse à un seul de leurs problèmes réels. En se dupant lui-même avec de l'éloquence à bon marché, il s'est assuré à l'avance le soutien du congrès des soviets, où régnait une démocratie petite-bourgeoise sourcilieuse, en dépit de sa « vigilance », et a ordonné une offensive. Ce fut, au sens propre du terme, l'« ordre n° 1 » de la contre-révolution russe.

Le 17 juin, nous, les internationalistes, avons pris ouvertement position au congrès des soviets (19) sur l'offensive qui se préparait, en même temps que nous la criti-

quions sur le fond et dans son principe, Nous avons signalé que, dans l'état actuel de l'armée, l'offensive était une aventure militaire qui menaçait jusqu'à l'existence de l'armée elle-même. La suite a montré que nous n'avions été que trop clairvoyants. Le gouvernement n'avait tenu compte de rien et n'avait rien prévu. Le parti gouvernemental des S-R et des mencheviks n'a su que nous abreuver de dénunciations au lieu de tirer profit de nos suggestions.

Naturellement, comme les bolcheviks avaient prédit le désastre, on mit la faute... sur le dos des bolcheviks. Derrière la tragédie provoquée par l'ignorance et l'irresponsabilité se profila la couardise dans toute sa misère. Aucun des responsables de notre sort n'a eu de tâche plus urgente que de trouver un bouc émissaire sur qui faire retomber la faute. Les discours et articles semi-officiels de la période actuelle sont d'impérissables monuments de bassesse humaine.

Bien sûr, la chasse aux bolcheviks peut encore, pour un moment, brouiller les cartes dans l'esprit du peuple. Mais elle ne peut ni éliminer ni atténuer en aucune façon la question de la responsabilité du gouvernement. Que les bolcheviks soient coupables ou non, comment se fait-il que le gouvernement n'ait rien prévu ? Il semble n'avoir eu aucune compréhension de l'armée même qu'il envoyait au combat. Sans se demander un seul instant si l'armée était capable de comprendre une offensive, ils lui ont ordonné d'avancer. Et ceux qui étaient à la tête du gouvernement

(16) Kornilov, Lavr, Georgevitch (1870-1918). Cosaque sibérien, commandant du front sud-ouest en 1917, il remplace Broussilov comme commandant en chef sous le gouvernement provisoire en juillet 1917. Arrêté le 14 septembre après sa tentative de soulèvement contre-révolutionnaire des 7-12 septembre, il s'enfuit et dirige l'Armée des volontaires. Tué au combat le 18 avril 1918.

(17) Kaledine, Alexis Maximovitch (1861-1918). Général tsariste, commandant de la VIII^e armée, il est renvoyé en mai 1917. Elu ataman des cosaques du Don, il dirige les armées contre-révolutionnaires. Il se suicide en février 1918.

(18) En français dans le texte (*NdT*).

(19) Le premier congrès panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats se réunit à Petrograd du 16 juin au 17 juillet. Les bolcheviks étaient en minorité et ils ne purent décider le congrès à s'opposer au gouvernement provisoire et à transférer le pouvoir aux soviets.

n'étaient pas des bolcheviks. Quels qu'aient pu être les faits en ce qui concerne ces derniers, tout le poids de la responsabilité de l'aventure tragique qu'a été l'offensive repose sur les épaules du gouvernement de Kerenski, Tsérételli (20) et Tchernov (21).

Cette responsabilité est aggravée du fait que les avertissements ne sont pas du tout venus du seul camp des internationalistes. Le journal impérialiste *Novoie Vremia*, qui est en relation étroite avec l'état-major réactionnaire, faisait, le 5 août, les remarques suivantes sur les préparatifs de l'offensive :

«Le prudent Alexeïev, parce qu'il ne voulait pas livrer au massacre des forces mal préparées, parce qu'il ne voulait pas risquer pour des gains problématiques des gains déjà acquis, fut remplacé. L'illusion du succès, le désir d'une paix rapide que les chefs de Petrograd imposeraient à l'Allemagne amenèrent Broussilov au sommet de la vague, qui le submergea rapidement quand les lames déferlèrent. »

Ces lignes éloquentes expliquent et confirment les remarques confuses de Rietch, au moment du départ d'Alexeïev (22), sur ce « stratège vigilant » et son remplacement par le « cavalier » qui ne sait pas ce que c'est que la réflexion. En imposant une offensive, les cadets échappèrent à temps à l'accusation d'avoir une politique ou une stratégie « de cavalerie », et se préparèrent à sortir avec éclat du ministère du 15 juillet (23). Et les ministres « socialistes » expliquaient, dans des murmures confidentiels aux oreilles de la « démocratie révolutionnaire », que le changement de chef militaire, qui résultait en fait du pari sur l'offensive, signifiait la substitution du « démocrate » Broussilov (24) au « monarchiste » Alexeïev (25). C'est ainsi qu'on fait l'histoire !

Après avoir « livré au massacre des forces non préparées » – pour reprendre l'expression de *Novoie Vremia* – et s'être heurté aux terribles conséquences de ce geste, il ne restait plus au gouvernement qu'à confier à Dan (26), Lieber (27) et autres gentlemen patriotes la tâche d'entreprendre un pogrom systématique contre les bolcheviks. C'est là une partie de ce même « travail constructif » pour la défense nationale qui est bien adaptée aux mesures des « leaders » susmentionnés. Dans leur effort pour distan-

cer tous les braillards bourgeois, les Dan et les Lieber ont fulminé contre les « *démagogues* » qui répandent parmi les « *masses ignorantes des soldats* » des slogans comme « *publication des traités secrets* », « *rupture complète avec les impérialistes* », etc. « C'est vrai, confirment avec mépris les braillards bourgeois, mais cela s'applique tout aussi bien à l'ordre n° 1 et au manifeste d'avril, que vous avez fait circuler de manière démagogique parmi les masses ignorantes des soldats. » Et quand les Dan et les Lieber, essayant la sueur froide qui leur coule sur le front, font tous leurs efforts pour rappeler les plus élémentaires

(20) Tseretelli, Iraklii Georgevitch (1882-1959). Menchevik géorgien, leader de la fraction social-démocrate à la deuxième Douma, il est exilé en Sibérie par le tsar, libéré par la révolution de Février. Membre du comité exécutif du soviet de Petrograd en 1917, ministre des Postes en mai 1917, ministre de l'Intérieur en juillet-août 1917. Membre du gouvernement républicain de Géorgie, membre du comité exécutif de la II^e Internationale, il émigre en 1919.

(21) Tchernov, Victor Mikhailovitch (1876-1952). Leader socialiste-révolutionnaire, il appartient au centre de Zimmerwald. En 1917, il devint sous Kerenski ministre de l'Agriculture dans la première coalition et démissionna après les journées de juillet. Président de l'Assemblée constituante en 1918, il devint plus tard contre-révolutionnaire.

(22) Le commandant en chef Alexeïev fut remplacé par Broussilov le 4 juin 1917.

(23) Le 15 juillet 1917, les cadets démissionnèrent du gouvernement provisoire à la suite de l'affaire de l'Ukraine. Kerenski remania son cabinet et, le 4 août, devint Premier ministre. Tsérételli, ministre de l'Intérieur, fut l'auteur de la honteuse ordonnance de police en vertu de laquelle furent lancés des mandats d'arrêt contre Lénine, Trotsky et autres, et c'est lui qui baptisa la nouvelle coalition « gouvernement de salut » ! Il fut proclamé comme tel le 22 juillet. Mais la nouvelle coalition ne dura que quinze jours.

(24) Cf. note 5 ci-dessus, page 46.

(25) Alexeïev, Mikhail Vassiliévitch (1857-1918). Général tsariste, chef d'état-major sous Nicolas II, de 1915 à 1917. Commandant en chef de l'armée russe sous le gouvernement provisoire de 1917, il est renvoyé par Kerenski le 4 juin 1917. Fondateur de l'Armée des volontaires contre-révolutionnaire en 1918.

(26) Dan, Fedor Ilitch (Gurvitch) (1871-1947). Médecin, il émigre en 1891. L'un des fondateurs de la social-démocratie russe, membre de la Ligue pour l'émancipation et du groupe « Iskra ». Arrêté en Russie en 1902, exilé, il s'échappe en 1903. Actif dans les soviets en 1917, au présidium du soviet de Petrograd. Arrêté en 1921, expulsé d'Union soviétique en 1922, il meurt aux Etats-Unis.

(27) Lieber, M. I. (Goldman) (1880-1937). Leader du Bund juif, plusieurs fois exilé. Il rejoignit les mencheviks et fut un proche collaborateur de Dan. Membre du comité central exécutif des soviets, il favorisa la coalition antibolchevique. Il fut fusillé en 1937.

principes de la pensée révolutionnaire afin de justifier leurs péchés de jeunesse, ils découvrent avec horreur qu'ils n'ont qu'à répéter nos paroles. Et c'est là un point décisif, car nos slogans ne contiennent rien d'autre que les conséquences nécessaires du développement de la révolution, dont l'ordre n° 1 et le manifeste d'avril marquent la première étape.

Mais le plus remarquable dans toute cette affaire, c'est que, à première vue, les ministres « socialistes », malgré les résultats effroyables de l'offensive, continuent à la porter à leur crédit et, dans leurs conférences avec la bourgeoisie, à se référer à l'offensive comme à leur grande contribution patriotique.

« *Je vous le demande*, a lancé Tséréteïli à la conférence de Moscou, *qui aurait été plus capable de faire avancer les armées de la Russie révolutionnaire : le ministre de la Guerre Goutchkov ou le ministre de la Guerre Kerenski ?* » (Bravos et applaudissements.)

Tséréteïli se vante donc ouvertement du fait que Kerenski fait exactement le travail que Goutchkov aurait dû faire, mais qui s'est révélé être au-dessus de ses forces, parce qu'il ne pouvait bénéficier du crédit de la démocratie « révolutionnaire ». Et la bourgeoisie, en dépit de la catastrophe provoquée par l'offensive, reconnaît volontiers les services rendus par Kerenski. « *Nous savons bien, et nous nous en souviendrons*, a déclaré le cadet Nabokov (28) à la conférence de Moscou, *que le grand élan d'enthousiasme qui a saisi l'armée il y a deux mois, et qui en ces jours terribles a ajouté une glorieuse page à notre histoire, a été inspiré par l'homme qui se trouve aujourd'hui à la tête du gouvernement provisoire. L'histoire n'oubliera pas le service qu'il a rendu à ce moment.* »

Il est par conséquent tout à fait clair que la « page glorieuse » que fut l'offensive du 1^{er} juillet n'a absolument aucun rapport avec la défense nationale, car l'efficacité militaire de la Russie, à la suite de l'offensive, s'est tout simplement dégradée. Si la bourgeoisie parle malgré tout de l'offensive en termes approbateurs, c'est pour la

simple raison que le coup sévère infligé à notre armée par la politique de Kerenski a créé les conditions propices à l'extension de la panique et aux plans de la contre-révolution. Tout le pouvoir de la démocratie S-R et menchevique avait été consacré à imposer l'offensive, et cette offensive a complètement balayé ce régime de contradictions et de faillite que les leaders philistins se sont appliqués à soutenir de toute leur naïveté bernée.

La bourgeoisie et ses généraux considèrent maintenant l'offensive et la question de la paix sous l'angle de leur politique intérieure, c'est-à-dire du progrès de la contre-révolution. Le général Kornilov a très clairement expliqué cela à la conférence de Moscou. « *Nous ne pouvons pas arriver à la paix actuellement*, a-t-il dit, *ne serait-ce que parce que nous ne sommes pas en mesure de mener à bien la démobilisation. Il faut d'abord relever le prestige des officiers.* »

Dans l'armée avaient été concentrés trop de gens armés par le gouvernement, et qui avaient envers le gouvernement des exigences par trop radicales. Seule la poursuite de la guerre, sans considération des chances de succès, offrirait la possibilité de « relever le prestige des officiers », de regagner le contrôle sur les masses de soldats et d'assurer une démobilisation de nature à empêcher les soldats de menacer les piliers de la propriété et le gouvernement impérialiste. Et si, pour atteindre ce but, une paix séparée devait s'avérer nécessaire, la bourgeoisie conclurait, sans broncher, une paix de ce genre.

Depuis le 1^{er} juillet, la contre-révolution avance à grands pas, avec une assurance absolue. Et elle ne s'arrêtera pas tant qu'elle n'aura pas reçu un coup sévère.

Proletarii, n° 7, 20 août 1917

(28) Nabokov, Vladimir Dimitrievitch (1860-1922). Juriste cadet, membre de la première Douma. Délégué à la conférence d'Etat de Moscou, membre du présidium du pré-Parlement, ministre de la Justice dans le gouvernement contre-révolutionnaire de Crimée. Il fut tué à Berlin par des réactionnaires russes dans un attentat contre Milioukov.

Et maintenant ? (1)

17 août 1917

L est quasiment certain que le gouvernement actuel, qui est l'incarnation même de l'incompétence indécise et malveillante, ne soutiendra pas le choc de l'attaque subie à Moscou et connaîtra de nouveaux remaniements. Ce n'est pas en vain que le général Kornilov (2) explique qu'il ne faut pas craindre une nouvelle crise politique. Une telle crise, à l'heure actuelle, peut être très rapidement surmontée par un nouveau glissement à droite. Savoir si Kerenski (3) obtiendra ou non, dans ces circonstances, une marge supplémentaire d'indépendance par rapport au contrôle organisé de la démocratie, qui sera remplacé par un « gouvernement invisible » (et d'autant plus réel) des cliques impérialistes ; savoir si le nouveau gouvernement entretiendra des relations précises avec l'état-major des classes possédantes qui sera sans aucun doute créé par la conférence de Moscou ; savoir quelle sera la place des bonapartistes « socialistes » dans la nouvelle combinaison gouvernementale : tout cela est secondaire. Mais, même si l'attaque de la bourgeoisie devait aboutir à une nouvelle sortie des cadets du gouvernement, le pouvoir usurpé de la « démocratie révolutionnaire » ne serait en aucune façon un pouvoir réellement révolutionnaire et démocratique. Complètement ligotés par leurs compromis contre les travailleurs et les soldats de réserve, les leaders officiels du soviet seraient contraints de poursuivre leur politique de double jeu et d'opportunisme. En quittant le ministère, Konovalov (4) n'a fait que transférer sa mission sur les épaules de Skobelev (5). Le ministère Kerenski-Tseretelli (6), même sans les cadets, continuerait à appliquer un programme semi-cadet. L'élimination des cadets n'est qu'une goutte d'eau dans la mer ; ce qu'il faut, c'est du sang neuf et des méthodes nouvelles.

La conférence de Moscou, en tout cas, clôt et résume toute la phase de la révolution pendant laquelle le rôle dirigeant était tenu par la tactique S-R et menchevique

de coopération avec la bourgeoisie, coopération fondée sur la renonciation aux buts propres de la révolution et leur subordination à l'idée d'une coalition avec les ennemis de la révolution.

La révolution russe est un produit de la guerre. Celle-ci lui a fourni l'instrument nécessaire d'une organisation à l'échelle nationale, c'est-à-dire l'armée. La paysannerie, qui constitue la majeure partie de la population, a été, au moment de la révolution, organisée de force. Les soviets de délégués de soldats ont obligé l'armée à désigner ses représentants politiques, et les masses paysannes ont automatiquement envoyé au soviet les intellectuels semi-libéraux, qui traduisaient le vague de leurs espoirs et de leurs aspirations dans le langage de l'opportunisme mesquin et chicanier le plus méprisable. L'intelligentsia petite-bourgeoise, qui est, à tous les points de vue, sous la dépendance de la grande bourgeoisie, a pris la direction de la paysannerie. Les soviets de délégués de soldats-paysans ont obtenu une nette majorité sur les représentants des travailleurs. L'avant-garde prolétarienne de Petrograd fut décrétée masse ignorante. La fine fleur de la révolution se révéla, en la personne des S-R et mencheviks de Février, des

(1) Cf. note 1, document 6, page 45.

(2) Cf. note 16, document 6, page 48.

(3) Cf. note 11, document 6, page 46.

(4) Konovalov, Alexandre Ivanovitch (1875-1949). Magnat du textile membre de la quatrième Douma, leader du « bloc progressiste ». Ministre du Commerce et de l'Industrie de mars à juin et d'octobre à novembre 1917, il est arrêté au palais d'Hiver le 8 novembre. Il émigre ensuite.

(5) Skobelev, ministre du Commerce dans le gouvernement provisoire du prince Lvov, démissionna le 31 mai 1917.

(6) Tseretelli, Iraklii Georgevitch (1882-1959). Menchevik géorgien, leader de la fraction social-démocrate dans la deuxième Douma. Exilé en Sibérie par le tsar, il est libéré par la révolution de Février. Membre du comité exécutif du soviet de Petrograd en 1917, ministre des Postes en mai 1917, puis ministre de l'Intérieur en juillet-août 1917. Membre du gouvernement républicain de Géorgie et membre du comité exécutif de la II^e Internationale, il émigre en 1919.

intellectuels « provinciaux », appuyés sur les paysans. Sur cette base s'éleva, par l'intermédiaire d'élections à deux et trois niveaux, le comité exécutif central. Le soviet de Petrograd, qui, au cours de la première période, remplissait des fonctions à l'échelle de la nation, était soumis depuis le début à l'influence directe des masses révolutionnaires. Le comité central, au contraire, planait dans les nuages des cimes bureaucratiques révolutionnaires, coupé des ouvriers et soldats de Petrograd, et hostile à leur égard.

Il suffit de rappeler que le comité central a jugé nécessaire de ramener des troupes du front pour briser les manifestations de Petrograd, qui, au moment de l'arrivée des troupes, avaient déjà été stoppées par les manifestants eux-mêmes. Les dirigeants philistins ont commis un suicide politique quand ils ont refusé de voir autre chose que chaos, anarchie et émeutes, dans la tendance – qui était la conséquence naturelle de toute l'orientation du pays – à équiper, à armer la révolution de tout l'appareil de l'autorité. En désarmant les ouvriers et les soldats de Petrograd, les Tséréteïli, les Dan (7), les Tchernov (8) ont désarmé l'avant-garde de la révolution et causé un préjudice irréparable à l'influence de leur propre comité exécutif.

Aujourd'hui, confrontés aux empiétements de la contre-révolution, ces politiciens parlent de rétablir l'autorité et l'importance des soviets. Leur mot d'ordre du moment consiste en bavardages sur l'organisation des masses autour des soviets. Cette façon abstraite de poser la question constitue déjà un procédé profondément réactionnaire. Sous un prétendu appel à l'organisation, c'est une tentative de contourner la question des buts politiques et des méthodes de lutte. Organiser les masses pour « relever l'autorité » des soviets est une entreprise lamentable et inutile. Les masses avaient confiance dans les soviets, elles les suivaient, elles les ont élevés à une hauteur extraordinaire. Et le résultat qu'elles ont pu constater, c'est la reddition des soviets devant les pires ennemis des masses. Il serait puéril de supposer que les masses pourraient ou voudraient recommencer une expérience historique déjà tranchée. Pour que les masses, après avoir perdu confiance dans le centre aujourd'hui

dominant de la démocratie, ne perdent pas aussi confiance dans la révolution elle-même, il faut leur fournir un jugement critique sur tout le travail politique accompli jusqu'ici au cours de la révolution, et cela équivaut à une condamnation sans appel de tous les « efforts » des leaders S-R et mencheviques.

Nous, nous dirons aux masses : ils rejettent toute la responsabilité sur le dos des bolcheviks, mais pourquoi ont-ils été incapables de battre les bolcheviks ? Ils avaient pour eux non seulement la majorité des soviets, mais aussi toute l'autorité du gouvernement, et ils ont quand même trouvé le moyen de se faire battre par un « complot » de ceux qu'ils appellent une bande infime de bolcheviks.

Après les événements des 16-18 juillet, les S-R et les mencheviks, à Petrograd, n'ont cessé de s'affaiblir, tandis que les bolcheviks se renforçaient. Même chose à Moscou. Cela démontre clairement que la révolution, à mesure qu'elle se développe, fait que la politique des bolcheviks exprime les exigences tandis que la « majorité » S-R et menchevique ne fait que perpétuer l'impuissance et l'arriération antérieures des masses. Mais aujourd'hui, cet immobilisme n'est plus de mise ; il doit donc être imposé et renforcé par la répression la plus féroce. Ces gens se battent contre la logique la plus féroce. Ces gens se battent contre la logique même de la révolution, et c'est pourquoi on les trouve dans le même camp que les ennemis de classe conscients de la révolution. Et c'est justement pour cette raison que nous avons le devoir d'affaiblir la confiance qu'on a envers eux, au nom du jour de la révolution qui est notre avenir.

Le caractère absolument vide du mot d'ordre « *Renforcement des soviets* » ressort le plus clairement du monde des relations entre le comité exécutif central et le soviet de Petrograd. Quand il s'est rendu compte que le soviet, appuyé sur les rangs avancés du prolétariat et des soldats qui sont passés de leur côté, marchait de plus en plus résolument vers les positions du socialisme révolutionnaire, le comité exé-

(7) Cf. note 26, document 6, page 49.

(8) Cf. note 21, document 6, page 49.

cutif central a systématiquement sapé l'autorité et l'importance du soviet de Petrograd. Pendant des mois entiers, celui-ci n'a pas été convoqué. On lui a, de fait, enlevé son journal, les *Izvestia*, où les pensées et la vie du prolétariat de Petrograd ne trouvent plus aucune expression. Quand la presse bourgeoise en fureur calomnie et diffame les dirigeants du prolétariat de Petrograd, les *Izvestia* ne voient rien et n'entendent rien. Dans ces circonstances, quel peut bien être le sens du mot d'ordre « *Renforcement des soviets* » ? Une seule réponse est possible. Il veut dire renforcer le soviet de Petrograd contre le comité exécutif central, qui s'est bureaucratisé et dont la composition est demeurée inchangée. Nous devons obtenir pour le soviet de Petrograd l'indépendance complète d'organisation, de protection et de fonctionnement politique.

C'est là le problème le plus important, et sa résolution est le premier point à l'ordre du jour. Le soviet de Petrograd doit devenir le centre d'une nouvelle mobilisation révolutionnaire des masses de travailleurs, de soldats et de paysans, dans une nouvelle lutte pour le pouvoir. Nous devons soutenir de toutes nos forces l'initiative prise par la conférence des comités d'ouvriers d'usine pour la convocation du congrès panrusse des délégués ouvriers. Pour que le prolétariat puisse rallier les masses appauvries de soldats et de paysans, sa politique doit être radicale et inexorablement opposée à la tactique du comité exécutif central. Il est clair, d'après ce que nous venons de dire, que l'idée émise par la *Novaia Zin* d'une union entre mencheviks et nous est vaine, réactionnaire et utopique. Ce résultat ne peut être obtenu que si le prolétariat en tant que classe restructure son organisation centrale à

l'échelle du pays. Il nous est impossible de prédire tous les tours et détours du cheminement de l'histoire. En tant que parti politique, nous ne pouvons pas être tenus pour responsables du cours de l'histoire. Mais nous n'en sommes que plus responsables devant notre classe : la rendre capable de mener à bien sa mission à travers toutes les déviations du cheminement historique, voilà notre devoir fondamental.

Les classes dirigeantes, avec le « gouvernement de salut » (9), font tout ce qui est en leur pouvoir pour imposer les problèmes politiques de la révolution à l'attention non seulement des travailleurs, mais aussi de l'armée et des provinces, et sous une forme aussi aiguë que possible. Les S-R et les mencheviks ont fait et font encore tout ce qu'ils peuvent pour étaler devant les secteurs les plus larges des masses laborieuses du pays la faillite complète de leur tactique. Il appartient maintenant à notre parti, avec énergie, vigilance et insistance, de tirer toutes les conclusions inévitables de la situation actuelle et de se mettre à la tête des masses déshéritées et épuisées pour livrer une bataille résolue en faveur de leur dictature révolutionnaire.

***Proletarii*, n° 4, 17 août 1917**

(9) Début juin, les marins de la Baltique et les masses de Cronstadt se soulevèrent contre le gouvernement provisoire. L'épithète la plus modérée utilisée contre eux dans la presse russe et étrangère fut celle d'« anarchistes ». Le soviet de Cronstadt avait, par 210 voix contre 40, désavoué le gouvernement provisoire, déclarant qu'il ne reconnaissait que l'autorité du soviet de Petrograd. Cet acte fut déformé en tentative de sécession. Les marins de la Baltique furent une force révolutionnaire active à toutes les étapes de la révolution – contre le tsarisme, contre le gouvernement provisoire et dans le renversement de Kerenski par les bolcheviks (*note de Luis C. Fraina, 1918*).

Le caractère de la révolution russe (1)

22 août 1917

LES scribes et politiciens libéraux, et S-R-mencheviques se soucient beaucoup de la signification sociologique de la révolution russe. Est-ce une révolution bourgeoise, ou quelque autre type de révolution bourgeoise, ou quelque autre type de révolution ? A première vue, cette théorisation académique peut paraître un peu énigmatique. Les libéraux n'ont rien à gagner à révéler les intérêts de la classe qui sont derrière «leur» révolution. Quant aux «socialistes» petits-bourgeois, ils n'utilisent pas, en général, mais préfèrent invoquer le «sens commun», autrement dit la médiocrité et l'absence de principes. Le fait est que le jugement de Milioukov-Dan (2), inspiré par Plekhanov (3), sur le caractère bourgeois de la révolution russe ne contient pas une once de théorie. Ni *Yedinstvo* (4), ni *Rietch* (5), ni *Dien* (6), ni la *Rabotchaia Gazeta* (7) ne se cassent la tête pour préciser ce qu'ils entendent par révolution bourgeoise. Le but de leurs manœuvres est purement pratique : il s'agit de démontrer le «droit» de la révolution bourgeoise à exercer le pouvoir. Même si les soviets représentent la majorité de la population politiquement formée, même si dans toutes les élections démocratiques, à la ville comme à la campagne, les partis capitalistes ont été balayés avec éclat, «puisque la révolution a un caractère bourgeois», il est nécessaire de préserver les privilèges de la bourgeoisie et de lui accorder au gouvernement un rôle auquel la configuration des groupes politiques dans le pays ne lui donne absolument pas droit. Si nous devons agir conformément aux principes du parlementarisme démocratique, il est clair que le pouvoir appartient aux sociaux-révolutionnaires, soit seuls, soit alliés aux mencheviks. Mais, comme «notre révolution est une révolution bourgeoise», les principes de la démocratie sont suspendus et les représentants de l'écrasante majorité du peuple reçoivent cinq sièges au ministère, alors que les représentants d'une infime minorité en obtiennent deux fois plus. Au diable la démocratie ! Et vive la sociologie de Plekhanov !

«Je suppose que vous voudriez une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie ?», demande finement Plekhanov, appelant à la rescousse Engels et la dialectique. «C'est exactement ça, interrompt Milioukov. Nous, les cadets, nous serions prêts à abandonner le pouvoir que le peuple, de toute évidence, ne veut pas nous donner. Mais nous ne pouvons pas nous dérober devant la science.» Et il se réfère au «marxisme» de Plekhanov comme autorité.

Puisque notre révolution est une révolution bourgeoise, expliquent Plekhanov, Dan et Potressov (8), nous devons former une alliance politique entre les travailleurs et les exploités. Et, à la lumière de cette sociologie, la pitrerie de la poignée de mains entre Boublikov (9) et Tsérébelli (10) se révèle dans toute sa signification historique.

Il n'y a qu'un ennui, c'est que ce même caractère bourgeois de la révolution, qui

(1) Cf. note 1, document 6, page 45.

(2) Cf. note 8, document 6, page 46, et note 26, document 6, page 49.

(3) Plekhanov, Georges Valentinovitch (1856-1918). Fondateur du marxisme russe émigré depuis 1883, il édite l'*Iskra* et la *Zaria*. Il s'oppose aux bolcheviks pendant la révolution, édite *Yedinstvo* (« Unité ») et dirige le groupe du même nom. Il meurt en Finlande.

(4) *Yedinstvo* (Unité) est le nom d'un groupe formé par Plekhanov, et qui publie un journal qui porte le même nom.

(5) *Rietch* ou *Retch* (« La Parole ») est le journal principal des cadets. C'est un quotidien, qui paraît de 1906 à 1917 et dont le directeur est Milioukov.

(6) *Dien* (« Le Jour ») : quotidien de Petrograd fondé en 1912 avec l'appui des banques. En 1917, journal des mencheviks-liquidateurs dirigé par A. Potressov (cf. note 8 ci-dessous).

(7) *Rabotchaia Gazeta* (« Journal des ouvriers ») : quotidien menchevique de Petrograd, qui paraît du 20 mars au 13 décembre 1917.

(8) Potressov, Alexandre Nicolaievitch (1869-1934). Fondateur de la social-démocratie russe, membre du groupe de l'*Iskra*. Menchevik de droite en 1917 et antibolchevique actif pendant la guerre civile, il émigre à Paris en 1922.

(9) Boublikov, A. A. (1875-?). Ingénieur membre de la Douma. Après Février, membre du comité provisoire de la Douma d'Etat, membre du soviét de Petrograd. Il participa à la conférence d'Etat à Moscou.

(10) Cf. note 20, document 6, page 49.

sert maintenant à justifier la coalition entre les socialistes et les capitalistes, a, pendant un bon nombre d'années, été considéré par ces mêmes mencheviks comme menant à des conclusions diamétralement opposées.

Puisque dans une révolution bourgeoise, avaient-ils l'habitude de dire, le gouvernement au pouvoir ne peut avoir d'autre fonction que de sauvegarder la domination de la bourgeoisie, il est clair que le socialisme n'a rien à faire avec lui, que sa place n'est pas au gouvernement, mais dans l'opposition. Plekhanov considérait que les socialistes ne pouvaient à aucune condition participer à un gouvernement bourgeois, et il a attaqué violemment Kautsky (11), dont la fermeté admettait, sur ce point, certaines exceptions. « *Tempora legesque mutantur* » (12), disaient les gentlemen de l'ancien régime. Et il semble que ce soit aussi le cas pour les « lois » de la sociologie de Plekhanov.

Peu importe la contradiction entre les opinions des mencheviks et de leur leader Plekhanov, car, quand on compare leurs déclarations d'avant la révolution et celles d'aujourd'hui, une pensée unique domine les deux formules : c'est qu'on ne peut pas faire une révolution bourgeoise « sans la bourgeoisie ». A première vue, cela peut paraître une évidence. Mais c'est seulement une sottise.

L'histoire de l'humanité n'a pas commencé avec la conférence de Moscou. Il y a eu des révolutions avant. A la fin du XVIII^e siècle, il y eut en France une révolution, qu'on appelle, et à juste titre, la « Grande Révolution ». C'était une révolution bourgeoise. Au cours d'une de ses phases, le pouvoir tomba aux mains des jacobins, qui étaient soutenus par les « sans-culottes », c'est-à-dire les travailleurs semi-prolétaires des villes, et qui interposèrent entre eux et les girondins, le parti libéral de la bourgeoisie, les cadets de l'époque, le rectangle net de la guillotine. C'est seulement la dictature des jacobins qui a donné à la Révolution française son importance historique, qui a fait d'elle la « Grande Révolution ». Et pourtant cette dictature fut instaurée non seulement sans la bourgeoisie, mais encore contre elle et malgré elle. Robespierre, à qui il ne fut pas donné de s'initier aux idées de Plekhanov, renversa toutes les lois de la sociologie et, au

lieu de serrer la main des girondins, il leur coupa la tête. C'était cruel, sans aucun doute. Mais cette cruauté n'a pas empêché la Révolution française de devenir « Grande », dans les limites de son caractère bourgeois. Marx, au nom duquel on commente aujourd'hui tant de méfaits dans notre pays, a dit que « *le terrorisme français dans son ensemble ne fut qu'une façon plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie* » (13). Et comme cette bourgeoisie avait très peur de ces méthodes plébéiennes pour en finir avec les ennemis du peuple, les jacobins non seulement privèrent la bourgeoisie du pouvoir, mais encore lui appliquèrent une loi de fer et de sang chaque fois qu'elle faisait une tentative quelconque pour arrêter ou « modérer » le travail des jacobins. Il est clair par conséquent que les jacobins ont accompli une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie.

A propos de la révolution anglaise de 1648, Engels a écrit :

« Pour que la bourgeoisie puisse récolter tous les fruits parvenus à maturité, il fallait que la révolution dépasse de loin ses buts premiers, comme ce fut à nouveau le cas en France en 1793 et en Allemagne en 1848. C'est là certainement une des lois de l'évolution de la société bourgeoise » (14).

On voit que la loi d'Engels est diamétralement opposée à la construction ingénieuse de Plekhanov que les mencheviks ont adoptée et répandue partout comme étant du marxisme.

On peut bien sûr objecter que les jacobins appartenaient eux-mêmes à la bourgeoisie, la petite bourgeoisie. C'est tout à fait vrai. Mais n'est-ce pas aussi le cas de la prétendue démocratie révolutionnaire dirigée par les S-R et les mencheviks ? Entre le parti cadet, qui représente les intérêts des propriétaires plus ou moins grands, et les sociaux-révolutionnaires, il n'y a eu aucun parti intermédiaire, dans

(11) Kautsky, Karl (1854-1938). Marxiste allemand, ancien secrétaire d'Engels, dirigeant du SPD allemand, il vote les crédits de guerre au Parlement en 1914 avec la majorité du SPD.

(12) « Les temps et les lois changent. »

(13) Karl Marx, *La bourgeoisie et la contre-révolution*.

(14) Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Etudes philosophiques, Editions sociales, Paris, 1951, p. 99 (NdT).

aucune élection que ce soit, à la ville ou à la campagne. Il s'ensuit avec une certitude mathématique que la petite bourgeoisie doit avoir trouvé sa représentation politique dans les rangs des sociaux-révolutionnaires. Les mencheviks, dont la politique ne diffère pas d'un cheveu de celle des S-R, reflètent les mêmes intérêts de classe. Cela n'est pas contradictoire avec le fait qu'ils sont aussi soutenus par une fraction des travailleurs les plus arriérés, les plus conservateurs et privilégiés. Pourquoi les S-R ont-ils été incapables d'assumer le pouvoir ? Dans quel sens et pourquoi le caractère « bourgeois » de la révolution russe (si l'on suppose que tel est le cas) obligerait-il les S-R et les mencheviks à remplacer les méthodes plébéiennes des jacobins par le procédé bien élevé d'un accord avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire ? Il faut évidemment en chercher la raison non dans le caractère « bourgeois » de notre révolution, mais dans le caractère lamentable de notre démocratie petite-bourgeoise. Au lieu d'utiliser le pouvoir qu'elle a en main comme organe de la réalisation des exigences essentielles de l'histoire, notre démocratie frauduleuse a respectueusement repassé tout le pouvoir réel à la clique contre-révolutionnaire et militariste, et Tsérételli, à la conférence de Moscou, a même pu se glorifier de ce que les soviets n'avaient pas abandonné le pouvoir de force, après une défaite dans une lutte courageuse, mais de leur plein gré, comme preuve d'auto-effacement politique. Ce n'est pas avec la douceur du veau qui tend le cou au couteau du boucher qu'on peut conquérir de nouveaux mondes.

La différence entre les terroristes de la Convention et les capitulards de Moscou, c'est la différence entre des tigres et des veaux : une différence de courage. Mais cette différence n'est pas fondamentale. Elle ne fait que masquer une différence décisive dans le personnel de la démocratie lui-même. Les jacobins trouvaient leur base dans la classe des petits possédants ou des non-possédants, incluant l'embryon de prolétariat industriel qui existait déjà alors. Dans notre cas, le prolétariat industriel est sorti de la démocratie imprécise pour occuper dans l'histoire une position où il exerce une influence de première importance. La démocratie petite-bour-

geoise perdait ses qualités révolutionnaires les plus précieuses à mesure que ces qualités se développaient dans le prolétariat qui se dégagait de la tutelle petite-bourgeoise. Ce phénomène, à son tour, est dû au degré incomparablement plus élevé de développement capitaliste en Russie par rapport à la France de la fin du XVIII^e siècle. Le pouvoir révolutionnaire du prolétariat russe, qui ne peut absolument pas être mesuré d'après son importance numérique, est fondé sur son pouvoir productif immense, qui apparaît plus clairement que jamais en temps de guerre. La menace d'une grève des chemins de fer nous rappelle à nouveau, aujourd'hui, combien tout le pays dépend du travail concentré du prolétariat. Le parti petit-bourgeois-paysan, au tout début de la révolution, était soumis au feu croisé des groupes puissants formés par les classes impérialistes, d'un côté, et le prolétariat révolutionnaire et internationaliste, de l'autre. Dans sa lutte pour exercer une influence propre sur les travailleurs, la petite bourgeoisie n'a cessé de se vanter de son « talent à gérer l'Etat », de son « patriotisme », et elle est ainsi tombée dans une dépendance servile par rapport aux groupes capitalistes contre-révolutionnaires. En même temps, elle a perdu toute possibilité de liquider ne serait-ce que l'ancienne barbarie qui imprégnait les secteurs de la population qui lui étaient encore attachés. La lutte des S-R et des mencheviks pour influencer le prolétariat cédait de plus en plus la place à une lutte du parti prolétarien pour obtenir la direction des masses semi-prolétaires des villes et des villages. Parce qu'ils ont « de leur plein gré » transmis leur pouvoir aux cliques bourgeoises, les S-R et les mencheviks ont été obligés de transmettre intégralement la mission révolutionnaire au parti du prolétariat. Cela seul suffit à montrer que la tentative pour trancher les questions tactiques fondamentales par une simple référence au caractère « bourgeois » de notre révolution peut seulement réussir à semer la confusion dans l'esprit des travailleurs arriérés et à tromper les paysans.

Au cours de la révolution de 1848 en France, le prolétariat fait déjà des efforts héroïques pour agir de façon autonome. Mais il n'a encore ni théorie révolutionnaire claire ni organisation de classe re-

connue. Son importance dans la production est infiniment moindre que la fonction économique actuelle du prolétariat russe. De plus, derrière 1848, il y avait une autre grande révolution, qui avait résolu à sa manière la question agraire, et il en résulta un isolement très net du prolétariat, surtout à Paris, par rapport aux masses paysannes. Notre situation à cet égard est infiniment plus favorable. Les hypothèses sur la terre, les obligations vexatoires en tout genre et l'exploitation rapace de l'Église s'imposent à la révolution comme des problèmes inéluctables, qui exigent des mesures courageuses et sans compromis. L'«isolement» de notre parti par rapport aux S-R et aux mencheviks ne signifierait pas du tout un isolement du prolétariat par rapport aux masses opprimées des villes et des campagnes. Au contraire, une opposition politique résolue du prolétariat révolutionnaire à la défection perfide des leaders actuels du soviet ne peut qu'entraîner une différenciation salutaire parmi les millions de paysans, arracher les paysans pauvres à l'influence traîtresse des puissants moujiks social-révolutionnaires et faire du prolétariat socialiste le leader véritable de la révolution populaire, «plébéienne».

Enfin, une simple référence vide de sens au caractère bourgeois de la révolution russe ne nous dit absolument rien sur le caractère *international* de son *milieu*. Et c'est là un facteur de première importance. La grande révolution jacobine se trouva confrontée à une Europe arriérée, féodale et monarchiste. Le régime jacobin tomba, laissant la place au régime bonapartiste, sous le poids de l'effort surhumain qu'il dut fournir pour subsister contre les forces unies du Moyen Âge. La révolution russe, au contraire, trouve devant elle une Europe qui l'a distancée de beaucoup et qui est parvenue au degré le plus élevé du développement capitaliste. Le massacre actuel montre que l'Europe a atteint le point de saturation capitaliste, qu'elle ne peut plus continuer à vivre et croître sur la base de

la propriété privée des moyens de production. Ce chaos de sang et de ruines est l'insurrection furieuse des forces muettes et sombres de la production, c'est la révolte du fer et de l'acier contre la domination du profit, contre l'esclavage salarié, contre la misérable impasse de nos relations humaines. Le capitalisme, pris dans l'incendie d'une guerre qu'il a lui-même déclenchée, crie à l'humanité par la bouche de ses canons : «Sois victorieuse, ou je t'ensevelirai sous mes ruines quand je tomberai!»

Toute l'évolution passée, les milliers d'années d'histoire humaine, de lutte des classes, d'accumulation culturelle sont concentrées maintenant dans l'unique problème de la révolution prolétarienne. Il n'y a pas d'autre réponse et pas d'autre issue. Et c'est là ce qui fait la force formidable de la révolution russe. Ce n'est pas une révolution «nationale», dans le royaume des hallucinations des XVIII^e et XIX^e siècles. Notre patrie dans le temps, c'est le XX^e siècle. Le sort futur de la révolution russe dépend directement du cours et du résultat de la guerre, c'est-à-dire de l'évolution des contradictions de classes en Europe, auxquelles cette guerre impérialiste donne une nature catastrophique.

Les Kerenski (15) et les Kornilov (16) ont commencé trop tôt à parler le langage de dictateurs rivaux. Les Kaledine (17) ont montré les dents trop tôt. Le renégat Tséréteïli a saisi trop tôt le doigt méprisant que lui tendait la contre-révolution. Jusqu'à présent, la révolution n'a dit que son premier mot. Elle a encore des réserves formidables en Europe occidentale. Au lieu de la poignée de mains des chefs de gang réactionnaires et des bons à rien de la petite bourgeoisie viendra la grande étreinte du prolétariat russe et du prolétariat d'Europe.

***Proletarii*, n° 8, 22 août 1917**

(15) Cf. note 11, document 6, page 46.

(16) Cf. note 16, document 6, page 48.

(17) Cf. note 17, document 6, page 48.

Questions de tactique internationale (1)

24 août 1917

LES groupements politiques de classe sont apparus dans la révolution russe avec une clarté dans le domaine de notre idéologie elle aussi sans précédent. Le retard du développement historique de la Russie a permis à l'intelligentsia petite-bourgeoise de s'orner des plumes de paon de la plus délicate théorie socialiste. Mais ce beau plumage n'a pas d'autre fonction que de couvrir sa nudité flétrie. Si les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks n'ont assumé le pouvoir ni début mars, ni le 16 mai, ni le 16 juillet (2), cela n'a absolument rien à voir ni avec le caractère « bourgeois » de notre révolution ni avec l'impossibilité de l'accomplir sans la bourgeoisie. Cela est dû au fait que les « socialistes » petits-bourgeois, complètement emprisonnés dans les filets de l'impérialisme, ne sont pas encore capables de faire le dixième du travail que les jacobins ont accompli il y a cent vingt-cinq ans. Ils bavardent sur la défense de la révolution et du pays, mais cela ne les empêchera pas de livrer leurs positions, l'une après l'autre, à la réaction bourgeoise. C'est pourquoi la lutte pour le pouvoir devient le premier et le principal problème de la classe ouvrière, et nous verrons la révolution se dépouiller simultanément et intégralement de son vêtement « national » et bourgeois.

Ou bien nous connaissons un formidable saut en arrière, en direction d'un régime impérialiste fort, qui finira très probablement en monarchie. Les soviets, les comités agraires, les organisations de soldats et beaucoup d'autres choses encore seront mis en pièces, et les Kerenski (3) et Tsérételli (4) seront mis au rebut. *Ou bien* le prolétariat, entraînant derrière lui les masses semi-prolétariennes et abandonnant ses leaders de la veille (et dans ce cas aussi, les Kerenski et Tsérételli seront mis au rebut), établira le régime de la démocratie ouvrière. Les succès ultérieurs du prolétariat dépendront alors avant tout de la révolution allemande.

A nos yeux, l'internationalisme n'est pas une notion abstraite, qui n'existe pas

que pour être trahi à chaque instant (c'est bon pour Tsérételli et Tchernov [5]) : c'est un principe directement dominant et profondément pratique. Des succès durables et décisifs sont inconcevables, à nos yeux, sans une révolution européenne. Nous ne pouvons donc pas acheter des succès partiels au prix de procédés et de combinaisons susceptibles de créer des obstacles sur le chemin du prolétariat européen. Ne serait-ce que pour cette raison, nous voyons dans une opposition sans compromis aux social-patriotes la condition *sine qua non* de tout notre travail politique.

« *Camarades du monde entier*, s'écria l'un des orateurs au congrès panrusse des soviets, *retardez votre révolution sociale de cinquante ans encore!* » Inutile de dire que ce conseil bien intentionné fut accueilli par les applaudissements satisfaits des mencheviks et des social-révolutionnaires.

C'est précisément sur ce point, sur la question de leurs relations avec la révolution sociale, que la différence entre les diverses formes d'utopisme opportuniste petit-bourgeois et le socialisme prolétarien devient importante. Il y a un bon nombre d'« internationalistes » qui expliquent la crise de l'Internationale comme une intoxication chauvine passagère due à la guerre, et qui pensent que, tôt ou tard, elle retrouvera sa position antérieure, que les anciens partis politiques prendront à nouveau l'ancienne voie de la lutte de classe qu'ils ont pour le moment perdue de vue. Espoirs enfantins et dérisoires ! La guerre n'est pas une catastrophe extérieure : elle

(1) Cf. note 1, document 6, page 45.

(2) La révolution commença le 8 mars à Petrograd. Le 11, le soviet de Petrograd entra en fonction. Le 12, fut formé le comité exécutif provisoire de la Douma. Il y eut en mai une crise ministérielle causée par la démission de Milioukov le 15, et qui aboutit à la formation du premier gouvernement de coalition. Nouvelle crise le 16 juillet, et deuxième gouvernement de coalition.

(3) Cf. note 11, document 6, page 46.

(4) Cf. note 20, document 6, page 49.

(5) Cf. note 21, document 6, page 49.

détruit l'équilibre de la société capitaliste par le soulèvement des forces productives en développement dans cette société, contre les limites imposées par les frontières nationales et les formes de la propriété privée. *Ou bien* nous verrons des convulsions continues des forces productives, sous la forme de guerres impérialistes répétées, *ou bien* nous verrons une organisation socialiste de la production : telle est la question que l'histoire pose devant nous.

De la même façon, la crise de l'Internationale n'est pas un phénomène extérieur ou dû au hasard.

Les partis socialistes d'Europe se sont constitués à une époque d'équilibre capitaliste relatif et d'adaptation réformiste du prolétariat au parlementarisme national et au marché national.

« Même dans le parti social-démocrate, *écrivait Engels en 1877*, le socialisme petit-bourgeois trouve ses défenseurs. Même des membres du parti social-démocrate qui reconnaissent les concepts fondamentaux du socialisme scientifique et la nature pratique du mot d'ordre de socialisation de tous les moyens de production déclarent que la réalisation de ce mot d'ordre n'est possible que dans un lointain futur, dont il est pratiquement impossible de déterminer la date précise » (6).

Grâce à la durée considérable de la période « pacifique », ce socialisme petit-bourgeois est devenu réellement dominant dans l'ancienne organisation du prolétariat. Ses limites et sa faillite ont pris les formes les plus choquantes dès que l'accumulation pacifique des contradictions a cédé la place à un formidable cataclysme impérialiste. Non seulement les vieux gouvernements nationaux, mais aussi les partis socialistes bureaucratisés qui avaient grandi avec eux ont montré qu'ils n'étaient pas à la hauteur des exigences du progrès. Et on aurait pu prévoir plus ou moins tout cela.

« La tâche du parti socialiste, *écrivions-nous il y a douze ans*, consistait et consiste toujours à révolutionner la conscience de la classe ouvrière comme le développement du capitalisme a révolutionné les relations sociales. Mais ce travail d'agitation et d'organisation se heurte à des difficultés internes. Les partis socialistes européens (et surtout le plus puissant d'entre eux, le parti allemand) sont déjà parvenus à un certain conservatisme, qui est d'autant plus fort que

les masses ont plus largement adopté le socialisme et que l'organisation et la discipline de ces masses sont plus complètes. C'est pourquoi la social-démocratie, en tant qu'organisation exprimant l'expérience politique du prolétariat, peut à un moment donné constituer un obstacle immédiat sur la réaction bourgeoise. Autrement dit, le conservatisme propagandiste socialiste du parti prolétarien peut, à un moment donné, empêcher la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir » (*Nasha Revolutsia*, 1906, p. 285) (7).

Mais si les marxistes révolutionnaires étaient loin de fétichiser les partis de la II^e Internationale, personne ne pouvait prévoir que la destruction de ces gigantesques organisations serait aussi cruelle et aussi catastrophique.

A temps nouveaux, nouvelles organisations. Sous le baptême du feu, des partis révolutionnaires se créent maintenant partout. Les nombreux descendants idéologico-politiques de la II^e Internationale n'ont pas existé en vain. Mais ils passent par une purification interne : des générations entières de philistins « réalistes » sont mises au rancart et les tendances révolutionnaires du marxisme sont pour la première fois reconnues dans leur pleine signification politique.

Dans chaque pays, la tâche n'est pas de maintenir une organisation qui s'est survécue à elle-même, mais de rassembler les éléments révolutionnaires réellement offensifs du prolétariat qui sont déjà, dans la lutte contre l'impérialisme, attirés vers les premiers rangs. Sur le plan international, la tâche n'est pas de réunir et de « réconcilier » les socialistes gouvernementaux dans des conférences diplomatiques (comme à Stockholm !) (8), mais d'assurer l'union des internationalistes révolutionnaires de tous les pays et de rechercher une ligne de conduite commune pour la révolution sociale dans chaque pays.

A vrai dire, les internationalistes révolutionnaires qui sont à la tête de la classe

(6) Cf. Friedrich Engels, préface à *La question du logement*, Editions sociales, Paris, 1957, p. 13 (NdT).

(7) Cf. Léon Trotsky, *Bilan et perspectives*, op. cit., p. 463 (NdT).

(8) La conférence de Stockholm, proposée par les socialistes scandinaves pour faire pression en faveur de la paix sur les nations belligérantes, n'eut pas lieu. En avril 1917, le Danois Borbjerg étendit l'invitation aux soviets de Petrograd. Les mencheviks et les SR acceptèrent, mais les bolcheviks refusèrent.

ouvrière ne sont aujourd'hui, à travers l'Europe, qu'une insignifiante minorité. Mais nous autres Russes devrions être les derniers à nous effrayer de cet état de choses. Nous savons avec quelle rapidité, au cours des crises révolutionnaires, la minorité peut devenir majorité. Dès que l'accumulation du mécontentement de la classe ouvrière finira par faire éclater la carapace de la discipline gouvernementale, le groupe de Liebknecht, Luxemburg, Mehring et leurs adhérents (9) prendra immédiatement un rôle dirigeant à la tête de la classe ouvrière allemande. Seule une politique révolutionnaire socialiste peut justifier une scission dans l'organisation : mais en même temps, elle rend une telle scission inévitable.

Les mencheviks internationalistes, ceux qui s'apparentent au camarade Martov (10), refusent de reconnaître, contrairement à nous, le caractère révolutionnaire socialiste de notre tâche politique. La Russie, déclarent-ils dans leur programme, n'est pas encore prête pour le socialisme, et notre rôle est nécessairement limité à la fondation d'une république démocratique bourgeoise. Toute leur attitude est fondée sur le rejet total des problèmes internationaux du prolétariat. Si la Russie était seule au monde, le raisonnement de Martov serait correct. Mais nous sommes engagés dans l'accomplissement d'une révolution mondiale, dans une lutte contre l'impérialisme mondial, avec les tâches du prolétariat mondial qui inclut le prolétariat russe. Au lieu d'expliquer aux travailleurs que les destinées de la Russie sont aujourd'hui indissolublement liées à celles de l'Europe, que le succès du prolétariat européen nous assurera une réalisation plus rapide de la société socialiste, qu'en revanche une défaite du prolétariat européen nous rejettera sous la dictature impérialiste et la monarchie, et finira par nous réduire à l'état de simple colonie de l'Angleterre et des États-Unis, au lieu de subordonner toute notre tactique aux buts généraux et aux objectifs du prolétariat européen, le camarade Martov considère la révolution russe d'un point de vue nationaliste étroit et réduit la tâche de la révolution à la création d'une république démocratique bourgeoise. Cette façon de poser le problème est fondamentalement fautive, car sur elle plane la menace du nationalisme étriqué qui a mené à sa chute la II^e Internationale.

En se limitant, dans la pratique, à une perspective nationale, le camarade Martov se réserve la possibilité de vivre dans le même camp que les social-patriotes. Il espère, avec Dan (11) et Tsérételli, traverser indemne l'« épidémie » de nationalisme, car celle-ci finira avec la guerre, et il a l'intention de revenir alors, en même temps qu'eux, sur les chemins « normaux » de la lutte de classe. Martov est lié aux social-patriotes non par une simple et vide tradition de parti, mais par une attitude profondément opportuniste sur la révolution sociale, qui ne devrait selon eux jouer aucun rôle dans la formulation des problèmes d'aujourd'hui. Et c'est là ce qui les sépare de nous.

La lutte pour prendre le pouvoir ne constitue pas simplement, à nos yeux, la prochaine étape d'une révolution nationale démocratique. Non, c'est l'accomplissement de notre devoir international : la conquête de l'une des positions les plus importantes sur l'ensemble du front de lutte contre l'impérialisme. Et c'est ce point de vue qui détermine notre position sur la prétendue question de la défense de la patrie. Un déplacement temporaire du front d'un côté ou de l'autre ne peut ni arrêter ni détourner notre lutte, car elle est dirigée contre les fondements mêmes du capitalisme, qui semble s'appliquer à la destruction impérialiste mutuelle des peuples de tous les pays.

Révolution permanente ou massacre permanent ! Telle est la lutte dont l'enjeu est le sort de l'humanité !

Proletarii, n° 10, 24 août 1917

(9) Les éléments de gauche de la social-démocratie allemande opposés à la guerre, sous la direction de Liebknecht, Rosa Luxemburg et Mehring, constituèrent le 1^{er} janvier 1916 le « groupe international ». Il fut connu par la suite sous le nom de Ligue Spartacus, et, le 1^{er} janvier 1919, devint le Parti communiste allemand.

(10) Martov, L., dit I. O. Tserderbaum (1873-1923). L'un des fondateurs de la social-démocratie russe. Au début, proche collaborateur de Lénine, puis leader menchevique de gauche, zimmerwaldien. Il s'oppose aux bolcheviks pendant la révolution, puis il émigre à Berlin en 1920. Membre de l'Internationale de Vienne.

(11) Cf. note 26, document 6, page 49.

Discours à la conférence démocratique (1)

27 septembre 1917

CAMARADES et citoyens ! Nous ne voulons pas entendre de bons conseils, nous voulons un rapport. Même Peschekonov (2), en guise de rapport, nous a lu une sorte de poème en prose sur les avantages de la coalition. Il a dit que les ministres cadets, dans le gouvernement de coalition, ne s'étaient livrés (Dieu merci !) à aucun sabotage ; ils n'ont fait que rester assis et attendre en disant : « Nous allons simplement voir comment vous, socialistes, vous nous trahissez. » J'ai dit que c'est du sabotage de la part d'un parti politique, un parti capitaliste – un parti très influent, que d'entrer dans le gouvernement à un moment des plus critiques de l'histoire uniquement pour pouvoir observer de l'intérieur comment les représentants de la démocratie se trahissent, quand, de l'extérieur, ce même parti aide Kornilov (3). Le citoyen Peschekonov a promis alors de m'expliquer la différence entre sabotage et politique. Mais il a oublié de tenir sa promesse. Un autre ministre d'un autre parti, un cadet, a tiré certaines conclusions de son expérience de ministre, mais dans un sens politique plus précis. Je veux parler de Kolochkine (4). Il a justifié sa démission en disant que les pouvoirs extraordinaires attribués à Kerenski (5) ont réduit les autres ministres à n'être que les exécutants des ordres du ministre-président, et qu'il n'était pas prêt, quant à lui, à accepter cette situation.

Je le dis franchement : en lisant ces mots, j'ai été tenté d'applaudir notre ennemi Kolochkine. Il a parlé ici avec dignité politique et avec dignité humaine. Il y a actuellement de grandes divergences d'opinion parmi nous sur le ministère de coalition démissionnaire, aussi bien que sur celui à venir (6). Mais, je vous le demande, y a-t-il une divergence quelconque sur le gouvernement en place aujourd'hui, et qui parle aujourd'hui au nom de la Russie ? Je n'ai pas entendu ici un seul orateur revendiquer l'honneur peu

enviable de défendre ce monstre à cinq têtes qu'est le directoire, ou son président Kerenski.

Vous vous souvenez peut-être comment, de cette même tribune, un autre ancien ministre, Tséréteïli (7), a parlé de sa propre expérience, en homme très clairvoyant et en diplomate : il a dit que toute la faute en était au peuple lui-même, car c'était lui qui avait élevé un individu à une hauteur telle qu'il ne pouvait que le décevoir. Il n'a pas nommé cet individu, mais vous me croirez tous si je vous affirme qu'il ne pensait pas à Terechtchenko (8).

(1) Cf. note 1, document 6, page 45. La conférence démocratique (1 775 participants ; les bolcheviks sont minoritaires, mais arrivent parfois à regrouper plus du tiers des voix) fut convoquée par Kerenski après la rébellion de Kornilov. Elle eu lieu au théâtre Alexandre, à Petrograd, du 27 septembre au 5 octobre 1917. Elle se prononça pour un gouvernement de coalition sans les cadets. Mais Kerenski forma avec eux un nouveau ministère. Les bolcheviks participèrent à la conférence pour y exposer leur programme : la terre aux paysans, contrôle ouvrier sur l'industrie, dénonciation des traités secrets, paix immédiate, armement du peuple, autodétermination des nationalités opprimées. Puis, ils se retirèrent de la conférence. Celle-ci élut dans ses rangs un pré-Parlement qui dura jusqu'à la révolution d'Octobre.

(2) Peschekonov, A. V. (1867-1934). Narodnik, leader des « socialistes populistes » (cadets de gauche). Ministre de l'Approvisionnement dans le premier gouvernement provisoire de coalition, expulsé de Russie pour activités contre-révolutionnaires.

(3) Cf. note 16, document 6, page 48.

(4) Kolochkine, Fedor Fedorovitch (187-1918). Cadet, professeur de droit constitutionnel à l'université de Moscou. Ministre sous Kerenski d'août à septembre 1917, arrêté et emprisonné par les bolcheviks en novembre 1917, et exécuté par les marins.

(5) Cf. note 11, document 6, page 46.

(6) Le 6 août, le deuxième gouvernement de coalition, formé quinze jours auparavant, fut dissous, et un troisième fut formé, qui dura jusqu'à l'insurrection d'Octobre.

(7) Cf. note 20, document 6, page 49.

(8) Terechtchenko, Mikhail Ivanovitch (1888-1959). Financier et magnat du sucre, ministre des Finances dans le premier gouvernement provisoire, de mars à mai 1917. Il succède ensuite à Milioukov comme ministre des Affaires étrangères, de mai à novembre 1917. Premier ministre associé à Kerenski après le 18 septembre, il émigre ensuite.

Dans le discours qu'il a fait ici, Kerenski a répondu à nos remarques sur la peine de mort (9) en disant : « *Vous pouvez me condamner si jamais je signe un seul arrêt de mort.* »

Si la peine de mort, peine que Kerenski lui-même a abolie jadis, était nécessaire, alors, je vous le demande, comment Kerenski peut-il dire à la conférence démocratique qu'il n'utilisera jamais la peine de mort ? Et s'il nous dit qu'il juge possible de s'engager à ne pas utiliser la peine de mort contre le peuple, alors je dis qu'en parlant ainsi, il a fait de l'introduction de la peine de mort une chose si futile que c'en est presque criminel.

Ce fait reflète la totale dégradation actuelle de la république russe. Cette république n'a ni représentation nationale reconnue ni gouvernement responsable. Et si tous, divisés sur tant d'autres questions, nous sommes d'accord sur un point, c'est bien celui-ci : il est indigne d'un grand peuple, et encore plus d'un peuple qui a accompli une grande révolution, de tolérer que le pouvoir soit concentré dans les mains d'une seule personne, et d'une personne qui n'est pas responsable devant le peuple.

Camarade, de nombreux orateurs ont souligné que, dans la période actuelle, le fardeau du pouvoir est lourd et tyrannique, et ils déconseillent à la démocratie russe, jeune et inexpérimentée, d'assumer ce fardeau. Que peut-on dire alors, je vous le demande, s'il est assumé par une seule personne, qui n'a en aucune occasion montré de talent particulier, ni comme chef d'armée ni comme législateur ?

Camarades, je regrette infiniment que le point de vue qui s'exprime maintenant avec tant d'énergie dans ces cris de protestation n'ait jusqu'à présent trouvé aucune expression articulée à cette tribune.

Pas un orateur n'est monté à cette tribune pour nous dire : « Pourquoi vous quereller à propos de l'ancienne coalition, pourquoi discuter de la future coalition ? Vous avez Alexandre Kerenski, et cela doit vous suffire ! » Personne n'a dit cela.

Notre parti n'a jamais attribué la responsabilité du régime actuel à la mauvaise volonté d'un individu quelconque. Au mois de mai, quand j'ai parlé au soviet des délégués ouvriers et soldats de Petrograd, j'ai dit : « *C'est vous, les partis en lutte,*

qui créez vous-mêmes un régime dans lequel la personne qui portera la plus lourde responsabilité sera obligée, indépendamment de sa propre volonté, de devenir le futur Bonaparte russe... ».

Camarades, il ne peut y avoir ici de démagogie, car ce qui est dit ici en fait, c'est simplement que certaines circonstances politiques engendrent inévitablement une tendance vers un régime autocratique.

Quelles sont ces circonstances ? Nous les énonçons comme suit : il se déroule dans la société moderne une lutte grave et acharnée. Ici, en Russie, dans une période de révolution, quand les masses, émergent des profondeurs, prennent pour la première fois conscience d'elles-mêmes en tant que classe, classe cruellement blessée à travers des siècles d'oppression, quand elles se conçoivent pour la première fois comme sujets politiques, comme personnes légales, comme classe qui commence à attaquer les fondements de la propriété privée, alors, dans une telle période, la lutte de classe prend une forme des plus intenses et des plus ardentes. La démocratie – ce que nous appelons la démocratie –, c'est l'expression politique de ces masses travailleuses, des ouvriers, des paysans et des soldats. La bureaucratie et la noblesse défendent les droits de la propriété privée. La lutte entre ces deux partis est maintenant inévitable, camarades, car la révolution a, pour parler comme les classes possédantes, libéré les couches inférieures du peuple. La lutte entre ces deux partis, qu'elle prenne une forme ou une autre, s'intensifie et évolue suivant son cours naturel de développement, auquel aucune éloquence et aucun programme ne peuvent résister. Maintenant que les forces motrices de la révolution se sont révélées dans leur séparation, un gouvernement de coalition signifie soit le stade ultime de la stupidité politique, et cela ne peut durer, soit le plus haut degré d'imposture de la part des classes possédantes, qui tentent de priver les masses de direction en séduisant les chefs les meilleurs et les plus influents pour les attirer dans un piège, dans le but soit d'abandonner les masses (ou, comme

(9) La peine capitale, abolie le 25 mars, fut réintroduite par le gouvernement provisoire le 25 juillet 1917 pour les délits militaires.

ils disent, les « éléments libérés ») à leurs propres ressources, soit de les noyer dans leur propre sang.

Camarades ! Les défenseurs de la coalition disent qu'un gouvernement purement capitaliste est impossible. Pourquoi un tel gouvernement est-il impossible ? Le populiste Minor a soutenu qu'un ministère socialiste serait aussi éphémère qu'un gouvernement de coalition. Ce n'est un compliment ni pour le ministère de coalition ni pour un ministère socialiste. Je vous le demande : pourquoi ne pourrait-on pas laisser le gouvernement entièrement aux mains des capitalistes ? On nous dit que c'est impossible. Camarades, Tsérételli a soutenu tout à fait justement que cela provoquerait une guerre civile. Donc, les relations entre les masses et les classes possédantes sont si tendues que la prise en main du gouvernement par les classes possédantes donnerait le signal de la guerre civile. Tant les contradictions sont aiguës, tendues et fortes, tout à fait indépendamment des projets des bolcheviks !

A un tel moment d'interrègne historique, où les classes possédantes ne peuvent se saisir complètement du pouvoir et où les organes du peuple n'osent pas encore s'en saisir, l'idée d'un arbitre, d'un dictateur, d'un Bonaparte, d'un Napoléon, est née. Voilà pourquoi Kerenski a pu occuper la position qu'il détient maintenant. Ce sont la faiblesse et l'indécision de la démocratie révolutionnaire qui ont créé la position de Kerenski.

Si, une fois de plus, vous répétez l'expérience d'une coalition, alors qu'elle a fait son temps, alors que les cadets sont entrés deux fois dans la coalition et l'ont quittée deux fois (10) – et sur ce point, camarades, il faut noter que leur but dans les deux cas, dans leur entrée comme dans leur sortie, était le même, à savoir saboter le travail du gouvernement révolutionnaire –, alors que vous avez été témoins de l'affaire Kornilov (11), ce faisant vous inviteriez les cadets, j'en suis fermement convaincu, à faire plus que répéter l'expérience précédente.

Bien sûr, on a dit qu'on ne peut accuser le parti cadet tout entier d'avoir participé à la rébellion de Kornilov. Si je ne me trompe, c'est le camarade Znamensky qui nous a dit, à nous les bolcheviks (et ce n'était pas la première fois que nous l'entendions) : « *Vous avez protesté quand nous*

avons rendu responsable l'ensemble de votre parti, en tant que parti, du mouvement du 18 juillet. Alors ne répétez pas l'erreur qu'ont commise quelques-uns d'entre nous, et ne rendez pas tous les cadets responsables de la rébellion de Kornilov. » Cette comparaison est, à mon avis, quelque peu inadéquate, car, si, on a accusé (à tort ou à raison, c'est un autre problème) les bolcheviks d'avoir lancé, ou même provoqué, le mouvement des 16-18 juillet, ce ne fut pas pour les inviter à entrer au gouvernement, mais pour les inviter à entrer à la prison Kresty (12).

C'est là, camarades, une petite différence que même le citoyen Zaroudny (13), j'espère, ne contestera pas. Nous vous disons : si vous voulez emprisonner les cadets à cause de la rébellion de Kornilov, alors ne le faites pas sans réfléchir, mais examinez le cas de chaque cadet un à un, et sous tous les angles.

Mais, camarades, si vous invitez un parti à entrer au gouvernement, disons par exemple à titre de paradoxe (et seulement à ce titre) le Parti bolchevique... Bien. Si vous voulez un ministère dont le travail consisterait à désarmer les travailleurs, à éloigner la garnison révolutionnaire ou à rappeler le troisième corps de cavalerie, alors je dirai que les bolcheviks, qui sont, en tout ou en partie, liés au mouvement des 16-18 juillet, sont dans leur ensemble, en tant que parti, totalement inaptes à la tâche de désarmer Petrograd, sa garnison et ses ouvriers. Car, camarades, bien que

(10) Première démission des cadets : celle de Milioukov, le 15 mai. Deuxième démission : celle des cinq ministres cadets du premier gouvernement de coalition, les 15-16 juillet. Les cadets réintègrent la nouvelle coalition formée par Kerenski le 6 août avec Nekrassov (Premier ministre adjoint et ministre des Finances).

(11) Le commandant en chef Kornilov se rebella contre le gouvernement provisoire et les soviets le 6 septembre, et fit marcher la cavalerie (avec la « Division sauvage » des cosaques du Caucase) contre Petrograd. Les masses révolutionnaires eurent raison de la révolte, qui ne dura que cinq jours, et Kornilov fut arrêté le 14 septembre.

(12) La prison Kresty fut construite à Petrograd en 1893 sur le modèle américain. Elle pouvait loger plus de mille prisonniers. Trotsky y fut emprisonné du 4 août au 17 septembre (nouveau calendrier).

(13) Zaroudny, A. S. (1864-1934). Juriste de Petrograd, ministre de la Justice dans le deuxième gouvernement de coalition en juillet 1917, il ordonna l'arrestation de Lénine, Trotsky, Kamenev et Zinoviev.

les 16-18 juillet nous n'ayons pas appelé les travailleurs à descendre dans la rue, toutes nos sympathies allaient aux soldats et aux travailleurs qu'on a par la suite désarmés et dispersés : nous étions en complet accord avec leurs revendications, nous haïssions ce qu'ils haïssaient, nous aimions ce qu'ils aimaient...

(« Vous avez arrêté Tchernov », crie une voix dans la salle. L'orateur répond.) Si je ne me trompe, Tchernov (14) est ici, et il peut confirmer (Tchernov approuve de la tête) que la violence faite à Tchernov n'a pas été commise par les manifestants, mais par un petit groupe de gens visiblement criminels dont j'ai à nouveau rencontré le chef, qui était prisonnier de droit commun, à la prison Kresty (15).

Mais, camarades, la question n'est pas là. S'il s'agissait seulement du parti cadet et de son entrée au gouvernement, le fait qu'un membre ou l'autre de ce parti se cache dans la coulisse avec Kornilov, le fait que Maklakov (16) était au téléphone quand Savinkov (17) négociait avec Kornilov, le fait que Roditchev (18) est allé dans le district du Don pour conclure un accord politique avec Kaledine (19), tout cela importe peu. Mais ce qui est important, c'est que toute la presse capitaliste de tous les pays a propagé les mensonges, les pensées, les sentiments et les souhaits de la classe capitaliste. Voilà pourquoi je dis qu'il nous est absolument impossible d'envisager la question d'une coalition.

Victor Tchernov, bien sûr, est très optimiste et dit : attendons. Mais, premièrement, la question du pouvoir est une question d'aujourd'hui, et, deuxièmement, il affirme, en s'appuyant sur la théorie marxiste (le marxisme de Lieber [20] et Dan [21], devenu maintenant – ironie de l'histoire – une arme adaptée aux besoins des S-R), il affirme donc, sur la base de la théorie marxiste : « Il faut attendre, peut-être un nouveau parti démocratique naîtra-t-il au cours de la révolution. » Personnellement, j'ai appris du marxisme que, quand les travailleurs entrent en scène comme force indépendante, chacun de leurs pas, loin de renforcer la démocratie bourgeoise, l'affaiblit en libérant la masse des travailleurs de l'influence capitaliste.

On nous a suggéré d'attendre la renaissance et le renforcement de la démocratie capitaliste, et de former alors avec elle un

front uni. C'est là la plus grande illusion que l'on puisse se faire. Nous ne voulons pas, camarades, fonder nos espoirs sur l'idée que la démocratie bourgeoise, sous la forme qu'elle avait dans le système capitaliste, peut ressusciter parmi nous.

(Le camarade Trotsky lit la déclaration de la fraction bolchevique (22). Pendant sa lecture, des cris : « Pourquoi ? Pourquoi ? » éclatent sur le côté droit de la salle, à propos des clauses sur la nécessité immédiate d'armer les travailleurs. L'orateur répond à ces cris par l'intervention suivante.)

D'abord, parce que cela créera une véritable citadelle face à la contre-révolution, face à un nouveau et plus puissant Kornilov ; ensuite, parce que s'il s'établissait une réelle dictature de la démocratie révolutionnaire, si ce nouveau gouvernement proposait une paix honorable et si cette offre était rejetée, alors j'affirme, au nom de notre parti et des masses travailleuses qui le suivent, que les travailleurs en armes de Petrograd et de toute la Russie défendront le pays de la révolution contre les armées de l'impérialisme avec un héroïsme sans précédent dans l'histoire de la Russie. (Les derniers mots de Trotsky sont noyés dans un tonnerre d'applaudissements.)

(14) Cf. note 21, document 6, page 49.

(15) Tchernov échappa au lynchage grâce à l'intervention personnelle de Trotsky le 17 juillet 1917.

(16) Maklakov, V. A. (1870-1970). Propriétaire foncier de Moscou, juriste, cadet de droite. Membre des deuxième, troisième et quatrième Doumas, ambassadeur du gouvernement provisoire à Paris. Emigré.

(17) Savinkov, Boris Victorovitch (V. Ropchine) (1879-1925). Ecrivain et révolutionnaire, membre de l'Organisation de combat socialiste-révolutionnaire impliqué dans l'assassinat du comte Plehve et du grand duc Serge. Volontaire dans l'armée française pendant la guerre, ministre adjoint de Kerenski à la Guerre. Antibolchevique de 1918 à 1921, il est condamné à dix ans de prison et se suicide en 1925.

(18) Roditchev, F. I. (1856-?). Propriétaire foncier, leader de l'opposition libérale dans les zemstvos. Fondateur du parti cadet, député de la première à la quatrième Douma. En 1917, commissaire du gouvernement provisoire en Finlande.

(19) Cf. note 21, document 6, page 49.

(20) Cf. note 27, document 6, page 49.

(21) Cf. note 26, document 6, page 49.

(22) Cf. note 1 ci-dessus, page 61.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

